

Mai 2025

# Mali-Mètre

# 2025

*Enquête d'opinion*

*« Que pensent les Malien.ne.s ? »*

## Imprint

### Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung  
Faso Kanu  
BP. 428 Bamako - Mali  
Tel. +223 44 90 60 30 - 44 90 60 29  
E-Mail: [info@fes-mali.org](mailto:info@fes-mali.org)  
Site web : ↗ [www.mali.fes.de](http://www.mali.fes.de)

### Département d'édition

Département Afrique

### Responsables

Svenja BODE, Représentante Résidente  
Abdourhamane DICKO, Directeur des programmes

### Contact

Svenja BODE  
[Svenja.Bode@fes.de](mailto:Svenja.Bode@fes.de)

### Design/Layout

Abdoul Malick ALMAIMOUNE

### Conception de la première page

Abdoul Malick ALMAIMOUNE

### Impression et production

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). L'utilisation commerciale des médias publiés par la FES n'est pas autorisée sans le consentement écrit de la FES. Les publications de la FES ne peuvent pas être utilisées à des fins de campagne électorale.

Avril 2025

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Mali, 2025

ISBN 978-99952-75-46-4

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici : ↗ [www.fes.de/publikationen](http://www.fes.de/publikationen)

# Mali-Mètre 2025

*Enquête d'opinion*

*« Que pensent les Malien.ne.s ? »*

Enquête : Janvier 2025

Publication : Mai 2025

# Sommaire

|                                                                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Avant-propos .....                                                                                                       | 3  |
| Liste des figures .....                                                                                                  | 4  |
| Liste des tableaux .....                                                                                                 | 7  |
| Liste des abréviations .....                                                                                             | 7  |
| Résumé exécutif .....                                                                                                    | 8  |
| 1. Introduction .....                                                                                                    | 13 |
| 1.1. Contexte .....                                                                                                      | 13 |
| 1.2. Objectifs de l'étude .....                                                                                          | 13 |
| 2. Principaux résultats de l'étude .....                                                                                 | 14 |
| 2.1 Evolution de la situation générale du pays .....                                                                     | 14 |
| 2.2 Principales sources d'information sur l'actualité et la transition .....                                             | 23 |
| 2.3 Opinion sur l'AES, dialogue inter-Malien(ne)s, charte nationale pour la<br>paix et la réconciliation nationale ..... | 35 |
| 2.4 Sécurisation du Mali et niveau de confiance en les acteurs impliqués dans<br>la sécurisation du pays .....           | 41 |
| 2.5 Acteurs de la sécurité .....                                                                                         | 49 |
| 2.6 Justice et bonne gouvernance .....                                                                                   | 60 |
| 2.7 Perspectives .....                                                                                                   | 68 |
| 3. Approche méthodologique .....                                                                                         | 80 |

# Avant-propos

« *Mali-Mètre, que pensent les Maliens ?* » est aujourd'hui plus qu'un titre d'enquête d'opinion publique réalisée par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) depuis 2012. Mali-Mètre renvoie à la prise de conscience généralisée voir une appropriation sociétale, nuancée, de l'objectif général de l'enquête, à savoir recueillir les perceptions et les opinions politiques des Maliennes et des Maliens, mais aussi de les porter à la connaissance des décideurs politiques. Dès lors, Mali-Mètre apparaît, d'une part, comme une interrogation des décideur.e.s sur leurs approches ou politiques de satisfaction des besoins et attentes des populations. D'autre part, Mali-Mètre représente le canal de transport des attentes et préoccupations voire des solutions des populations vers les décideur.e.s.

Mali-Mètre est alors cet espace invisibilisé de dialogue multi-acteurs, intergénérationnel dont le déchiffrement est indispensable pour créer plus de confiance, de cohésion et d'unité, gages d'un bien-être collectif.

Mali-Mètre transporte les voix des Maliens sur des défis majeurs dans un contexte marqué la dénonciation de l'Accord pour la paix, des inondations ayant causé différentes victimes dans plusieurs localités, la création de l'Alliance des Etats du Sahel devenue Confédération depuis juillet

2024. Cette édition intègre aussi les mesures prises par les autorités pour « recoudre le tissu national » à travers l'organisation du dialogue inter-Maliens et le processus d'élaboration de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale (rédaction de l'avant-projet et du projet de Charte) ainsi que le changement de gouvernement en novembre 2024.

Cette année, la réalisation de Mali-Mètre intervient dans le cadre de la célébration du centenaire de notre institution, votre institution, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) créée en mars 1925. Au Mali, l'institution est présente de manière permanente depuis 1972, donc plus d'un demi-siècle de présence rendu possible par le partage commun de valeurs fondatrices de la FES avec la société malienne.

L'enquête a bénéficié du visa de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT).

La Friedrich-Ebert-Stiftung vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour votre intérêt constant pour les résultats de Mali-Mètre.

**Madame Svenja BODE**  
Représentante Résidente

# Liste des figures

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Fig. 1 Situation générale du pays . . . . .                                                             | 15 |
| Fig. 2 Situation générale du pays par région . . . . .                                                  | 16 |
| Fig. 3 Situation générale du pays par sexe . . . . .                                                    | 15 |
| Fig. 4 Situation générale du pays par niveau d'instruction . . . . .                                    | 16 |
| Fig. 5 Situation générale du pays - Comparaison . . . . .                                               | 16 |
| Fig. 6 Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays . . . . .                             | 17 |
| Fig. 7 Raisons de la détérioration de la situation du pays . . . . .                                    | 18 |
| Fig. 8 Raisons de la détérioration de la situation du pays par sexe . . . . .                           | 19 |
| Fig. 9 Défis au Mali . . . . .                                                                          | 19 |
| Fig. 10 Ménages touchés par les inondations . . . . .                                                   | 20 |
| Fig. 11 Aide reçue . . . . .                                                                            | 20 |
| Fig. 12 Mesures de précaution prises . . . . .                                                          | 21 |
| Fig. 13 Principales sources d'information . . . . .                                                     | 23 |
| Fig. 14 Sources principales d'information par région . . . . .                                          | 23 |
| Fig. 15 Sources principales d'information par niveau d'instruction . . . . .                            | 24 |
| Fig. 16 Sources principales d'information par âge . . . . .                                             | 24 |
| Fig. 17 Satisfaction de la gestion de la transition . . . . .                                           | 25 |
| Fig. 18 Satisfaction de la gestion de la transition par région . . . . .                                | 25 |
| Fig. 19 Satisfaction du changement et de la composition du<br>nouveau gouvernement . . . . .            | 26 |
| Fig. 20 Satisfaction du changement et de la composition du<br>nouveau gouvernement par région . . . . . | 26 |
| Fig. 21 Priorités du gouvernement de la transition . . . . .                                            | 27 |
| Fig. 22 Priorités du gouvernement de la transition par tranche d'âge . . . . .                          | 27 |
| Fig. 23 Confiance en les acteurs de la transition . . . . .                                             | 28 |
| Fig. 24 Confiance en les acteurs de la transition par région . . . . .                                  | 29 |
| Fig. 25 Satisfaction des acteurs de la transition . . . . .                                             | 29 |
| Fig. 26 Confiance en la transition . . . . .                                                            | 30 |
| Fig. 27 Confiance en la transition par région . . . . .                                                 | 31 |
| Fig. 28 Connaissance des réformes majeures . . . . .                                                    | 31 |
| Fig. 29 Connaissance des réformes majeures par sexe . . . . .                                           | 32 |
| Fig. 30 Connaissance des réformes majeures par niveau d'instruction . . . . .                           | 32 |
| Fig. 31 Satisfaction de la création de l'AES . . . . .                                                  | 35 |
| Fig. 32 Satisfaction de la création de l'AES par région . . . . .                                       | 35 |
| Fig. 33 Relations de l'AES avec la CEDEAO . . . . .                                                     | 36 |
| Fig. 34 Raisons de la sortie des pays de l'AES de la CEDEAO . . . . .                                   | 36 |
| Fig. 35 Raisons pour les pays de l'AES de rester dans la CEDEAO . . . . .                               | 30 |
| Fig. 36 Appréciation du dialogue inter-malien(ne)s . . . . .                                            | 37 |
| Fig. 37 Appréciation de l'inclusivité du processus du dialogue ou de la Charte . . . . .                | 38 |
| Fig. 38 Raisons de l'inclusivité du dialogue . . . . .                                                  | 38 |
| Fig. 39 Raisons de l'exclusivité du dialogue . . . . .                                                  | 39 |
| Fig. 40 Dialogue avec les anciens signataires de l'Accord . . . . .                                     | 39 |
| Fig. 41 Attentes des Malien.ne.s des partenaires internationaux . . . . .                               | 41 |
| Fig. 42 Bonnes relations du Mali . . . . .                                                              | 41 |
| Fig. 43 Evolution du niveau de l'insécurité de la région . . . . .                                      | 42 |
| Fig. 44 Evolution du niveau de l'insécurité de la région - Comparaison . . . . .                        | 42 |
| Fig. 45 Causes de la diminution du niveau d'insécurité . . . . .                                        | 44 |
| Fig. 46 Causes de l'augmentation du niveau d'insécurité . . . . .                                       | 44 |

|                                                                                                      |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Fig. 47 Propositions de sortie de l'insécurité par région                                            | 45 |
| Fig. 48 Fréquence des conflits inter- ou intracommunautaires                                         | 46 |
| Fig. 49 Principales raisons des conflits inter- et intracommunautaires                               | 46 |
| Fig. 50 Appréciation de la sécurité "sortir seul.e la nuit"                                          | 47 |
| Fig. 51 Appréciation de la sécurité "Quitter son lieu de résidence<br>pour un autre lieu"            | 48 |
| Fig. 52 Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA par région                                 | 50 |
| Fig. 53 Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA<br>par niveau d'instruction                | 51 |
| Fig. 54 Raisons de l'impact positif du retrait de la MINUSMA                                         | 51 |
| Fig. 55 Raisons de l'impact négatif du départ de la MINUSMA                                          | 51 |
| Fig. 56 Confiance en la Russie                                                                       | 52 |
| Fig. 57 Confiance en la Russie par région                                                            | 52 |
| Fig. 58 Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie                                    | 53 |
| Fig. 59 Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali                                                           | 54 |
| Fig. 60 Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité                                       | 54 |
| Fig. 61 Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité par région                            | 55 |
| Fig. 62 Reproches aux forces de défenses et de sécurité                                              | 55 |
| Fig. 63 Regard des Malien.ne.s sur les forces de défense et de sécurité<br>suivant le sexe           | 56 |
| Fig. 64 Regard des Malien.ne.s sur les forces de défense et de sécurité<br>par région                | 56 |
| Fig. 65 Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité par sexe                             | 57 |
| Fig. 66 Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité<br>par niveau d'instruction          | 57 |
| Fig. 67 Implication de la société civile dans la RSS                                                 | 58 |
| Fig. 68 Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région                                   | 59 |
| Fig. 69 Appréciation du niveau de corruption                                                         | 61 |
| Fig. 70 Appréciation du niveau de corruption par région                                              | 61 |
| Fig. 71 Appréciation du niveau de corruption - Comparaison                                           | 62 |
| Fig. 72 Domaines concernés par la corruption                                                         | 62 |
| Fig. 73 Niveau de corruption dans la police et le secteur de la santé<br>par sexe                    | 63 |
| Fig. 74 Fréquence d'impunité par région                                                              | 63 |
| Fig. 75 Connaissance des institutions et services de lutte contre<br>la corruption                   | 64 |
| Fig. 76 Connaissance des institutions et services contre la corruption<br>par sexe                   | 64 |
| Fig. 77 Confiance en la justice                                                                      | 65 |
| Fig. 78 Confiance en la justice - Comparaison                                                        | 65 |
| Fig. 79 Attentes par rapport à la justice                                                            | 66 |
| Fig. 80 Attentes par rapport à la justice par région                                                 | 66 |
| Fig. 81 Opinions sur le système judiciaire                                                           | 67 |
| Fig. 82 Opinion sur l'inscription des élections dans la feuille de route                             | 69 |
| Fig. 83 Opinion sur l'inscription des élections dans la feuille de route<br>par région               | 69 |
| Fig. 84 Opinion sur l'inscription des élections dans la feuille de route<br>par niveau d'instruction | 70 |
| Fig. 85 Probabilité des élections en 2025                                                            | 70 |
| Fig. 86 Probabilité des élections en 2025 par région                                                 | 71 |
| Fig. 87 Probabilité des élections en 2025 par sexe                                                   | 71 |

|         |                                                                |    |
|---------|----------------------------------------------------------------|----|
| Fig. 88 | Probabilité des élections en 2025 par âge                      | 72 |
| Fig. 89 | Intention de voter aux prochaines élections                    | 72 |
| Fig. 90 | Intention de voter aux prochaines élections par région         | 73 |
| Fig. 91 | Possession d'une carte NINA ou d'une carte biométrique         | 73 |
| Fig. 92 | Possession d'une carte NINA ou d'une carte biométrique par âge | 74 |
| Fig. 93 | Critères de choix d'un.e candidat.e                            | 74 |
| Fig. 94 | Projection du Mali dans 6 mois                                 | 75 |
| Fig. 95 | Projection du Mali dans les six prochains mois par région      | 76 |
| Fig. 96 | Confiance en l'avenir                                          | 76 |
| Fig. 97 | Confiance en l'avenir à Kidal                                  | 77 |
| Fig. 98 | Confiance en l'avenir - Comparaison                            | 77 |
| Fig. 99 | Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir par région      | 78 |

# Liste des tableaux

|        |                                                                       |    |
|--------|-----------------------------------------------------------------------|----|
| Tab. 1 | Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays par région | 18 |
| Tab. 2 | Raisons de la détérioration de la situation du pays par région        | 19 |
| Tab. 3 | Connaissance des réformes majeures par région                         | 34 |
| Tab. 4 | Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie par région  | 53 |
| Tab. 5 | Critères de choix d'un.e candidat.e par région                        | 75 |
| Tab. 6 | Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir par région             | 78 |

# Liste des abréviations

|         |                                                                                                                         |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AES     | Alliance des Etats du Sahel                                                                                             |
| CEDEAO  | Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest                                                                    |
| CNT     | Conseil national de la transition                                                                                       |
| EUCAP   | European Union Capacity Building Mission in Mali<br>(Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes) |
| FAMAS   | Forces Armées Maliennes                                                                                                 |
| LOPM    | Loi d'Orientation et de Programmation Militaire                                                                         |
| MINUSMA | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali                                    |
| MM      | Mali-Mètre                                                                                                              |
| NINA    | Numéro d'Identification Nationale                                                                                       |
| NSP     | Ne sait pas                                                                                                             |
| OCLEI   | Office Central de Lutte contre l'enrichissement illicite                                                                |
| ONG     | Organisations Non gouvernementales                                                                                      |
| RSS     | Reforme du Secteur de la Sécurité                                                                                       |
| USA     | United States of America (Etats Unis d'Amérique)                                                                        |

# Résumé exécutif

Mali-Mètre est le titre donné à l'enquête d'opinion politique que la Friedrich- Ebert Stiftung (FES) conduit au Mali depuis la fin de l'année 2012. Mali-Mètre est à sa 16ème édition qui se réalise dans un contexte général du pays marqué par des préoccupations voire défis majeurs. Il s'agit notamment de l'intensification des hostilités entre les autorités de transition et les groupes armés violents même après la dénonciation de l'Accord pour la paix, des inondations ayant causé différentes victimes dans plusieurs localités sans passer sous silence la création de l'Alliance des Etats du Sahel devenue Confédération depuis juillet 2024. Il convient de signaler également les mesures prises par les autorités pour « recoudre le tissu national » à travers l'organisation du dialogue inter Malien(e)s et le processus d'élaboration de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale (rédaction de l'avant-projet et du projet de Charte) ainsi que le changement de gouvernement en novembre 2024.

La collecte de données s'est déroulée du 11 janvier au 22 janvier 2025. L'échantillonnage est basé sur la méthode des quotas avec la prise en compte des caractéristiques démographiques comme le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. L'échantillon final est de 2 220 personnes de 18 ans et plus, réparties entre le District de Bamako et dix capitales régionales (comme pour les enquêtes de ces dernières années).

Les principaux résultats se présentent comme suit :

**Evolution de la situation générale du pays :** deux tiers des Malien.ne.s (68,7%) estiment que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des 12 derniers mois. Alors que 18,2% des Malien.ne.s pensent que la situation générale du pays n'a pas évolué au cours des 12 derniers mois ; elle s'est même détériorée pour 12,6% des Malien.ne.s .

Bien que la proportion de Malien.ne.s estimant une amélioration de la situation générale au cours des douze derniers mois ait connu une évolution sur la période 2021-2024, passant de 33,1% en 2021 à 81,0% en 2024, cette proportion est de 68,7% en cette année, soit une baisse de 12,3 points de pourcentage par rapport à 2024.

La principale raison évoquée par les Malien.ne.s soutenant cette opinion est l'amélioration de la sécurité (48,5%), suivie, dans une moindre proportion, du renforcement des forces de sécurité (12,6%), de l'amélioration de la gouvernance (15,2%).

A l'opposé, les principales raisons évoquées par les Malien.ne.s estimant que la situation générale du pays s'est détériorée au cours des douze derniers mois, sont l'augmentation des prix des denrées alimentaires (21,9%), la cherté de la vie (19,7%) et l'augmentation de l'insécurité (15,7%). Dans le district de Bamako, les raisons sont relatives à la cherté de la vie (34,8%) suivie du problème de délestage (26,1%)

**Défis et priorités au Mali :** les principaux défis auxquels le pays est confronté sont : la lutte contre l'insécurité alimentaire (56,3%), la lutte contre le chômage des jeunes (47,6%), la lutte contre l'insécurité (38,4%), la lutte contre les délestages ou coupure d'électricité (34,0%).

**Ménages touchés par les inondations de l'hivernage passé :** au cours du dernier hivernage, 19,4% des ménages maliens ont été touchés par les inondations. Les régions de Mopti et Gao ont été les plus touchées avec respectivement 37,7% et 38,0%.

Face aux inondations de l'hivernage passé, 15,1% des ménages déclarent n'avoir reçu aucune aide et seulement 1,4% des ménages ont reçu une aide venant du gouvernement.

De plus, quatre Malien.ne.s sur cinq (82,0%) déclarent qu'aucune mesure de prévention n'a été prise par leurs ménages, ni par le gouvernement, ni par les ONG pour réduire ou prévenir les inondations de prochain hivernage, contre 18,0% des Malien.ne.s qui estiment que des mesures ont été prises.

**Principales sources d'information :** La radio et la télévision constituent les principaux canaux d'informations des Malien.ne.s sur l'actualité et la transition. Elles sont utilisées par 30,8% et 22,0% des Malien(e)s, respectivement. Les réseaux sociaux constituent une source d'information de plus en plus utilisée par les Malien.ne.s : en effet, 11,3% des enquêté(e)s s'informent sur l'actualité via Tik Tok, 9,6% via Facebook et 6,4% à travers WhatsApp.

**Niveau de satisfaction de la gestion de la transition :** les Malien.ne.s sont globalement satisfait(e)s de la gestion de la transition. Neuf Malien.ne.s sur dix en sont satisfait(e)s (57,1% très satisfaits et 33,6% plutôt satisfaits). On observe le même niveau de satisfaction dans la plupart des régions, sauf les régions de Kidal et de Gao.

**Niveau de satisfaction du changement et de la composition du nouveau gouvernement :** plus de quatre Malien.ne.s sur cinq (82,2%) sont satisfait(e)s du changement et de la composition du nouveau gouvernement. Le niveau de satisfaction est plus élevé dans les régions dites du Nord Ménaka (97,0%), Tombouctou (95,8%), Taoudenni (95,7%) où plus de neuf personnes sur dix sont satisfaites du changement et de la composition du nouveau gouvernement.

**Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition :** les actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de la transition sont : la création d'emploi (44,1%), le développement de l'agriculture pour lutter contre l'insécurité alimentaire (43,7%), la lutte contre l'insécurité ou la criminalité (36,1%), la lutte contre la pauvreté (29,0%), la lutte contre le terrorisme (25,7%). Dans une moindre proportion, certains Malien.ne.s ont cité la gestion du délestage (16,0%), l'amélioration du système éducatif (15,8%), l'amélioration du système sanitaire (14,0%) comme actions prioritaires pour le gouvernement de la transition.

**Confiance aux acteurs de la transition :** le Président de la transition est l'acteur en lequel les Malien.ne.s ont le plus confiance. En effet, plus de sept Malien.ne.s sur dix (72,1%) lui font plus confiance. Quant au gouvernement de la transition, seulement 2,6% des personnes enquêtées ont confiance en lui comme premier acteur. Cependant, 21,1% des Malien.ne.s portent le même niveau de confiance aux différents acteurs de la transition.

**Niveau de satisfaction des acteurs sociopolitiques :** plus de neuf Malien.ne.s sur dix sont satisfait(e)s du président de la transition (70,7% très satisfaits et 23,6% plutôt satisfaits). Cette satisfaction est observée dans la plupart des régions.

De même, près de neuf Malien.ne.s sur dix sont satisfait(e)s du gouvernement de la transition (41,6% très satisfaits et 47,4% plutôt satisfaits). On observe la même tendance dans la plupart des régions, hormis Kidal et de Gao où la proportion de personnes satisfaites est plus faible.

Plus de trois Malien.ne.s sur cinq sont satisfait(e)s (14,5% très satisfaits et 48,5% plutôt satisfaits) de la cour suprême. On observe les tendances dans la plupart des régions. Cependant, le niveau de satisfaction à l'égard de la cour suprême est plus élevé dans les régions de Mopti (71,2%), Kidal (70,3%), Ménaka (80,0%) et Tombouctou (90,5%).

A l'inverse, trois quarts des Malien.ne.s ne sont pas satisfait(e)s des partis politiques (29,8% plutôt insatisfaits et 45,4% très insatisfaits). Quant aux centrales syndicales, 44,6% des Malien.ne.s en sont satisfait(e)s contre 32,3% qui ne le sont pas.

**Niveau de confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance :** plus de sept Malien.ne.s sur dix ont confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance. Cependant, dans la région de Kidal, plus de la moitié de la population (57,4%) n'a pas confiance en la transition à cet effet. Cette statistique est de respectivement 43,0% et 38,0% pour les régions de Gao et de Ségou.

**Réformes majeures mises en œuvre par le gouvernement :** les réformes mises en œuvre par le gouvernement sont très peu connues des populations maliennes. Plus de sept Malien.ne.s sur dix (73,6%) ne sont pas informé(e)s de ces réformes contre 26,4% qui le sont.

**Les principales réformes mentionnées par les populations sont :** la réforme du secteur de sécurité (29,4%), le nouveau code minier (25,2%), la refondation du système éducatif (18,4%), La Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM, 16,0%), le nouveau code pénal (11,2%).

**Niveau de satisfaction de la création de la confédération des Etats du Sahel (AES) :** les résultats montrent que les Malien.ne.s sont globalement satisfait(e)s de la création de cette Confédération. Plus de neuf Malien.ne.s sur dix en sont satisfait(e)s (69,7% très satisfaits et 22,3%).

**Relation entre l'AES et la CEDEAO :** 38,1% des Malien.ne.s estiment qu'aucune relation ne devrait exister entre les deux institutions. En revanche, 19,2% des Malien.ne.s ont mentionné une relation économique, 10,7% la libre circulation des biens et des personnes, 7,2% un partenariat gagnant-gagnant entre les deux institutions.

**Appréciation du dialogue inter Malien(e)s :** Plus de neuf Malien(e)s sur dix estiment que le dialogue inter Malien(e)s est une bonne chose (70,8% très bonne chose et 24,9% une bonne chose).

**Appréciation de l'inclusivité du processus du dialogue inter Malien(e)s ou d'élaboration de la Charte :** bien que le dialogue inter Malien(e)s ait fait l'objet d'une bonne appréciation, des personnes enquêtées, le niveau de participation reste faible. 11,7% des Malien.ne.s ont participé au dialogue contre 88,3% qui n'y ont pas participé. Toutefois, 47,6% des Malien.ne.s pensent que le dialogue a été inclusif contre 15,6% qui pensent le contraire.

**Nécessité de dialoguer avec les anciens signataires de l'Accord pour la paix :** pour plus de huit Malien(e)s sur dix (82,7%), il n'est pas opportun d'ouvrir un dialogue avec les anciens signataires de l'Accord pour la paix. Cette proportion est plus élevée dans les régions de Koulikoro (91,0%), Tombouctou (91,6%) et Bamako (95,0%) où plus de neuf personnes sur dix estiment qu'un dialogue avec les anciens signataires de l'Accord n'est pas opportun.

**Attentes par rapport aux partenaires internationaux :** les principales attentes des citoyen(ne)s vis-à-vis des partenaires internationaux sont : la lutte contre l'insécurité (63,4%), la lutte contre le chômage des jeunes (62,1%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (61,8%).

**Pays avec lesquels le Mali doit avoir une bonne relation :** les pays avec lesquels le Mali devrait avoir de bonne relation sont le Burkina-Faso (81,9%) et le Niger (78,1%). Ils sont suivis du Sénégal (19,2%) et de la Côte d'Ivoire (14,1%).

**Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois :** dans l'ensemble des régions, le niveau d'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois. Particulièrement, dans la région de Tombouctou, plus de neuf personnes sur dix (91,6%) partagent cette opinion.

La proportion de Malien.ne.s relevant une diminution du niveau d'insécurité a diminué et a atteint 83,6% en 2022. Mais cette statistique a régressé ces dernières années pour atteindre 72,2% en 2025 contre 74,4% en 2024, soit une baisse de 2,5 points de pourcentage.

Les principales raisons évoquées par ceux/celles qui soutiennent cette diminution sont : le renforcement des forces de sécurité (94,4%) et la collaboration entre forces de sécurité et populations (16,3%).

A l'opposé, ceux/celles constatant une augmentation de l'insécurité évoquent les raisons suivantes : les attaques terroristes (48,2%), le banditisme ou la criminalité (39,9%), la présence des FAMAs et des partenaires (14,6%), le chômage des jeunes (13,9%).

**Proposition de solutions de sortie de la situation d'insécurité :** afin de lutter efficacement contre l'insécurité dans les régions, les populations proposent comme solutions : renforcement de la sécurité (33,3%), une étroite collaboration entre les FAMAs et les populations (21,7%) et la multiplication des patrouilles (14,9%).

**Fréquence des conflits inter et intracommunautaires :** Dans les régions de Tombouctou (87,4%) et Bamako (82,9%), plus de quatre personnes sur cinq pensent que ces conflits sont inexistantes. Cet avis est partagé par trois personnes sur quatre dans les régions de Ségou (75,6%) et Kidal (75,5%) ; une personne sur deux (50,8%) estime que les conflits inter et intracommunautaires sont fréquents dans la région de Mopti.

Les principales raisons justificatives de l'existence des conflits inter et intracommunautaires dans certaines régions sont : les conflits fonciers (47,7%), les disputes liées aux enfants (13,3%), le manque de cohésion sociale (12,4%) ou encore la pauvreté (12,3%). L'esclavage est l'une des principales causes des conflits inter et intracommunautaires dans la région de Kayes où elle est mentionnée par plus de huit personnes sur dix (88,2%).

**Sentiment de sécurité en sortant seul(e) la nuit :** plus de quatre Malien.ne.s sur cinq se sentent en sécurité en sortant seul(e)s la nuit (38,4% très en sécurité et 48,8% plutôt en sécurité) contre 11,8% de la population qui ne partagent pas ce sentiment.

**Sentiment de sécurité en participant à un événement social :** plus de neuf Malien.ne.s sur dix se sentent en sécurité (44,2% très en sécurité et 52,4% en sécurité) en participant à des événements sociaux. On observe la même tendance dans l'ensemble des régions.

**Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu :** plus de sept Malien.ne.s sur dix (29,1% très en sécurité et 43,9% en sécurité) se sentent en sécurité pour effectuer ce déplacement. Ce sentiment est partagé par les populations des régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Kidal et Bamako.

**Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA :** pour deux Malien.ne.s sur trois (67,1%) le départ de la MINUSMA a un impact positif contre 8,4% qui estiment le contraire. Pour 16,9% de citoyen(ne)s, le départ de la MINUSMA n'a aucun effet (ni positif, ni négatif).

**Niveau de confiance en la Russie pour retrouver l'intégrité territoriale :** plus de neuf personnes sur dix font confiance (78,8% beaucoup confiance et 17,1% peu confiance) à la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale.

**Niveau de satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie :** plus de neuf citoyen(ne)s sont satisfait(e)s de la coopération entre le Mali et la Russie (68,4% très satisfaits et 27,3% plutôt satisfaits). On observe les mêmes tendances dans presque toutes les régions hormis Kidal et Taoudenni qui enregistrent des niveaux de satisfaction plus faibles.

**Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali :** plus de quatre citoyen(ne)s n'en ont pas entendu parler. Toutefois, 30,0% et 28,4% des populations des régions de Ménaka et de Tombouctou, respectivement, en ont connaissance. Cette proportion est de 27,1% dans la région de Koulikoro.

**Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité :** plus de neuf Malien.ne.s sur dix sont satisfait(e)s des forces de défense et de sécurité (81,3% très satisfaits et 17,5% plutôt satisfaits). On observe ce même niveau de satisfaction dans presque toutes les régions, hormis Kidal où le taux de satisfaction est de 79,4% contre 18,1% qui ne le sont pas.

**Regard des Malien.ne.s sur les forces de défense et de sécurité :** les Malien.ne.s portent deux principaux regards sur les forces de défense et de sécurité : Pour trois Malien.ne.s sur cinq (60,0%), les forces de défense et de sécurité sont une fierté ; 22,8% voient en elles leurs protectrices.

**Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité :**

les réformes en cours dans le secteur de la sécurité sont connues par près d'un tiers des Malien.ne.s. Cependant, les hommes en sont mieux informés : 46,2% d'hommes contre 23,2% de femmes.

L'acquisition de matériels (38,2%), la militarisation (34,0%), l'augmentation des salaires et primes (20,0%) sont les trois principales réformes citées par ceux ayant connaissance des réformes en cours dans le secteur de la sécurité.

**Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité :** la société civile peut être impliquée dans la réforme de la sécurité avec les missions suivantes : rapprocher les forces de défense et de sécurité (97,6%), protéger les forces de défense et de sécurité (97,1%), veiller à la transparence et à la redevabilité des politiques et mesures de sécurité (87,8%), pouvoir influencer les décisions politiques (85,1%).

**Acteurs en qui les Malien.ne.s ont confiance pour la sécurisation de leur région :** Les principaux acteurs en qui les citoyen(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région sont : les militaires ou l'armée malienne (90,2%), la gendarmerie nationale (54,1%), la police nationale (53,3%), la garde nationale (38,3%). Toutefois, un quart des Malien.ne.s ont confiance en les partenaires russes pour sécuriser leur région ; et 24,3% font confiance à la société civile.

**Appréciation du niveau de corruption au Mali :** plus de la moitié de la population malienne pense que le niveau de corruption est élevé au Mali (24,3% très élevé et 33,4% plutôt élevé) contre 37,8% des Malien.ne.s qui pensent le contraire (34,4% pas élevé et 3,4% pas du tout élevé).

*Le niveau de corruption au Mali connaît une évolution décroissante depuis 2021. En effet, la proportion de Malien.ne.s pour qui le niveau de corruption est élevé au Mali est passé de 91,2% en 2021 à 80,5% en 2023 pour atteindre 57,5% en 2025, soit une baisse de 33,7 points de pourcentage sur la période 2021-2025.*

**Domaines concernés par la corruption :** les domaines principalement touchés par la corruption sont : la police (47,9%), la Mairie (40,1%), la justice (35,7%), la santé (32,1%), la douane (19,8%), les affaires foncières (19,8%).

**Fréquence de l'impunité au Mali :** plus de la moitié des citoyen(ne)s pensent que l'impunité n'est pas fréquente au Mali (peu fréquente pour 31,3% et pas fréquente pour 23,6%) contre 40,5% qui pensent le contraire (très fréquente pour 13,3% et fréquente pour 27,2%).

**Connaissances des institutions et services de lutte contre la corruption :** le Bureau du Vérificateur Général est la principale institution ou service en charge de lutter contre la corruption au Mali citée par 42,5% de Malien.ne.s. Il est suivi de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) avec 23,0%.

**Niveau de confiance en la justice malienne :** trois quarts des Malien.ne.s ont confiance en la justice malienne (18,3% totalement confiance et 56,8% partiellement confiance) contre deux Malien.ne.s sur dix qui n'y ont pas confiance (14,2% pas confiance et 6,3% pas du tout confiance).

*Le niveau de confiance en la justice malienne est en nette progression ces dernières années, passant de 47,7% en 2021 à 72,1% en 2024 et à 75,1% en 2025. Ce qui correspond à une hausse de 27,4 points de pourcentage sur ces cinq dernières années et une progression de 3,0 points de pourcentage entre 2024 et 2025.*

**Principales attentes par rapport à la justice malienne :** avoir une justice équitable (30,1%) est la principale attente des Malien.ne.s à l'égard de la justice malienne. Elle est mentionnée par 58,2% des Malien.ne.s ; une justice incorruptible (22,7%), une justice impartiale sans distinction de sociale (21,9%) constituent les autres attentes.

**Appréciation de la justice malienne :** près de neuf Malien.ne.s sur dix approuvent l'opinion selon laquelle les procédures de la justice sont méconnues des populations (58,0% tout à fait d'accord et 31,7% d'accord). Pendant ce temps, plus de huit Malien.ne.s sur dix soutiennent l'idée selon laquelle les procédures de la justice sont longues et compliquées (55,1% tout à fait d'accord et 29,6% d'accord).

Aussi, plus de sept Malien.ne.s sur dix estiment-ils que la justice malienne est corrompue (33,3% tout à fait d'accord et 39,2% d'accord) ou que la justice malienne coûte cher (51,2% tout à fait d'accord et 26,7% d'accord).

**Appréciation de la décision du report des élections :** plus de la moitié (55,6%) des Malien.ne.s qualifient le maintien des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement de bonne décision ; toutefois, environ un tiers (32,9%) des Malien.ne.s ne partage pas cet avis et 11,5% qui n'ont aucun avis sur la question.

**Intention de la tenue des élections en 2025 :** quant à la tenue effective des élections en 2025, trois Malien.ne.s sur cinq pensent qu'elle est improbable (24,2% pas probable et 35,5% pas du tout probable). En revanche, un peu plus d'un tiers (34,4%) des Malien.ne.s pensent que les élections se tiendront effectivement en 2025 (8% très probable et 26% probable).

**Intention de vote aux prochaines élections :** la majorité des Malien.ne.s affirment qu'ils/elles participeront aux votes. En effet, 83,6% des Malien.ne.s ont l'intention de voter si les élections sont organisées contre 13,8% qui n'ont pas cette intention.

**Possession d'une carte NINA ou d'une carte biométrique :** plus de 7 Malien.ne.s sur dix (72,9%) possèdent une carte Nina ou une carte biométrique contre 27% qui n'en possèdent pas.

**Principaux critères pour le choix d'un candidat ou d'une candidate à l'élection présidentielle :** pour le choix d'un candidat à la prochaine présidentielle, les principaux critères que les Malien.ne.s jugent importants sont : un patriote (55%) ; la confiance et la crédibilité du candidat (54,3%) ; le programme de développement proposé par le candidat (25 %) et un candidat travailleur (18%).

**Projection du Mali dans les six prochains mois :** près de neuf Malien.ne.s sur 10 (87,5%) pensent que la situation du pays va s'améliorer au cours des six prochains mois contre 8% qui pensent que la situation restera la même ; 2,2% projettent une détérioration de la situation générale du pays.

**Perception du niveau de vie des enfants dans l'avenir :** près de neuf Malien.ne.s sur 10 (88,1%) ont confiance en un avenir meilleur pour leurs enfants contre 7% qui pensent le contraire et 3,5% qui pensent que le niveau de vie sera le même dans le futur.

On ne note pas de différence significative par rapport à l'année dernière (87,4% en 2024 et 88,1% en 2025). La proportion de parents qui pensent que leurs enfants auront un meilleur niveau de vie est passé de 43,5% en 2021 à 88,1% en 2025, soit une progression de 44,6 points de pourcentage.

**Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir :** Les souhaits des Malien.ne.s sont relatifs au retour de la paix et de la sécurité (73%) ; à l'emploi pour les jeunes (49,5 %) ; à de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire dans le pays (41,4%) ; à la relance de l'économie (31%) ; à la fin de la pauvreté (20,3%) et le développement des infrastructures (19%). Sur les cinq dernières années, le retour de la paix et de la sécurité reste le plus grand souhait des Malien.ne.s.

# 1.

## Introduction

### 1.1. Contexte

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) mène régulièrement au Mali des sondages d'opinion politique neutres. Ces sondages ont été initiés dans le dernier trimestre de 2012. Ils constituent une contribution de la FES à la sortie de la crise politico-institutionnelle que le pays traverse depuis janvier 2012. Ces sondages sont annuels et portent sur un ensemble de thématiques sociopolitiques.

Mali-Mètre est à sa 16ème édition qui se réalise dans un contexte général du pays marqué par des préoccupations voire défis majeurs. Il s'agit notamment de l'intensification des hostilités entre les autorités de transition et les groupes armés violents même après la dénonciation de l'Accord pour la paix, des inondations ayant causé des victimes dans plusieurs localités sans passer sous silence la création de l'Alliance des Etats du Sahel devenue Confédération depuis juillet 2024. Il convient de signaler également les mesures prises par les autorités pour « recoudre le tissu national » à travers l'organisation du dialogue inter Malien(e)s et le processus d'élaboration de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale (rédaction de l'avant-pro-

jet et du projet de Charte). Aussi, avec le changement de gouvernement en novembre 2024, il sera aussi question d'interroger les Malien.ne.s sur les attentes de ce changement et la confiance dans les institutions de manière générale.

La présente édition aborde également les principales thématiques de l'actualité sociopolitique au Mali, à savoir : les défis et priorités des autorités de la transition ; de la transition de l'actualité politique, l'opinion sur l'AES, le dialogue inter Malien(e)s ; la charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale ; la stabilisation et la sécurisation du Mali ; les partenariats ainsi que les échéances électorales à venir.

### 1.2. Objectifs de l'étude

L'objectif principal est de recueillir les opinions des Maliennes et des Malien.ne.s sur différentes questions marquantes de l'actualité ou décisives pour le présent et le futur du pays.

## 2.

### Principaux résultats de l'étude

## 2.1.

# Evolution de la situation générale du pays

La situation du pays s'est améliorée sur les douze derniers mois selon l'ensemble des personnes enquêtées, indépendamment du sexe, de l'âge, du niveau d'instruction ou de la région. Cependant, des décalages sont constatés entre régions de même qu'entre 2024 et 2025. Si les raisons de l'amélioration sont relatives à l'amélioration de la sécurité, de la gouvernance et au renforcement des forces de sécurité, la détérioration s'explique par la hausse des prix des denrées alimentaires, la cherté de la vie et l'insécurité.

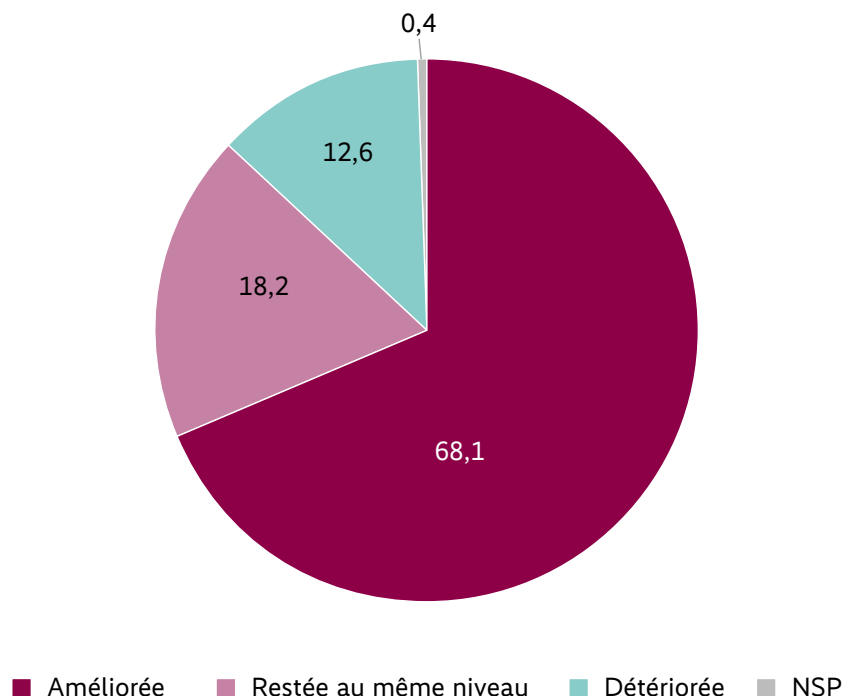
## Evolution de la situation générale du pays

Deux tiers des Malien.ne.s (68,7%) estiment que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des 12 derniers mois. Pour 18,2% des personnes enquêtées, la situation

générale du pays n'a pas évolué pendant la période sous observation et s'est même détériorée pour 12,6% des Malien.ne.s (figure 1).

### Situation générale du pays

Fig. 1



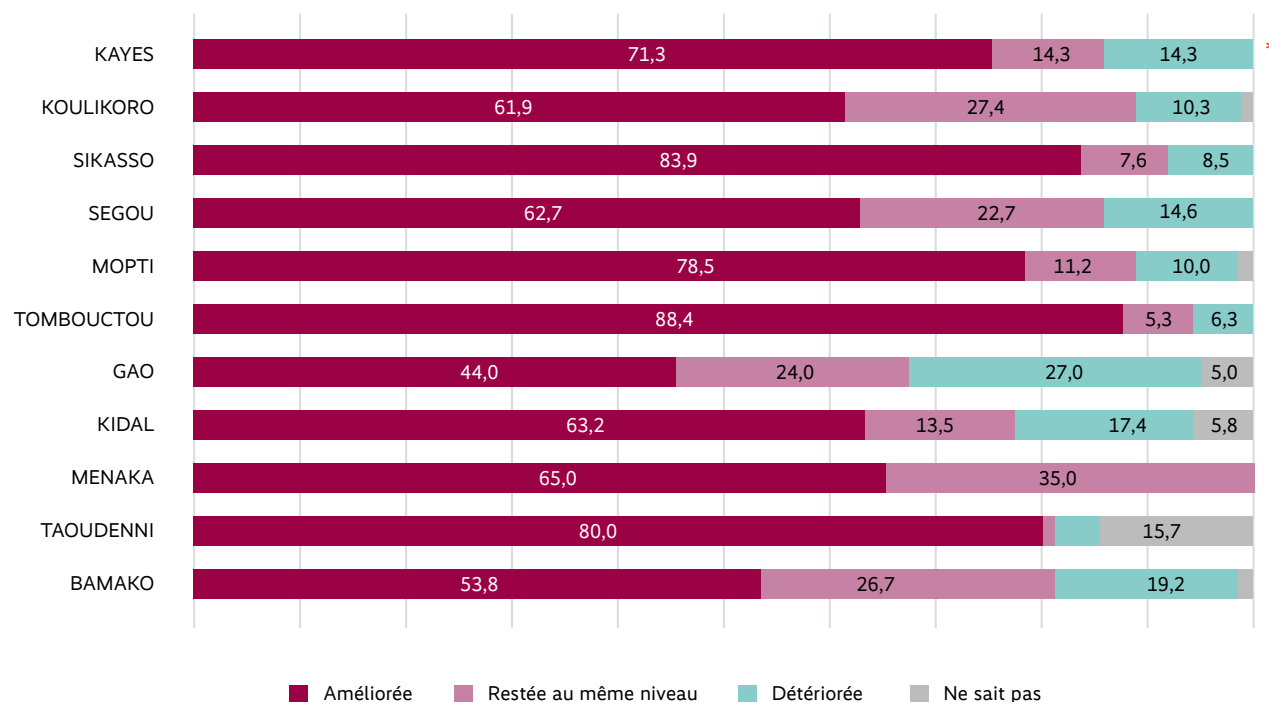
S1Q01. En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ? Toutes les réponses, n = 2220

Les résultats montrent que dans les régions de Sikasso (83,9%), Tombouctou (88,5%), Taoudenni (80,0%), plus de quatre personnes sur cinq estiment que la situation générale du pays s'est améliorée durant cette période. Cette opinion est partagée par plus de sept personnes sur dix dans les régions de Kayes (71,3%) et Mopti (78,5%) et par plus de trois personnes sur cinq dans les régions de Koulikoro (61,9%), Ségou (62,7%), Kidal (63,2%) et Ménaka

(65,0%). Plus particulièrement dans la région de Bamako, 53,8% des citoyen.ne.s estiment que la situation générale du pays s'est améliorée/est restée au même niveau ou s'est plutôt détériorée pour 19,2%. A Gao, 44,0% de la population estiment que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois, n'a pas évolué pour 24,0% et a plutôt régressé pour 27,0% (figure 2).

Fig. 2

## Situation générale du pays par région



Les résultats en dessous de 3,0% ont été volontairement omis des figures liées aux régions.

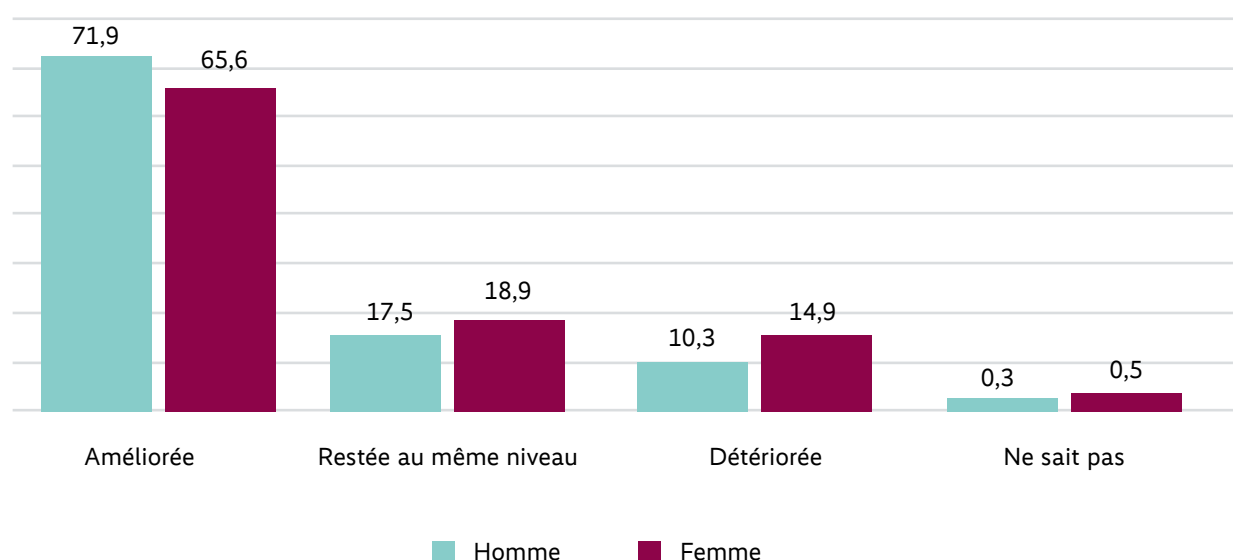
S1Q01. En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ? Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse suivant le sexe montre que pour 71,9% des hommes et 65,6% des femmes, la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois.

Cependant, 14,9% des femmes pensent que la situation générale du pays s'est détériorée au cours de la même période ; 10,3% des hommes partagent cet avis (figure 3).

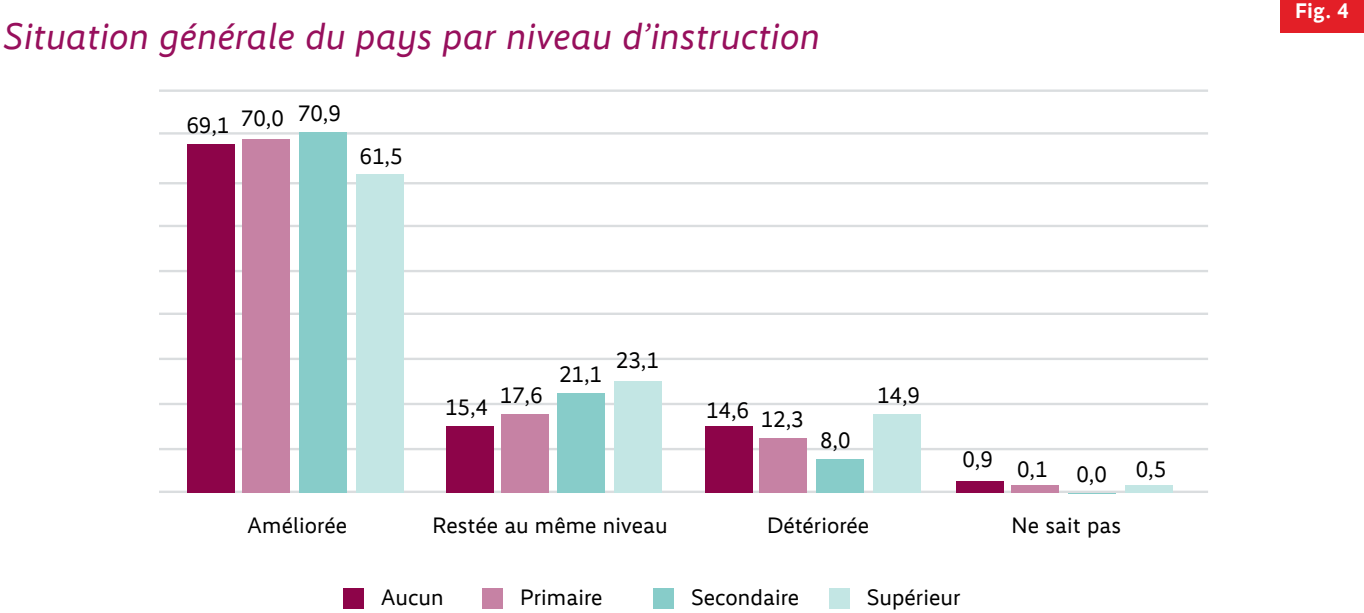
Fig. 3

## Situation générale du pays par sexe



S1Q01. En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ? Toutes les réponses, n = 2220

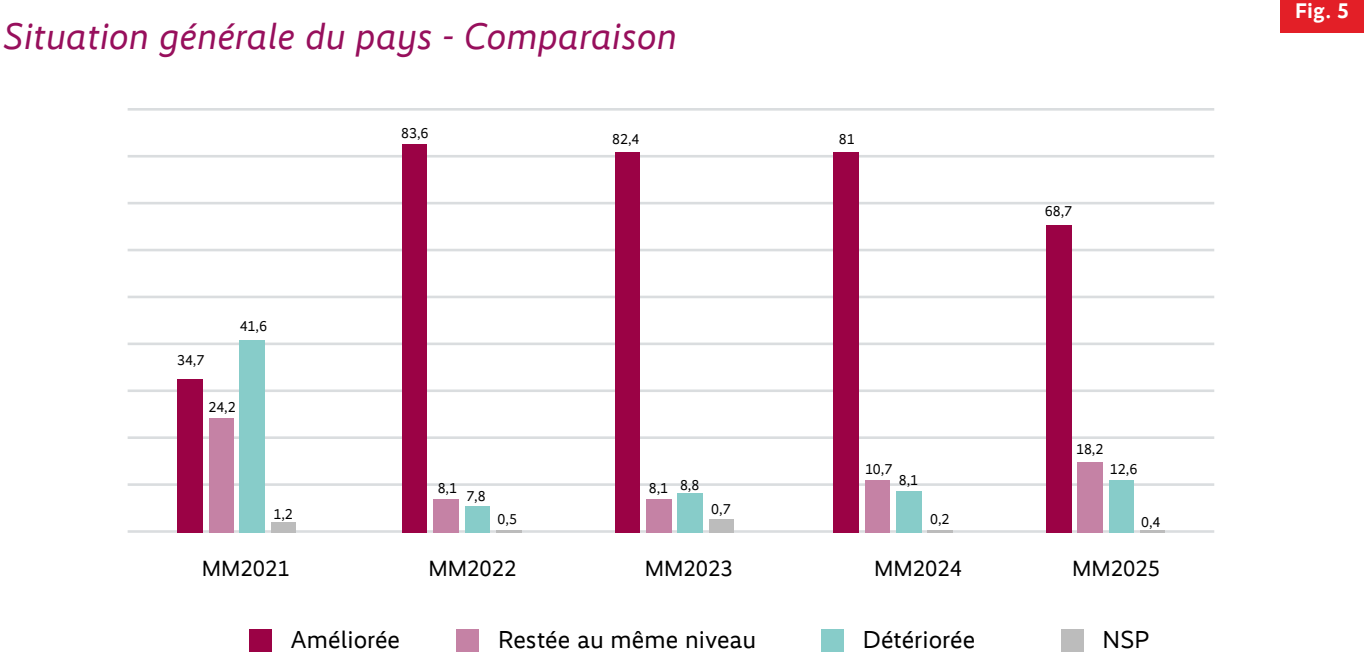
Suivant le niveau d'instruction (figure 4), pour sept personnes sur dix n'ayant aucun niveau (69,1%) ou ayant le niveau primaire (70,0%), secondaire (70,9%), la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. Cette statistique est de 61,5% pour les personnes ayant le niveau supérieur. Dans cette dernière catégorie, 23,1% estiment que la situation générale du pays est restée au même niveau et s'est détériorée pour 14,9% d'entre elles.



S1Q01. En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ? Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse suivant l'âge montre que pour plus de deux tiers des Malien.ne.s de 18-24 ans (68,6%), 25-35 ans (66,9%) et 36-55 ans (69,1%) la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. Cette perception est partagée par 72,1% des personnes de 56 ans et plus.

Bien que la proportion de Malien.ne.s estimant que la situation générale se soit améliorée au cours des douze derniers mois ait connu une évolution sur la période 2021-2024, passant de 33,1% en 2021 à 81,0% en 2024, cette proportion est de 68,7% en cette année, soit une baisse de 12,3 points de pourcentage par rapport à 2024 (figure 5).



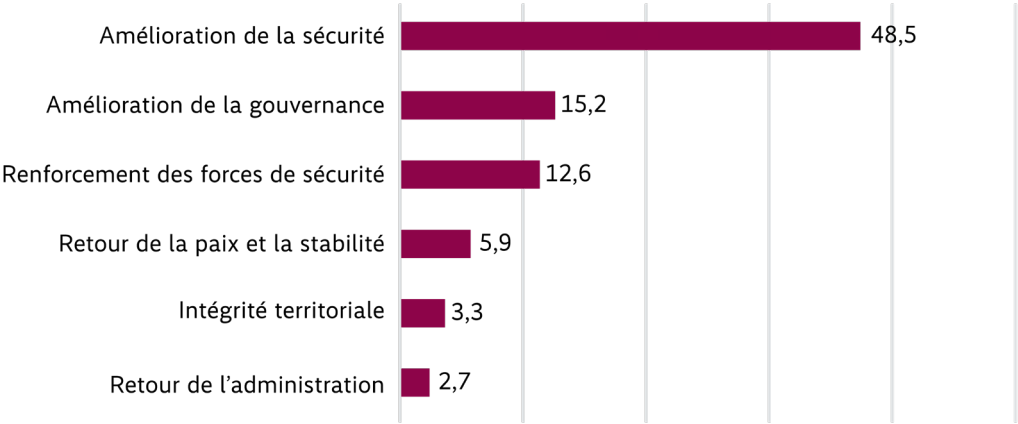
S1Q01. En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ? Comparaison Mali-Mètre 2021-2025.

La principale raison évoquée par les Malien.ne.s qui soutiennent cette assertion est, comme l'indique le graphique (figure 6) ci-dessous, l'amélioration de la sécurité (48,5%),

suivie, dans une moindre proportion, de l'amélioration de la gouvernance (15,2%) et du renforcement des forces de sécurité (12,6%).

Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays

Fig. 6



S1Q01A. Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est améliorée durant les douze (12) derniers mois ?  
Pour les réponses « améliorée » S1Q01, réponses > 2 %, n = 1526

Dans les régions de Kayes et de Tombouctou, l'amélioration de la gouvernance est le principal facteur d'amélioration de la situation générale du pays au cours des douze derniers mois, évoquée respectivement par 33,3% et 42,9% des citoyen.ne.s. Particulièrement dans la région de Kidal,

le retour de l'armée (32,7%), le renforcement des forces de sécurité (25,5%), le retour de l'administration (20,4%) sont les trois principales raisons avancées par ceux/celles qui soutiennent une amélioration de la situation générale du pays durant la période observée (tableau 1).

Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays par région

Tab. 1

|                                      | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO  | KIDAL | MENAKA | TAOUDENNI | BAMAKO | ENSEMBLE |
|--------------------------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|------|-------|--------|-----------|--------|----------|
| Amélioration de la sécurité          | 29,6  | 59,4      | 45,8    | 52,4  | 64,2  | 36,9       | 54,5 | 13,3  | 46,2   | 44,6      | 52,7   | 48,5     |
| Amélioration de la gouvernance       | 33,3  | 10,4      | 9,7     | 14,1  | 8,8   | 42,9       | 4,5  | 5,1   |        | 26,8      | 4,7    | 15,2     |
| Renforcement des forces de sécurité  | 24,9  | 5,2       | 6,9     | 9,2   | 17,6  | 16,7       | 2,3  | 25,5  | 6,2    | 14,3      | 17,1   | 12,6     |
| Retour de la paix et de la stabilité | 0,5   | 2,6       | 9,7     | 7,0   | 1,5   | 2,4        | 2,3  | 2,0   | 20,0   | 8,9       | 14,7   | 5,9      |
| Intégrité territoriale               | 1,1   | 4,7       | 4,0     | 3,8   |       | 1,2        | 31,8 | 1,0   | 4,6    | 1,8       | 1,6    | 3,3      |
| Retour de l'administration           | 4,2   | 3,1       | 2,2     | 2,7   | 2,0   |            |      | 20,4  | 15,4   |           | 0,8    | 2,7      |

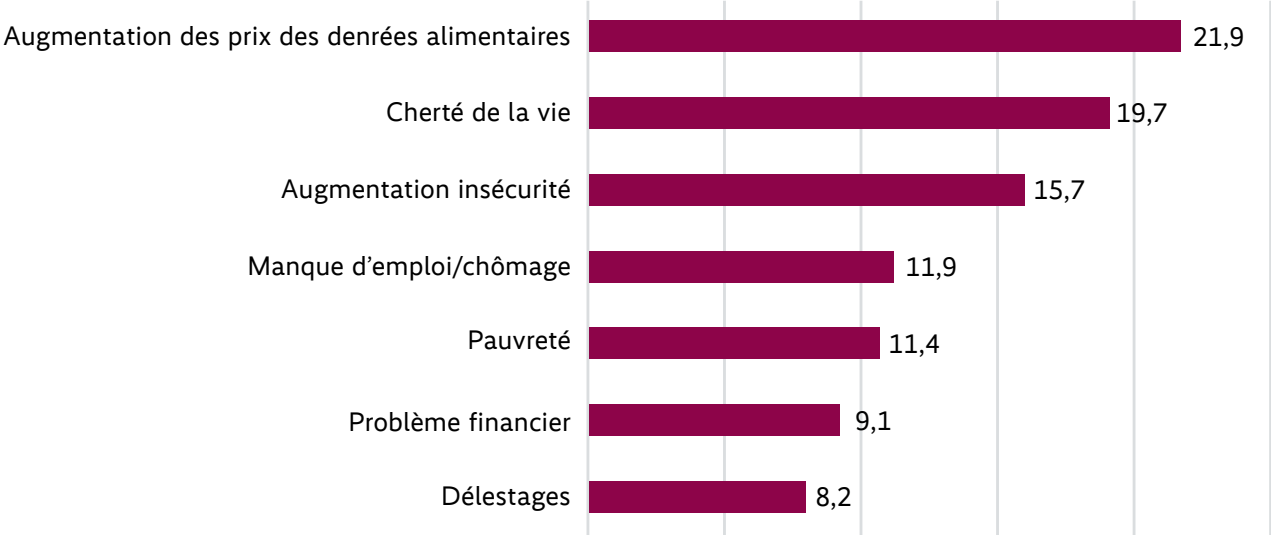
S1Q01A. Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est améliorée durant les douze (12) derniers mois ?  
Pour les réponses « améliorée » S1Q01A, réponses > 2 %, n = 1526

A l'opposé, les principales raisons évoquées par les Maliens estimant que la situation générale du pays s'est détériorée au cours des douze derniers mois sont l'augmentation des prix des denrées alimentaires (21,9%), la cherté de la vie (19,7%), l'augmentation de l'insécurité (15,7%). Dans le

district de Bamako, la cherté de la vie (34,8%), suivie du problème de délestage (26,1%) et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires sont les principales raisons évoquées (figure 7).

Fig. 7

### Raisons de la détérioration de la situation du pays



S1Q01B. Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est détériorée durant les douze (12) derniers mois ?  
Pour les réponses « détérioré » S1Q01B, réponses > 8 %, n = 280

Alors que dans les régions de Mopti (46,2%) et de Kidal (70,4%) l'augmentation de l'insécurité est la principale rai-

son explicative de la détérioration de la situation générale du pays au cours des douze derniers mois (tableau 2).

Tab. 2

### Raisons de la détérioration de la situation du pays par région

|                                                | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO  | KIDAL | MENAKA | TAOUDENNI | BAMAKO | ENSEMBLE |
|------------------------------------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|------|-------|--------|-----------|--------|----------|
| Augmentation des prix des denrées alimentaires | 47,4  | 21,9      | 7,1     | 20,9  | 15,4  | 16,7       | 14,8 |       |        |           | 17,4   | 21,9     |
| Cherté de la vie                               | 2,6   | 12,5      | 21,4    | 27,9  | 3,8   | 16,7       | 29,6 |       |        |           | 34,8   | 19,7     |
| Augmentation insécurité                        | 15,8  | 6,3       | 25,0    | 7,0   | 46,2  |            | 22,2 | 70,4  |        | 100,0     | 8,7    | 15,7     |
| Manque d'emploi/chômage                        | 2,6   | 31,3      | 7,1     | 4,7   | 11,5  | 33,3       | 33,3 | 25,9  |        |           | 4,3    | 11,9     |
| La pauvreté                                    | 2,6   | 9,4       | 25,0    | 25,6  | 7,7   |            |      | 3,7   |        |           | 6,5    | 11,4     |
| Problème financier                             | 21,1  | 18,8      |         | 4,7   | 11,5  | 33,3       |      |       |        |           | 2,2    | 9,1      |

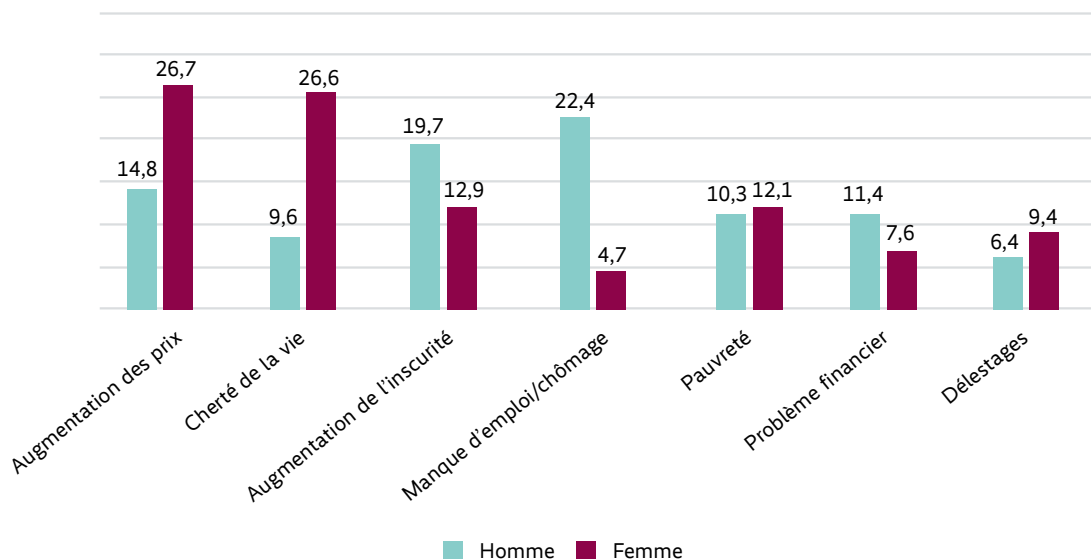
S1Q01B. Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est détériorée durant les douze (12) derniers mois ?  
Pour les réponses « détérioré » S1Q01B, réponses > 8 %, n = 280

Par sexe (figure 8), les femmes évoquent l'augmentation des prix des denrées alimentaires (26,7%) ; la cherté de la vie (26,6%) ; l'augmentation de l'insécurité (12,9%) comme principales raisons de la détérioration de la situation

générale du pays. Quant aux hommes, ils évoquent le manque d'emploi (22,4%) ; l'augmentation de l'insécurité (19,7%) et l'augmentation des prix des denrées alimentaires (14,8%).

Fig. 8

## Raisons de la détérioration de la situation du pays par sexe



S1Q01B. Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est détériorée durant les douze (12) derniers mois ?  
Pour les réponses « détérioré » S1Q01B, réponses > 8 %, n = 280

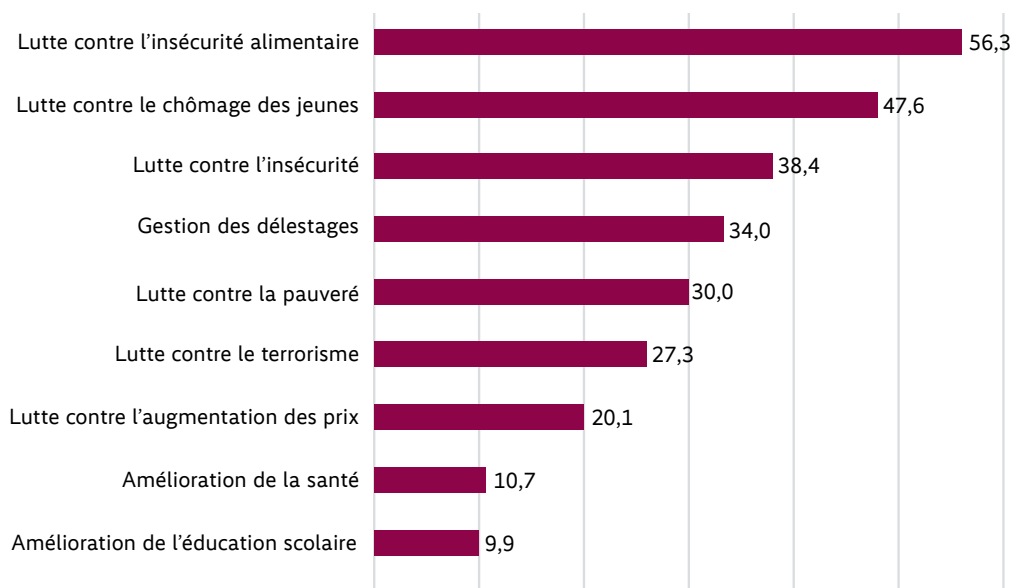
## Défis et priorités au Mali

Selon les Malien.ne.s, les principaux défis du pays sont : la lutte contre l'insécurité alimentaire (56,3%), la lutte contre le chômage des jeunes (47,6%), la lutte contre l'insécurité (38,4%), la lutte contre les délestages ou coupure d'électricité (34,0%).

Aussi, respectivement 27,3% et 20,1% des personnes enquêtées ont-elles cité la lutte contre l'insécurité et la lutte contre l'augmentation des prix comme principaux défis du pays actuellement (figure 9).

Fig. 9

## Défis au Mali



S1Q02. [Défis au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quel est le défi le plus grand que le Mali rencontre actuellement ? Quel est le second défi ? Quel est le troisième défi ? Réponses > 9 %, n = 2220

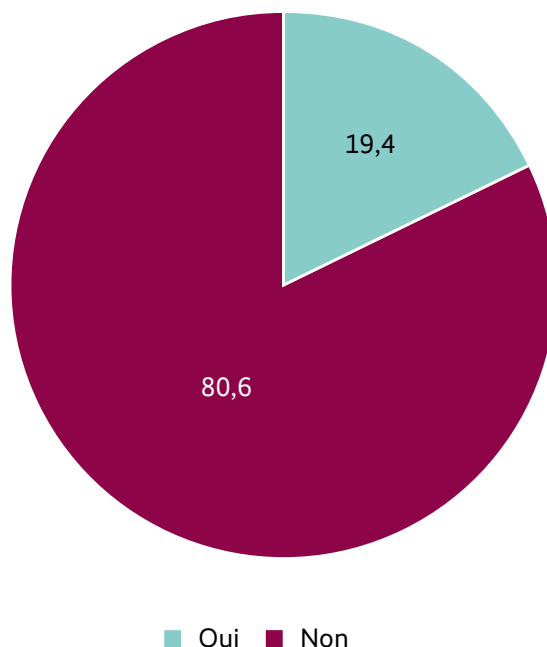
## Ménages touchés par les inondations de l'hivernage passé

Au cours du dernier hivernage, 19,4% des ménages maliens ont été touchés par les inondations (figure 10). Les régions

de Mopti et Gao ont été les plus touchées avec respectivement 37,7% et 38,0%.

Fig. 10

### Ménages touchés par les inondations



S1Q03. Est-ce que votre ménage a été touché par les inondations de l'hivernage passé ? Toutes les réponses, n = 2220

Dans l'ensemble, 17,3% des ménages ont subi des dégâts matériels. Cette proportion est de 37,0% et de 36,2% dans les régions de Gao et de Mopti. A Gao, un ménage sur cinq a subi des dégâts matériels.

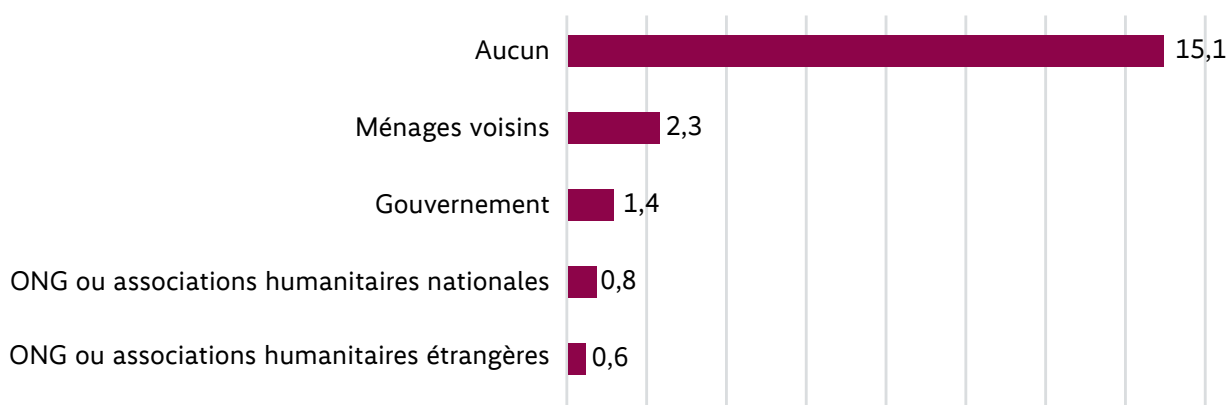
Cependant, très peu de ménages ont connu des pertes en vies humaines. Au total, neuf pertes en vies humaines ont été notées par les enquêtés, réparties entre les régions

comme suit : Mopti (4), Sikasso (2), Koulikoro (1), Gao (1) et Ménaka (1).

Face aux inondations de l'hivernage passé, 15,1% des ménages déclarent n'avoir reçu aucune aide et seulement 1,4% des ménages a reçu une aide venant du gouvernement (figure 11).

Fig. 11

### Aide reçue



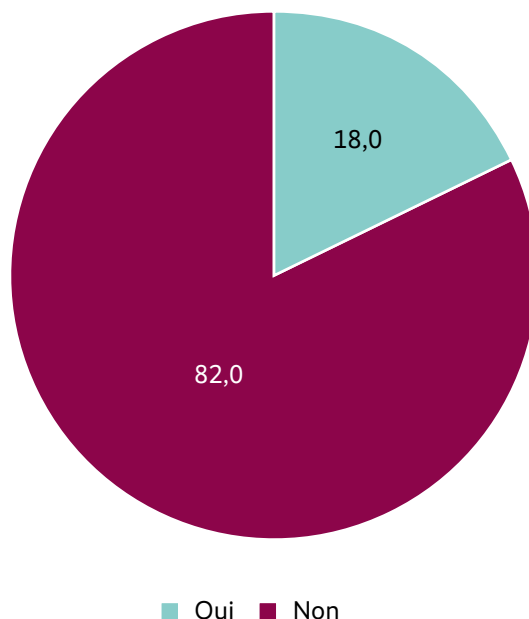
S1Q07. Oui en S1Q03, Avez-vous reçu de l'aide venant des acteurs suivants ? Toutes les réponses, n = 431

De plus, pour quatre Malien.ne.s sur cinq (82,0%) aucune mesure de prévention n'a été prise par leurs ménages, ni par le gouvernement, ni par les ONG pour réduire ou préve-

nir les inondations du prochain hivernage, contre 18,0% des Malien.ne.s qui affirment le contraire (figure 12).

### Mesures de précaution prises

Fig. 12



S1Q08. Est-ce que des mesures de précaution ont été prises par votre ménage/par le gouvernement/par des ONG pour éviter ou réduire les inondations pour l'hivernage à venir ? Toutes les réponses, n = 2220

Pour cette catégorie d'enquêté.e.s, les principales mesures prises pour éviter ou réduire les inondations lors du prochain hivernage sont : l'aménagement des caniveaux

(11,7%), la réhabilitation des maisons (7,6%), la construction de caniveaux (4,4%), etc.

## 2.

### Principaux résultats de l'étude

## 2.2.

# Principales sources d'information sur l'actualité et la transition

La radio et la télévision sont établies comme sources d'information, mais les jeunes des 18-24 ans ont de plus en plus recours aux médias sociaux, notamment tik-tok. La transition jouit de la satisfaction et de la confiance des enquêté.e.s qui situent les priorités au niveau de la création d'emploi, du développement de l'agriculture, de la lutte contre l'insécurité ou la criminalité, la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le terrorisme. Le président de la Transition est l'acteur avec le capital de confiance le plus élevé ; et les partis politiques ferment le peloton de la marche.

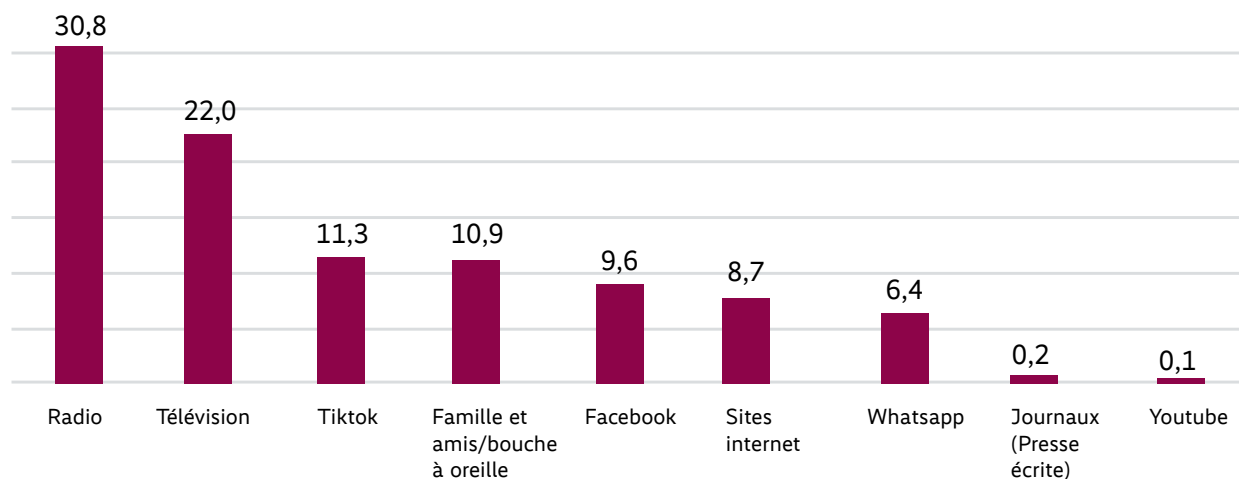
## Principales sources d'informations

La radio et la télévision constituent les principaux canaux d'information des Maliens sur l'actualité et la transition.

Elles sont utilisées respectivement par 30,8% et 22,0% des personnes enquêtées (figure 13).

### Principales sources d'information

Fig. 13



S2Q01. [Source d'informations] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?

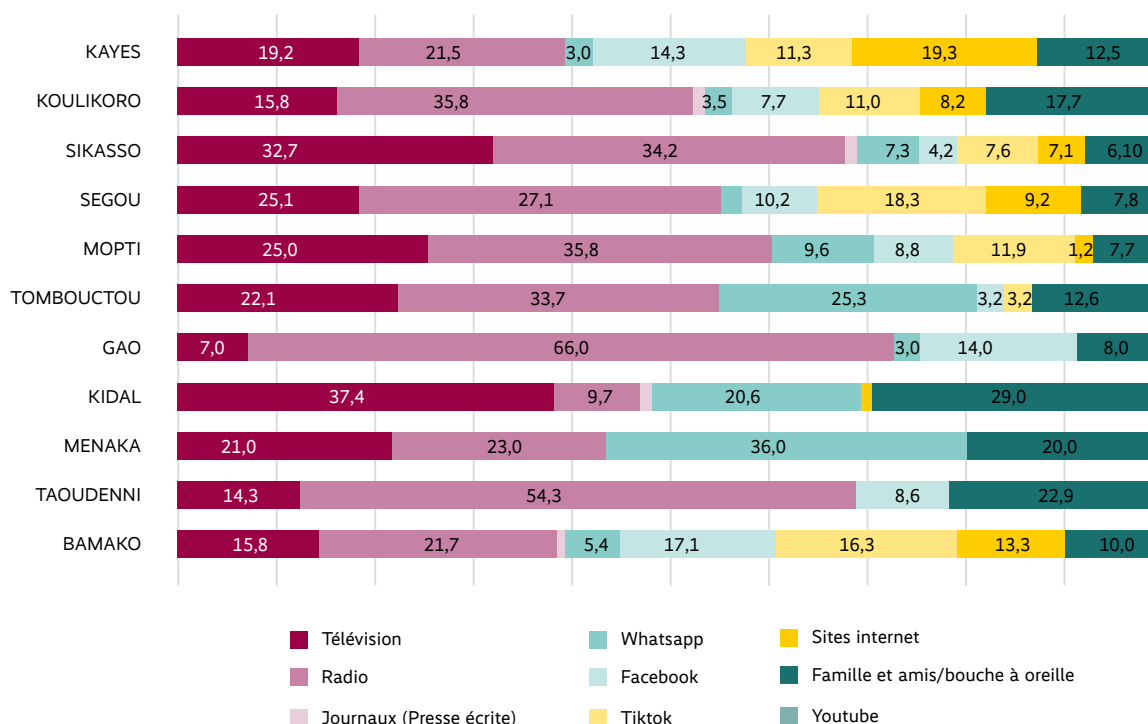
Toutes les réponses, n = 2220

La radio et la télévision sont suivies de Tik Tok (11,3%), de la famille et amis/bouche à oreille (10,9%). Facebook et WhatsApp suivent avec respectivement 9,6% et 6,4%.

La radio et la télévision constituent les principales sources d'information des populations sur l'actualité et la transition dans les régions, principalement dans celles dites du Nord (figure 14).

### Sources principales d'information par région

Fig. 14



S2Q01. [Source d'informations] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?

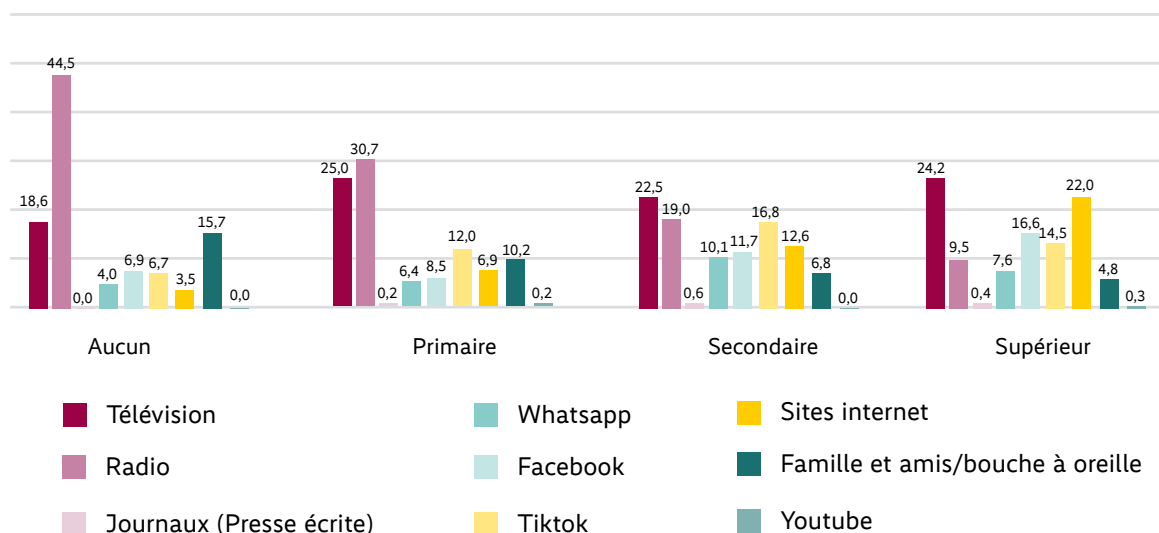
Toutes les réponses, n = 2220

Les résultats suivant le niveau d'instruction montrent que la radio est la principale source d'information des Malien.ne.s n'ayant aucun niveau ou ayant le niveau primaire : respectivement 44,5% et 30,7%. Elle est suivie de la télévision avec des taux respectifs de 18,6% et 25,0%. Quant au groupe de ceux ayant le niveau secondaire, la télévision

vient en première position (22,5%), suivie de la radio (19,0%). Enfin, pour les Malien.ne.s ayant le niveau supérieur, la télévision (24,2%) est la principale source d'information sur l'actualité et la transition, suivie des sites internet (22,0%) et des réseaux sociaux tels que, Facebook (16,6%), Tik Tok (14,5%) et WhatsApp (7,6%) (figure 15)

Fig. 15

## Sources principales d'information par niveau d'instruction



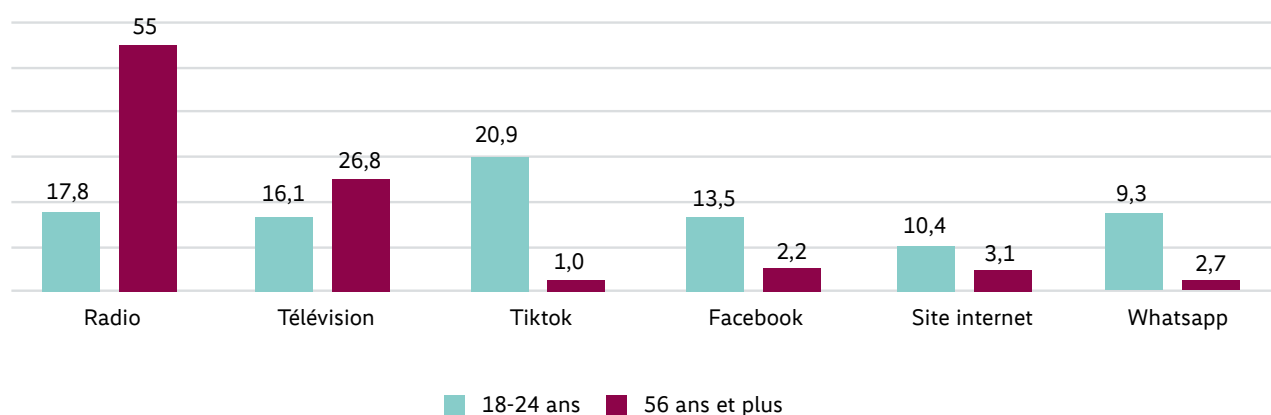
S2Q01. [Source d'informations] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?  
Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse des résultats par tranche d'âge montre que le réseau social Tik Tok est la principale source d'information des jeunes de 18-24 ans (20,9%) ; il est suivi de la radio (17,8%) et de la télévision (16,1%). Pour les Malien.ne.s âgé.e.s de 25-35ans, 17,8% utilisent la radio et 16,1% la télévision pour s'informer sur l'actualité et la transition ; pour

les 36-55 ans, ces deux canaux sont utilisés par respectivement 37,3% et 27,0% des personnes interrogées. Enfin, dans le groupe des 56 ans et plus, plus de la moitié (55,0%) utilisent la radio et 26,8% la télévision pour s'informer sur l'actualité et la transition (figure 16).

Fig. 16

## Sources principales d'information par âge



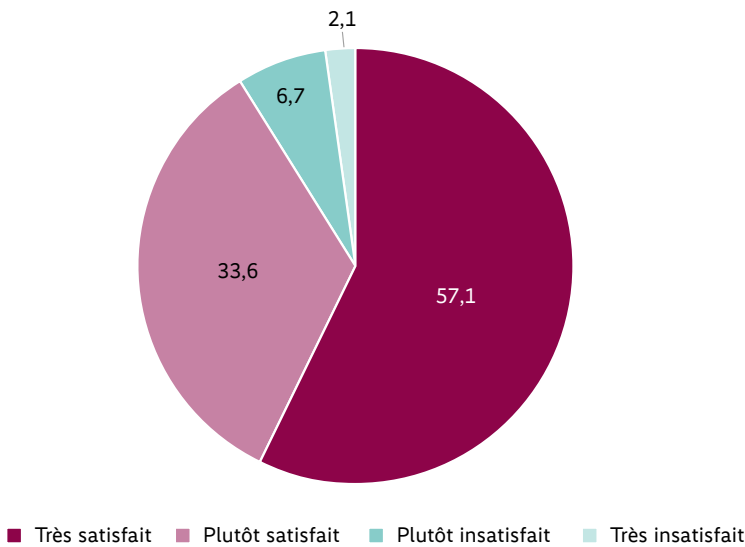
S2Q01. [Source d'informations] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?  
18 - 24 ans, n = 636 ; 56 ans et plus, n = 311

## Niveau de satisfaction de la gestion de la transition

Concernant la satisfaction de la transition, neuf Maliens sur dix (figure 17) sont satisfait.e.s de la gestion de la transition (57,1% très satisfaits et 33,6% plutôt satisfaits).

Satisfaction de la gestion de la transition

Fig. 17

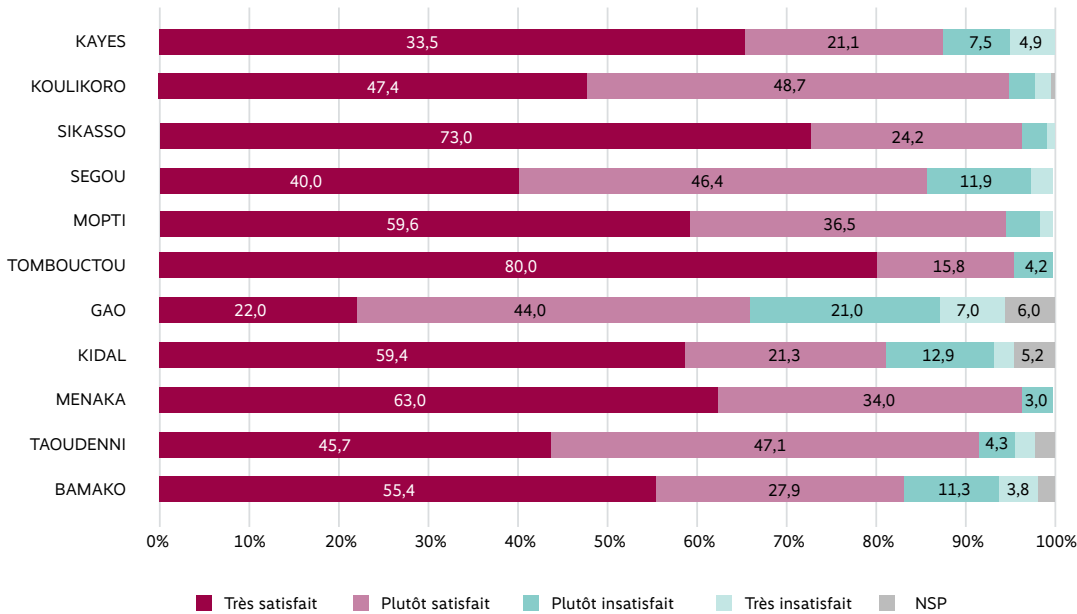


S2Q02. De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait de la gestion de la transition ?  
Toutes les réponses, n = 2220

On observe une forte appréciation de satisfaction (figure 18) dans la plupart des régions, sauf le District de Bamako (83,3%), les régions de Kidal (80,7%) et de Gao (66%) où le niveau de satisfaction est plus bas.

Satisfaction de la gestion de la transition par région

Fig. 18



S2Q02. De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait de la gestion de la transition ?  
Toutes les reponses, n=2220

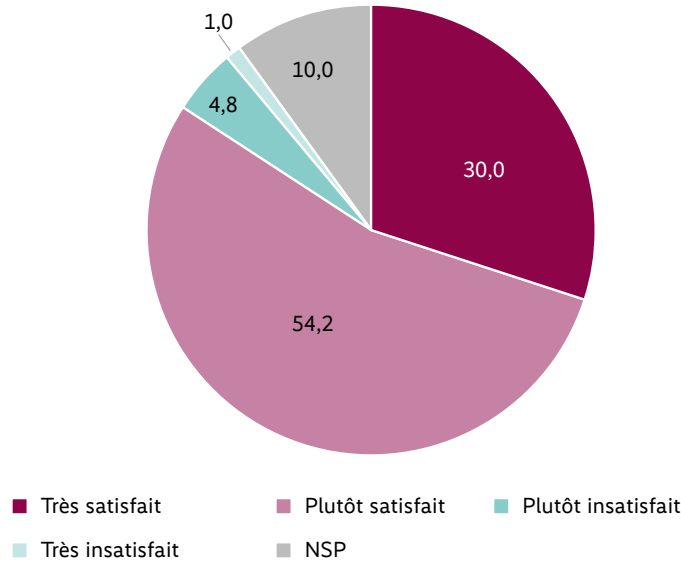
Niveau de satisfaction du changement et de la composition du nouveau gouvernement

Les résultats montrent que plus de quatre Maliens sur cinq (82,2%) sont satisfaits du changement et de la composition du nouveau gouvernement (figure 19).

position du nouveau gouvernement (figure 19).

Fig. 19

Satisfaction du changement et de la composition du nouveau gouvernement



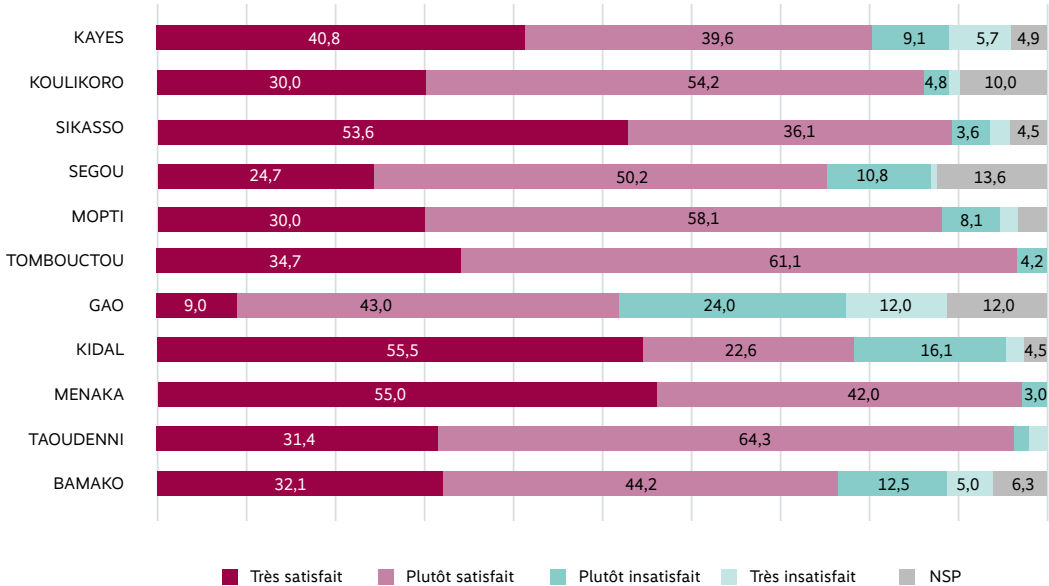
S2Q03. De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait du changement et de la composition du nouveau gouvernement ? Toutes les réponses, n = 2220

Le niveau de satisfaction est plus élevé dans les régions de Ménaka (97,0%), Tombouctou (95,8%), Taoudenni (95,7%) où plus de neuf personnes sur dix sont satisfaites du changement et de la composition du nouveau gouverne-

ment. Dans la région de Gao, le niveau de satisfaction est plus faible, une personne sur deux est satisfaite (9,0% très satisfaites et 43,0% plutôt satisfaites) contre 36,0% de la population qui n'en sont pas satisfaites (figure 20).

Fig. 20

Satisfaction du changement et de la composition du nouveau gouvernement par région



S2Q03. De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait du changement et de la composition du nouveau gouvernement ? Toutes les réponses, n = 2220

## Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition

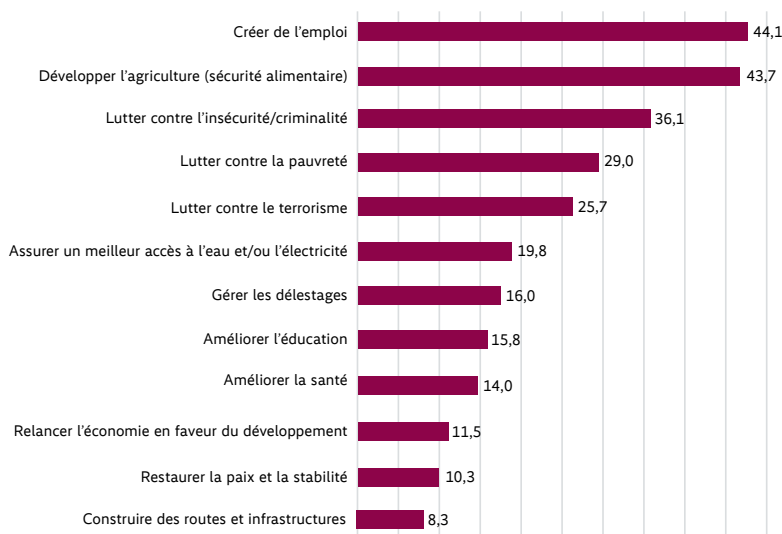
Selon les personnes enquêtées, les actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de la transition sont : la création d'emploi (44,1%), le développement de l'agriculture pour lutter contre l'insécurité alimentaire (43,7%), la lutte contre l'insécurité ou la criminalité (36,1%), la lutte contre la pauvreté (29,0%), la lutte contre le terrorisme (25,7%). Dans une moindre proportion, la gestion du délestage (16,0%), l'amélioration du système éducatif

(15,8%), l'amélioration du système sanitaire (14,0%) ont été citées parmi les actions prioritaires (figure 21).

Cependant, les priorités mentionnées en 2024 apparaissent dans l'ordre suivant : la lutte contre l'insécurité, la création d'emploi, la lutte contre l'insécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration du système éducatif.

### Priorités du gouvernement de la transition

Fig. 21



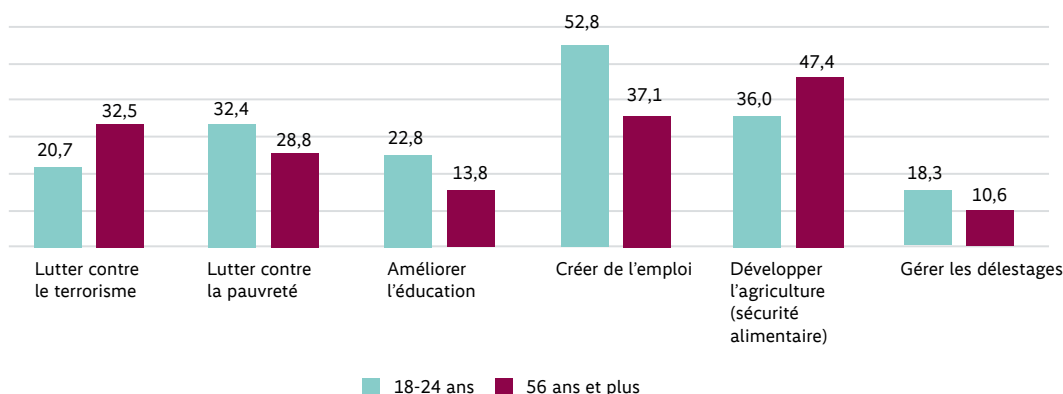
S2Q04. [Priorité du gouvernement de transition] Selon vous, quelle est la première action immédiate que le gouvernement de la transition devrait prioriser dans sa gestion ? Quelle est la deuxième action ? Quelle est la troisième action ? Réponses > 8 %, n = 2220

L'analyse par tranche d'âge (figure 22) montre que, pour les jeunes de 18-24 ans, ils sont 52,8% à mentionner la création d'emploi comme priorité à mettre en œuvre par le gouvernement de la transition ; en seconde position vient la lutte contre l'insécurité alimentaire (36,0%). En ce qui concerne les autres groupes d'âge, la lutte contre l'insécurité

alimentaire constitue la priorité : 25-35 ans (46,2%), 36-55 ans (47,1%) et 56 ans et plus (47,4%). Elle est suivie de la création d'emploi pour chacun de ces trois groupes d'âges : 25-35 ans (44,7%), 36-55 ans (38,0%) et 56 ans et plus (37,1%).

### Priorités du gouvernement de la transition par tranche d'âge

Fig. 22



S2Q04. [Priorité du gouvernement de transition] Selon vous, quelle est la première action immédiate que le gouvernement de la transition devrait prioriser dans sa gestion ? Quelle est la deuxième action ? Quelle est la troisième action ? Réponses > 10 %, 18 - 24 ans, n = 636 ; 56 ans et plus, n = 311

Suivant le niveau d'instruction, la lutte contre l'insécurité alimentaire est la première action prioritaire que doit mettre en œuvre le gouvernement de la transition pour les Malien.ne.s n'ayant aucun niveau (45,7%) ou ayant le niveau primaire (46,3%). Elle est suivie de la lutte contre l'insécurité pour ceux/celles n'ayant aucun niveau (39,3%) et de la création d'emploi pour ceux ayant le niveau primaire (42,9%).

Alors que dans le rang de ceux/celles ayant le niveau secondaire ou supérieur, la création d'emploi est la priorité citée par respectivement 59,5% et 54,9% ; elle est suivie de la lutte contre l'insécurité alimentaire pour ceux/celles ayant le niveau secondaire (40,1%) et de la lutte contre l'insécurité ou la criminalité pour ceux/celles ayant le niveau supérieur (44,3%).

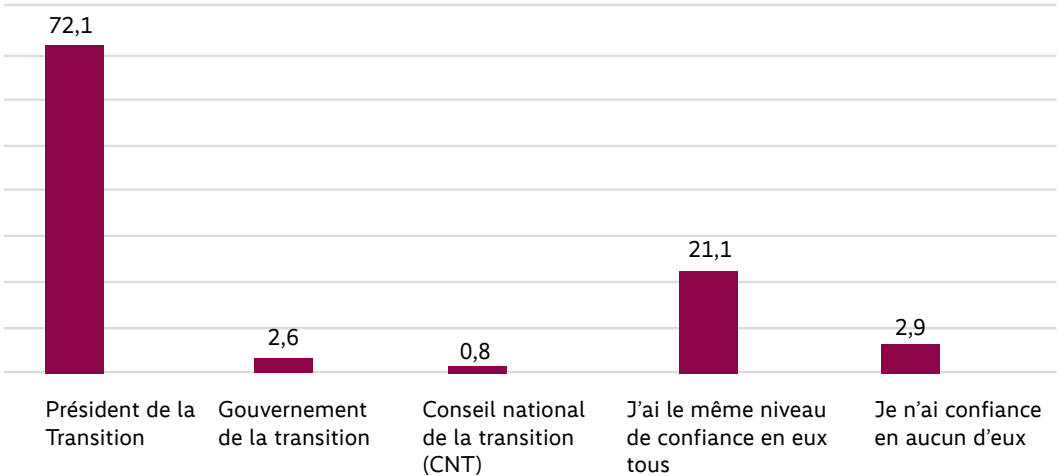
**Confiance en les acteurs de la transition**

Parmi les acteurs suivants que sont le Président de la Transition, le gouvernement de la transition et le Conseil national de la transition, plus de sept Malien.ne.s sur dix (72,1%) ont plus confiance en le Président de la Transition ;

21,1% des personnes enquêtées expriment le même niveau de confiance à ces différents acteurs ; seulement, 2,6% des Malien.ne.s disent avoir confiance en le gouvernement de la transition comme premier acteur (figure 23).

Confiance en les acteurs de la transition

Fig. 23



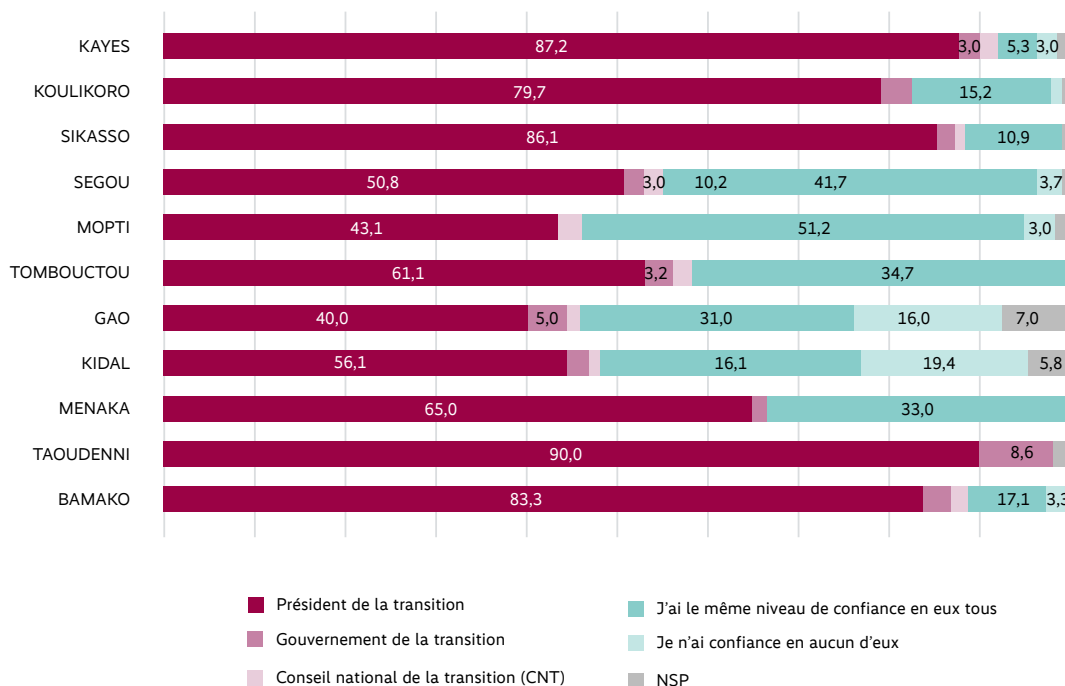
S2Q05. [Confiance aux acteurs] Parmi les acteurs suivants de la transition : le Président de la transition, le gouvernement de la transition, le CNT en lequel (acteur) avez-vous le plus confiance ? Toutes les réponses, n = 2220

Les résultats par région montrent qu'à Taoudenni, neuf personnes sur dix expriment leur confiance au Président de la Transition. Aussi, dans les régions de Kayes (87,2%), Sikasso (86,1%), Bamako (83,3%), quatre personnes sur cinq sont de cet avis. Cette statistique est de trois personnes sur cinq

dans les régions de Tombouctou (61,1%) et de Ménaka (65,0%). Cependant, dans la région de Mopti, plus de la moitié de la population (51,2%) porte un même niveau de confiance en ces acteurs et 43,1% de la population a plus confiance en le Président de la Transition (figure 24).

Fig. 24

## Confiance en les acteurs de la transition par région



S2Q05. [Confiance aux acteurs] Parmi les acteurs suivants de la transition : le Président de la transition, le gouvernement de la transition, le CNT en lequel (acteur) avez-vous le plus confiance ? Toutes les réponses, n = 2220

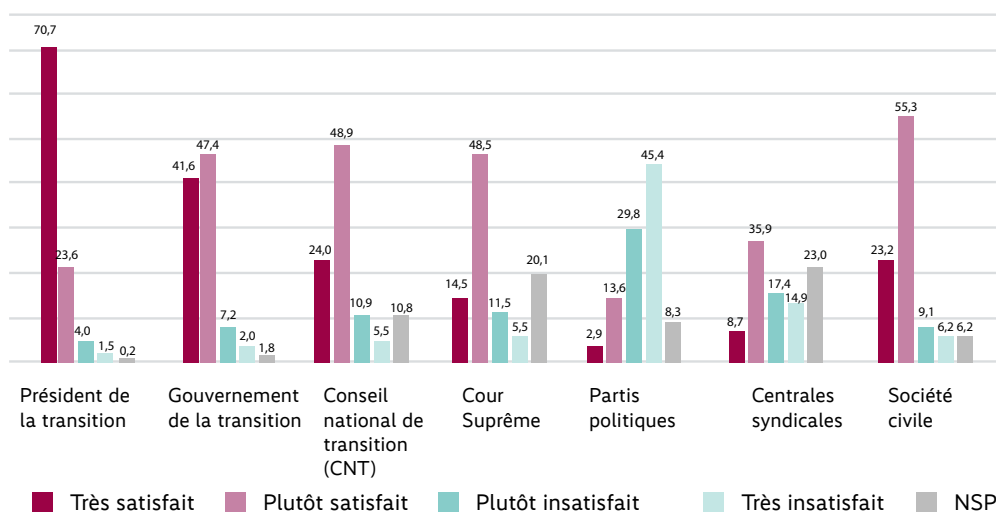
## Niveau de satisfaction des acteurs sociopolitiques

Les résultats montrent que, dans l'ensemble, plus de neuf Maliens sur dix sont satisfait.e.s du Président de la Transition (70,7% très satisfaits et 23,6% plutôt satisfaits).

Aussi, près de neuf Maliens sur dix sont satisfait.e.s du gouvernement de la transition (41,6% très satisfaits et 47,4% plutôt satisfaits) (figure 25).

Fig. 25

## Satisfaction des acteurs de la transition



S2Q06A-G. Êtes-vous globalement très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait du travail de : ? Toutes les réponses, n = 2220

Par région, le Président de la Transition enregistre le plus fort taux de satisfaction dans plusieurs régions, notamment à Kayes (94,0%), Koulikoro (98,1%), Sikasso (97,9%), Ségou (90,8%), Mopti (95,8%), Tombouctou (95,8%), Ménaka (98,0%), Taoudenni (92,9%) et Bamako (92,9%). Les régions de Kidal (78,7%) et de Gao (73,0%) sont satisfaites à plus de sept personnes sur dix du Président de la Transition contre 23,0% qui ne sont pas satisfaites à Kidal et 12,3% à Gao.

Concernant le gouvernement, on observe la même tendance dans la plupart des régions, hormis Kidal (78,7%) et Gao (56,0%). Dans cette dernière région, le taux d'insatisfaction du Gouvernement est de 30,0%.

Il ressort également des résultats que plus de trois Maliens sur cinq sont satisfait.e.s (14,5% très satisfaits et 48,5% satisfaits) de la Cour suprême. Cependant, le niveau de satisfaction à l'égard de la Cour suprême est plus élevé dans les régions de Mopti (71,2%), Kidal (70,3%), Ménaka (80,0%) et Tombouctou (90,5%).

En ce qui concerne la société civile, sept Maliens sur dix en sont satisfait.e.s (23,2% très satisfaits et 55,3% plutôt satisfaits).

A l'inverse, trois quarts des Maliens ne sont pas satisfait.e.s des partis politiques (29,8% plutôt insatisfaits et 45,4% très insatisfaits). Le niveau d'insatisfaction est plus élevé dans les régions de Kayes (81,1%), Koulikoro (80,3%), Tombouctou (85,3%), Bamako (85,0%) où plus de quatre personnes sur cinq sont insatisfaites des partis politiques. Cependant, dans les régions de Kidal et de Taoudenni, 64,3% et 78,1% des populations respectivement, sont satisfaites des partis politiques.

Quant aux centrales syndicales, 44,6% des Maliens en sont satisfait.e.s contre 32,3% qui ne le sont pas. On note une proportion de 23,0% qui n'ont pu exprimer leur point de vue sur les centrales syndicales. Cette statistique est très élevée à Ségou et Gao avec respectivement 42,7% et 56,0%.

Toutefois, dans la région de Tombouctou, quatre personnes sur cinq sont satisfaites des centrales syndicales et plus de sept personnes sur dix le sont aussi dans les régions de Kidal (76,1%) et Ménaka (74,0%).

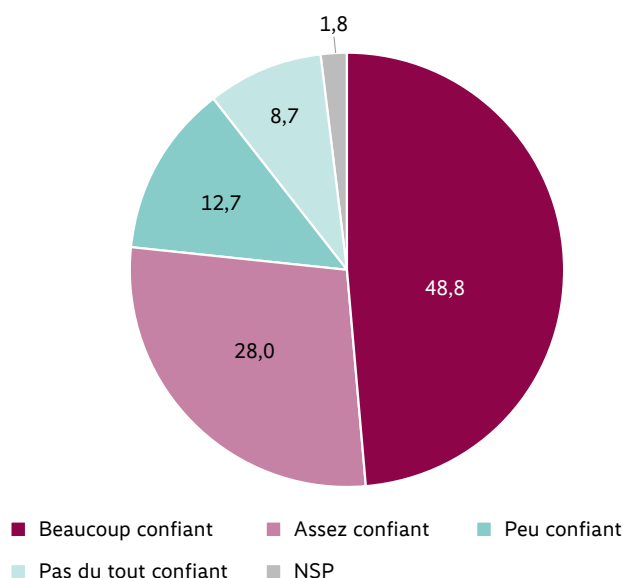
### Niveau de confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance

L'analyse des résultats montre que plus de sept Maliens sur dix ont confiance en la transition pour conduire le pays

vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance (figure 26).

### Confiance en la transition

Fig. 26



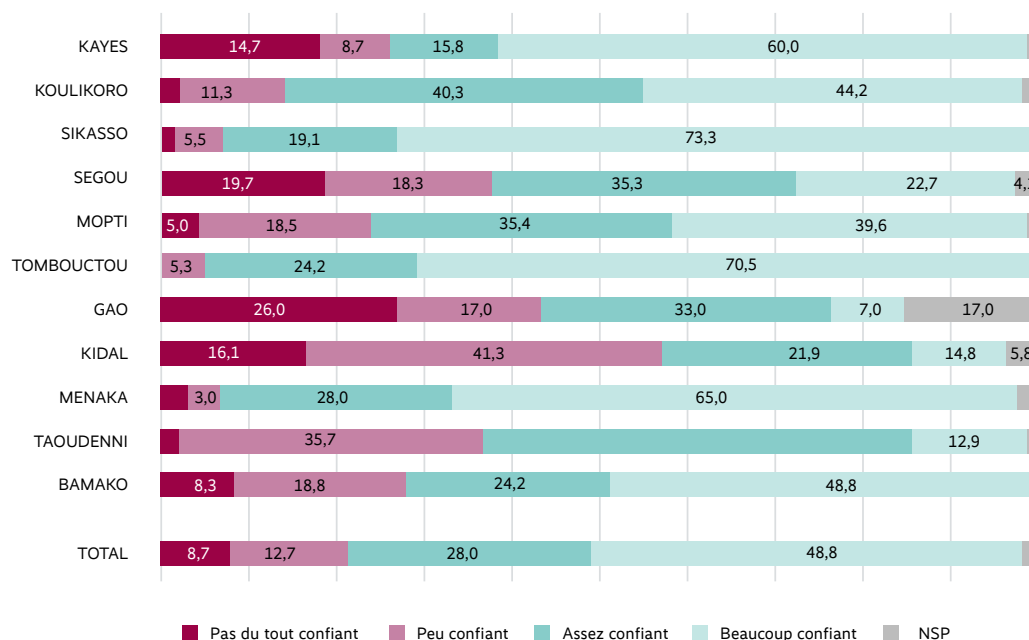
S2Q07. [Confiance en la transition] A quel point êtes-vous confiant que la transition conduira le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance ? Toutes les réponses, n = 2220

Plus particulièrement dans les régions de Sikasso (92,4%), Tombouctou (94,7%), Ménaka (93,0%), plus de neuf personnes sur dix ont confiance en la transition à cet effet. Dans la région de Koulikoro, plus de quatre personnes sur

cinq (84,5%) partagent cet avis qui est aussi largement répandu à Kayes (75,8%), Mopti (75,0%) et Bamako (72,9%).

## Confiance en la transition par région

Fig. 27



S2Q07. [Confiance en la transition] A quel point êtes-vous confiant que la transition conduira le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance ? Toutes les réponses, n = 2220

Cependant, dans la région de Kidal, plus de la moitié de la population (57,4%) ne font pas confiance à la transition pour mener le pays vers une démocratie. Cette statistique

est de respectivement 43,0% et 38,0% dans les régions de Gao et de Ségou.

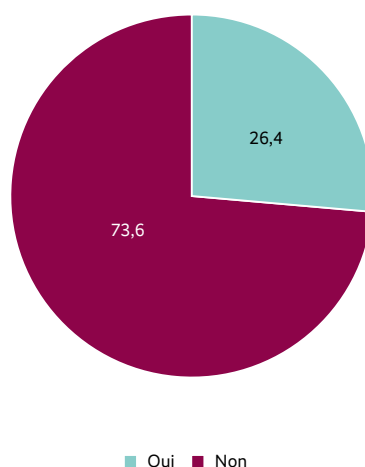
## Réformes majeures mises en œuvre par le gouvernement

Il ressort des résultats de l'enquête que plus de sept Maliens sur dix (73,6%) ne sont pas informés de ces ré-

formes contre 26,4% qui le sont (figure 28).

## Connaissance des réformes majeures

Fig. 28



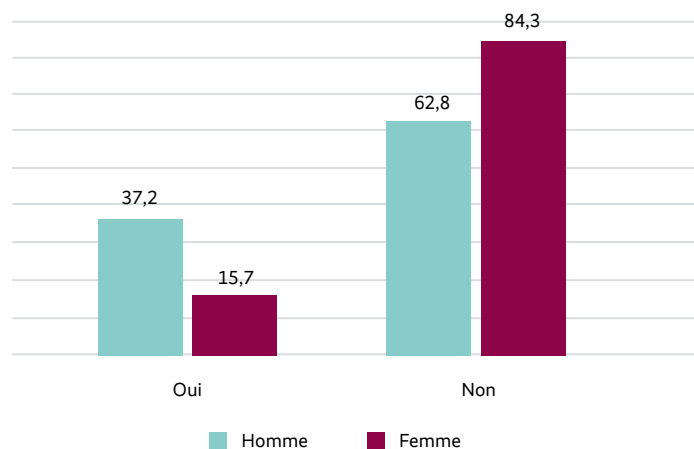
S2Q08. Etes-vous informé des réformes majeures mises en œuvre par le Gouvernement ? Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse suivant le sexe (figure 29) montre que les hommes sont plus informés des réformes que les femmes :

32,7% d'hommes pour 15,7% de femmes.

Fig. 29

### Connaissance des réformes majeures par sexe



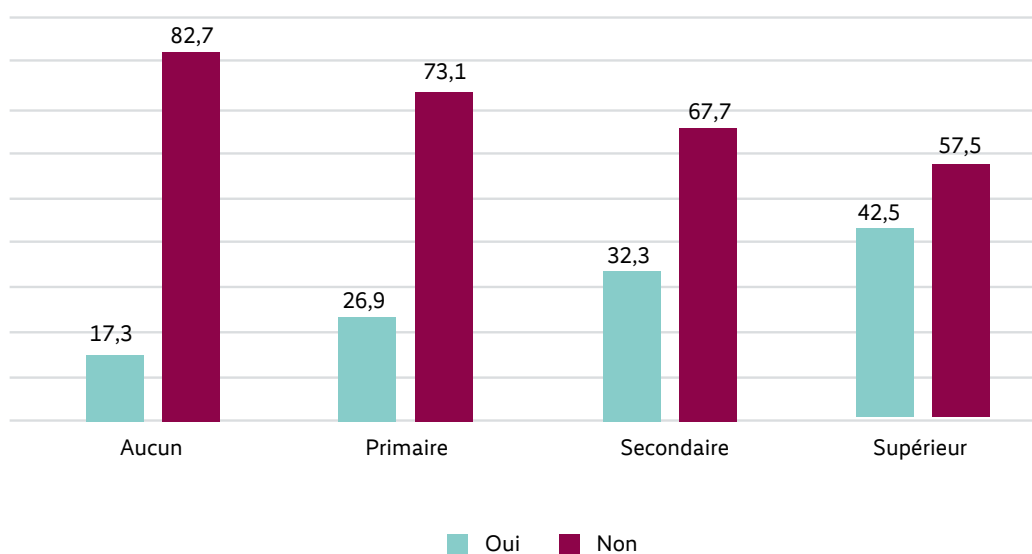
S2Q08. Etes-vous informé des réformes majeures mises en œuvre par le Gouvernement ? Toutes les réponses, n = 2220

Le niveau d'information sur les réformes mises en œuvre par le gouvernement évolue positivement avec le niveau

d'instruction (figure 30) : aucun (17,3%), primaire (26,9%), secondaire (32,3%) et supérieur (42,5%).

Fig. 30

### Connaissance des réformes majeures par niveau d'instruction



S2Q08. Etes-vous informé des réformes majeures mises en œuvre par le Gouvernement ? Toutes les réponses, n = 2220

De même, on note une augmentation du niveau de connaissance des réformes en fonction de l'âge : 18-24 ans (19,3%), 25-35 ans (26,4%), 36-55 ans (30,8%), 55 ans et plus (32,2%).

Pour les personnes informées des réformes entreprises par le gouvernement, les réformes les plus citées sont relatives

à la réforme du secteur de sécurité (29,4%), au nouveau code minier (25,2%), à la refondation du système éducatif (18,4%), à LOPM (16,0%), au nouveau code pénal (11,2%), à la révision de la constitution (9,3%), à la loi électorale (9,0%), à la réforme du système sanitaire (8,7%), à la réduction du nombre de partis politiques (7,7%) ou à la loi sur la cybercriminalité (6,0%).

## Connaissance des réformes majeures par région

Tab. 3

|                                              | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO   | KIDAL | MENAKA | TAOUDENNI | BAMAKO | TOTAL |
|----------------------------------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|-------|-------|--------|-----------|--------|-------|
| Base de répondants                           | 100,0 | 100,0     | 100,0   | 100,0 | 100,0 | 100,0      | 100,0 | 100,0 | 100,0  | 100,0     | 100,0  | 100,0 |
| Réforme du secteur de la sécurité            | 12,3  | 53,8      | 21,3    | 18,8  | 57,4  | 24,6       | 60,0  | 75,0  | 32,4   |           | 25,0   | 29,4  |
| Nouveau code minier                          | 43,1  | 17,5      | 10,2    | 17,2  | 20,4  | 26,3       |       |       | 35,1   |           | 53,0   | 25,2  |
| Refondation système éducatif                 | 20,0  | 40,0      | 16,7    | 17,2  |       | 15,8       | 20,0  | 25,0  | 2,7    |           | 6,7    | 18,4  |
| LOPM                                         | 18,5  | 6,3       | 9,3     | 15,6  | 24,1  | 40,4       |       |       | 29,7   |           | 13,3   | 16,0  |
| Code Pénal/Réforme judiciaire                | 1,5   | 7,5       | 13,9    | 6,3   |       | 14,0       | 20,0  | 75,0  |        |           | 18,3   | 11,2  |
| Loi électorale                               | 4,6   | 11,3      | 4,6     | 4,7   | 14,8  | 12,3       |       |       | 75,7   |           | 10,0   | 9,0   |
| Révision de la Constitution                  | 3,1   | 6,3       | 3,7     | 3,1   |       | 42,1       | 20,0  | 25,0  | 29,7   |           | 10,0   | 9,3   |
| Reforme en matière de santé                  | 3,1   |           | 5,6     | 3,1   | 1,9   | 40,4       |       | 25,0  |        |           | 18,3   | 8,7   |
| Réduction du nombre de partis politiques     | 13,8  | 6,3       | 0,9     |       | 27,8  | 5,3        |       |       |        |           | 30,0   | 7,7   |
| Reformes économiques                         | 9,2   | 3,8       | 5,8     | 20,3  | 13,0  | 1,8        |       | 25,0  | 2,7    |           |        | 7,6   |
| Construction Réaménagement d'infrastructures | 35,4  | 2,5       | 13,9    | 12,5  | 1,9   |            |       |       |        |           |        | 6,6   |
| Réforme secteur agricole                     |       | 2,5       | 3,7     | 4,7   |       |            |       |       |        |           |        | 6,8   |

S2Q08A. [Réformes majeures] Si oui, quelles sont les réformes, dont vous avez entendu parler. Toutes les réponses, n = 586

## 2.

### Principaux résultats de l'étude

## 2.3.

# Opinion sur l'AES, dialogue inter- Malien(ne)s, charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale

La création de l'AES est plébiscitée par les personnes enquêtées, mais moins de la moitié de ces personnes sont favorables à une rupture totale avec la CEDEAO. Quant au dialogue, bien que les personnes le voient comme une bonne chose, une très grande majorité déclare n'y avoir pas pris part. Contrairement à la bonne appréciation du DIM, la reprise du dialogue avec les anciens groupes signataires de l'Accord pour la paix divise les opinions, surtout au niveau des régions du « Nord », excepté Tombouctou et du « Sud ».

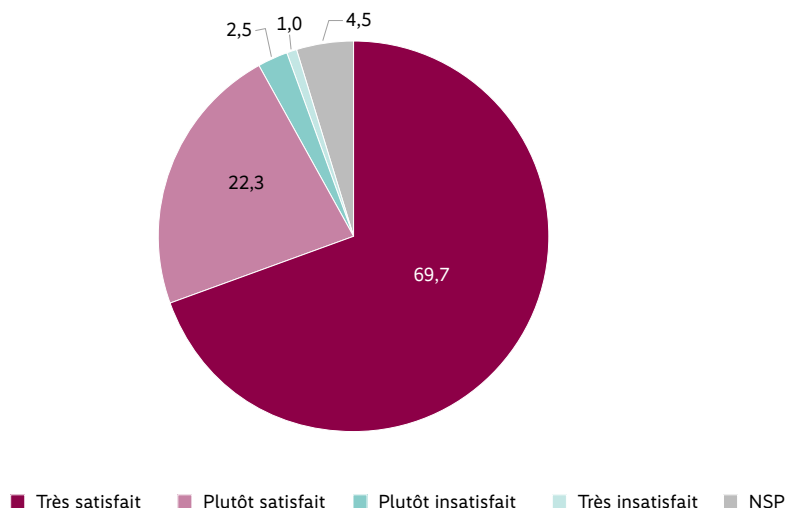
## Niveau de satisfaction sur la création de la confédération des Etats du Sahel (AES)

Les résultats montrent que les Maliens sont plus de neuf sur dix à être satisfaits de la création de l'AES

(69,7% très satisfaits et 22,3%) (figure 31).

### Satisfaction de la création de l'AES

Fig. 31



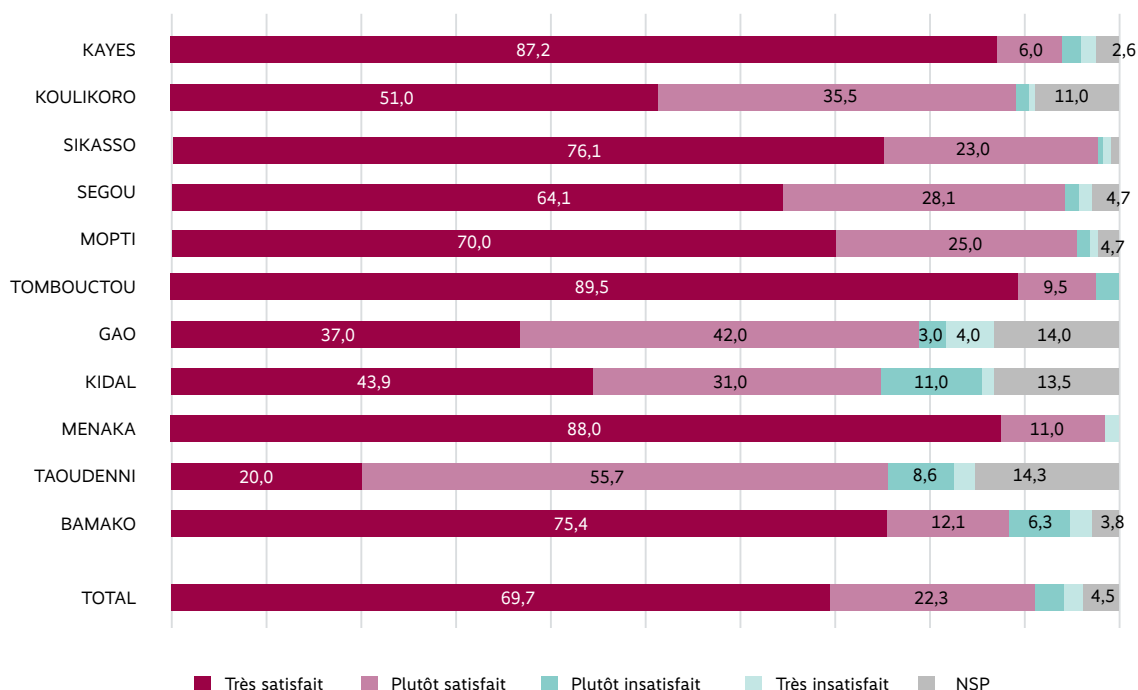
S3Q01. A quel point êtes-vous satisfait de la création de la Confédération des Etats du Sahel (AES) ? Toutes les réponses, n = 2220

Le niveau de satisfaction est aussi élevé dans les régions de Kayes (93,2%), Sikasso (99,1%), Ségou (92,2%), Mopti (95,0%), Tombouctou (98,9%), Ménaka (99,0%) où plus de neuf personnes sur dix en sont satisfaites. Cependant, dans les régions de Koulikoro (86,5%) et de Bamako (87,5%),

plus de quatre personnes sur cinq sont satisfaites de la création de l'AES. Quant aux régions de Gao (79,0%), Kidal (74,8%) et Taoudenni (75,7%) plus de trois quarts des populations sont également satisfaites de la création de l'AES (figure 32).

### Satisfaction de la création de l'AES par région

Fig. 32



S3Q01. A quel point êtes-vous satisfait de la création de la Confédération des Etats du Sahel (AES) ? Toutes les réponses, n = 2220

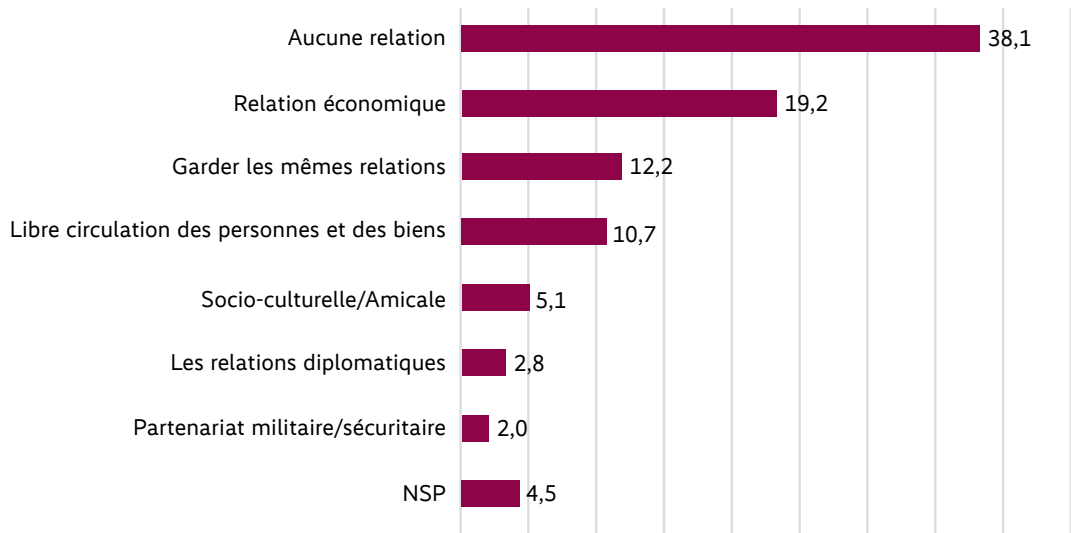
## Relation entre l'AES et la CEDEAO

Quant aux relations que pourrait avoir l'AES avec la CEDEAO, près de deux personnes sur cinq (38,1%) estiment qu'aucune relation ne devrait exister entre les deux institutions. En revanche, 19,2% des personnes enquêtées ont mentionné une relation économique, 10,7% la libre circula-

tion des biens et des personnes, 7,2% un partenariat gagnant-gagnant entre les deux institutions. Par ailleurs, pour 12,2% des Maliens, les Etats de l'AES devraient garder les mêmes relations qu'ils ont toujours entretenues avec la CEDEAO (figure 33).

Fig. 33

### Relations de l'AES avec la CEDEAO



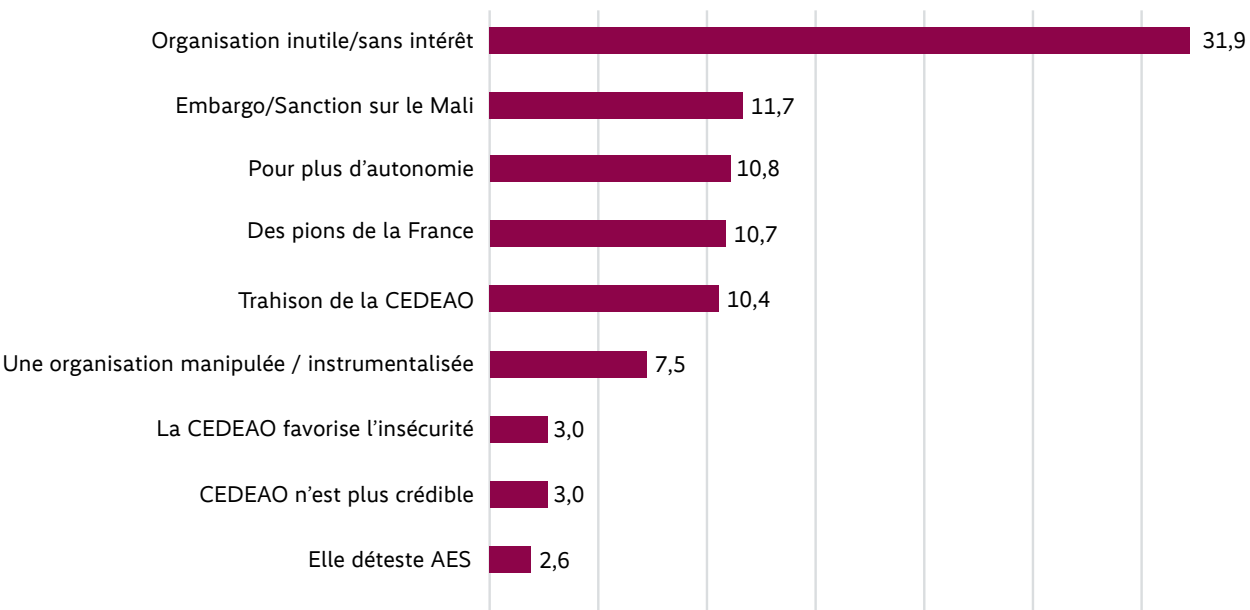
S3Q02. Selon vous, quel type de relation les pays de l'AES devront-ils avoir avec la CEDEAO ? Toutes les réponses, n = 2220

La principale raison de la sortie des pays de la CEDEAO est qu'il s'agit d'une organisation inutile et sans intérêt, mentionnée par 31,9% des personnes enquêtées. Toutefois, un.e malien.ne sur dix évoque l'embargo ou sanction à l'encon-

tre du Mali (11,7%), avoir plus d'autonomie (10,8%), une organisation à la solde de la France (10,7%), la trahison de la CEDEAO (10,4%) (figures 34 et 35).

Fig. 34

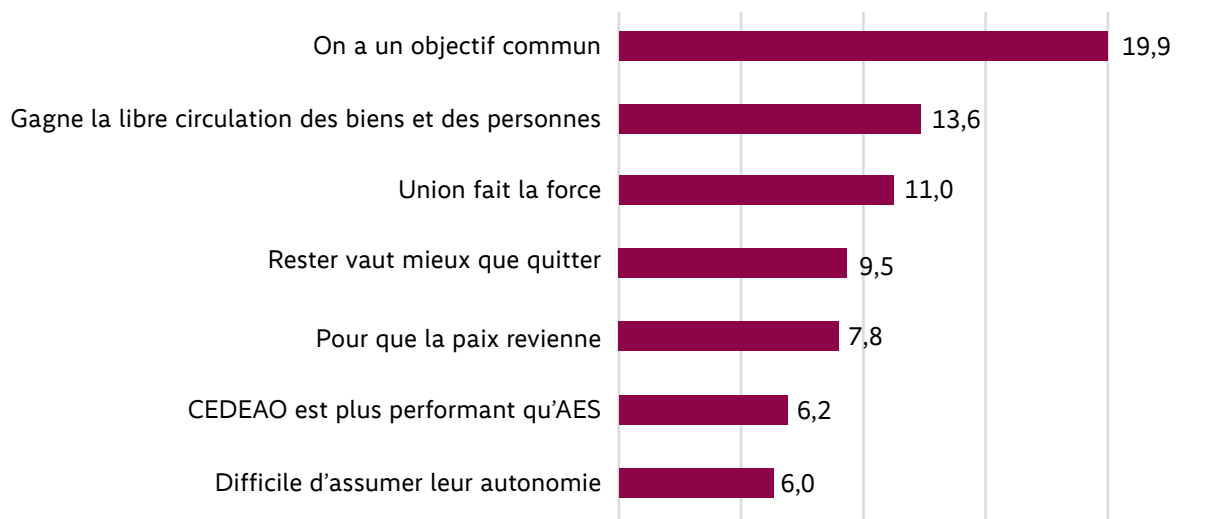
### Raisons de la sortie des pays de l'AES de la CEDEAO



S3Q03A. Si oui [S3Q03A], pourquoi ? Toutes les réponses, n = 1725

## Raisons pour les pays de l'AES de rester dans la CEDEAO

Fig. 35



S3Q03B. Si non [S3Q03], pourquoi ? Réponses > 6 %, n = 270

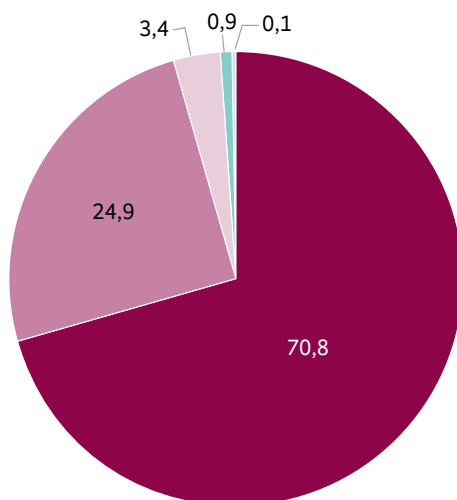
### Appréciation du dialogue inter Malien(e)s

Dans l'ensemble (figure 36), plus de neuf personnes sur dix estiment que le dialogue inter Malien(e)s est une bonne chose (70,8% très bonne chose et 24,9% une bonne chose).

Il n'y a pas de différences significatives suivant les régions, le niveau d'instruction, l'âge et le sexe.

## Appréciation du dialogue inter-malien(ne)s

Fig. 36



■ Très bonne chose ■ Bonne chose ■ Assez bonne chose ■ Mauvaise chose ■ Très mauvaise chose

S3Q04. Pensez-vous que le dialogue inter maliens soit une très bonne chose, une bonne chose, une assez bonne chose, une mauvais chose, une très mauvaise chose ? Toutes les réponses, n = 2220

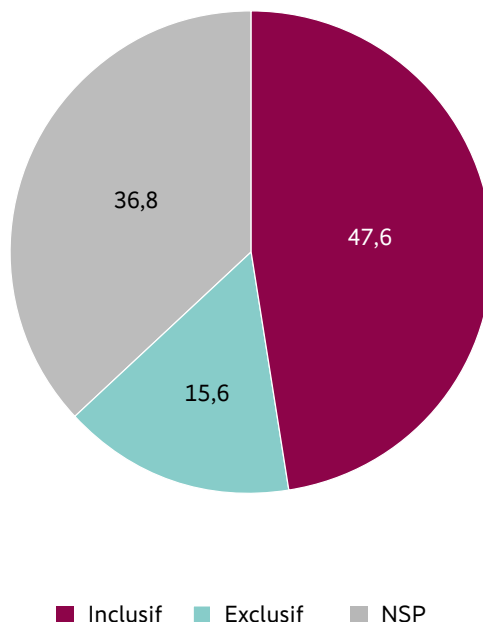
## Appréciation de l'inclusivité du processus du dialogue inter Malien(e)s ou d'élaboration de la Charte

Dans l'ensemble, 11,7% des Malien.ne.s ont participé au dialogue contre 88,3% qui n'ont pas participé. Malgré tout,

47,6% de ce pourcentage pensent que le dialogue a été inclusif contre 15,6% qui avancent le contraire (figure 37).

### Appréciation de l'inclusivité du processus du dialogue ou de la Charte

Fig. 37



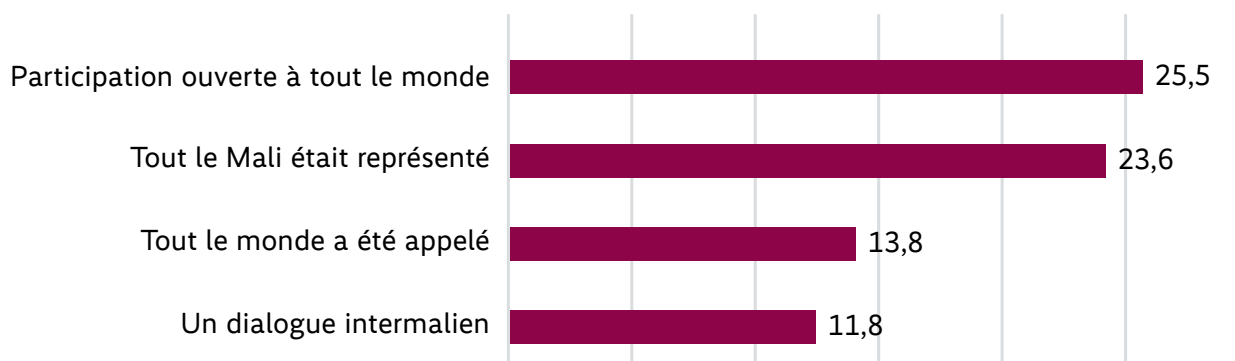
S3Q06. Pensez-vous que le processus du dialogue inter maliens ou d'élaboration de la Charte ait été inclusif, exclusif ? Toutes les réponses, n = 2220

Suivant le niveau d'instruction, l'on observe une évolution dans l'appréciation de l'inclusivité du dialogue : aucun (40,3%), primaire (45,4%), secondaire (51,7%), supérieur (59,1%). Cependant, une proportion de 36,8% n'a pu se prononcer sur l'inclusivité dudit dialogue.

Les principales raisons évoquées par les Malien.ne.s qui estiment que le dialogue inter maliens a été inclusif sont : la participation ouverte à tout le monde (25,5%) ; tout le Mali était représenté (23,6%) ; tout le monde a été appelé (13,8%) ; un dialogue inter maliens (11,8%) (figure 38).

### Raisons de l'inclusivité du dialogue

Fig. 38



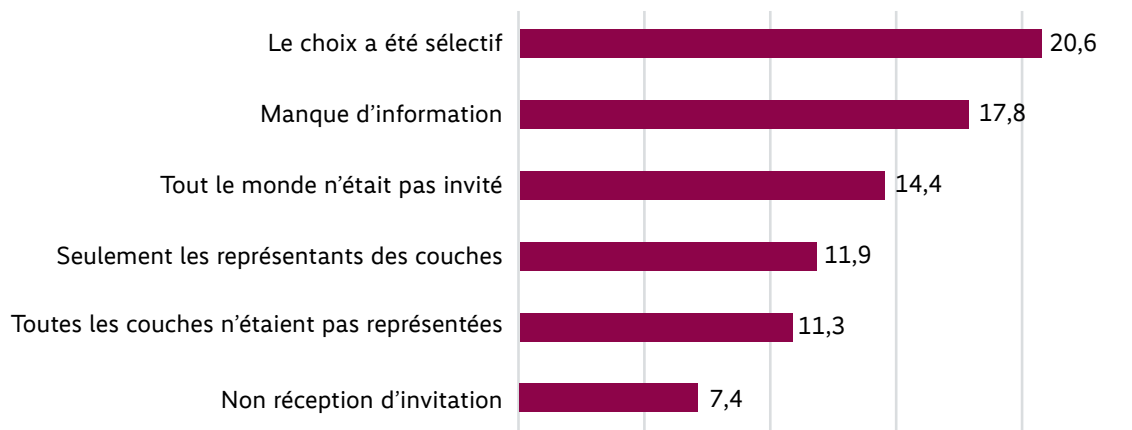
S3Q06A. [Dialogue inclusif] Justifier votre réponse ? Réponses > 11 %, n = 1058

A l'opposé, les Malien.ne.s pour qui le dialogue n'a pas été inclusif avancent comme principaux arguments : le choix sélectif (20,6%) ; le manque d'information (17,8%) ; tout le

monde n'était pas invité (14,4%) ; seuls les représentants des couches socioprofessionnelles étaient conviés (11,9%) (figure 39).

### Raisons de l'exclusivité du dialogue

Fig. 39



S3Q06B. [Dialogue non inclusif] Justifier votre réponse ? Réponses > 7 %, n = 345

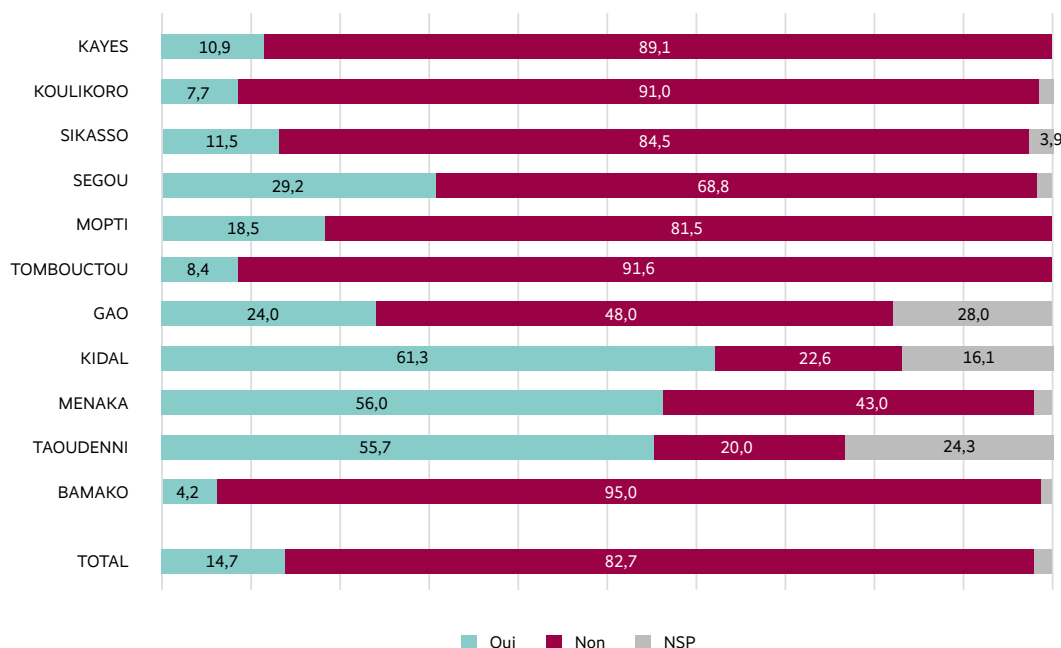
### 2.3.5. Nécessité de dialoguer avec les anciens signataires de l'Accord pour la paix

Les résultats (figure 40) montrent que pour plus de huit Malien.ne.s sur dix (82,7%) il n'est pas opportun d'ouvrir un dialogue avec les anciens signataires de l'Accord pour la paix. Cette proportion est plus élevée dans les régions de

Koulikoro (91,0%), Tombouctou (91,6%), Bamako (95,0%) où plus de neuf personnes sur dix estiment qu'un dialogue avec les anciens signataires de l'Accord n'est pas opportun (dialogue).

### Dialogue avec les anciens signataires de l'Accord

Fig. 40



S3Q07. Pensez-vous qu'il soit opportun d'ouvrir un dialogue avec les anciens signataires de l'Accord pour la paix ? Toutes les réponses, n = 2220

Néanmoins, dans certaines régions du Nord Mali, notamment les régions de Ménaka (56,0%) et de Taoudenni (55,7%), plus de la moitié des populations estiment qu'il

est nécessaire de tenir un dialogue avec les anciens signataires. Cette proportion atteint 61,3% dans la région de Kidal.

## 2.

### Principaux résultats de l'étude

## 2.4.

# Sécurisation du Mali et niveau de confiance en les acteurs impliqués dans la sécurisation du pays

Les attentes des Malien.ne.s à l'égard des partenaires internationaux, indépendamment de la préférence des relations de partenariat, sont en adéquation avec les défis et priorités du pays. La Russie, le Burkina-Faso et le Niger sont les meilleurs partenaires du moment. Deux raisons majeures expliquent la baisse du niveau d'insécurité durant les 3 derniers mois dans les régions, à savoir le renforcement des forces de sécurité et la collaboration entre forces de sécurité et populations. En revanche, les partisan.ne.s de l'augmentation du niveau d'insécurité l'expliquent par les attaques terroristes, le banditisme ou la criminalité, la présence des FAMAs et des partenaires ainsi que le chômage des jeunes.

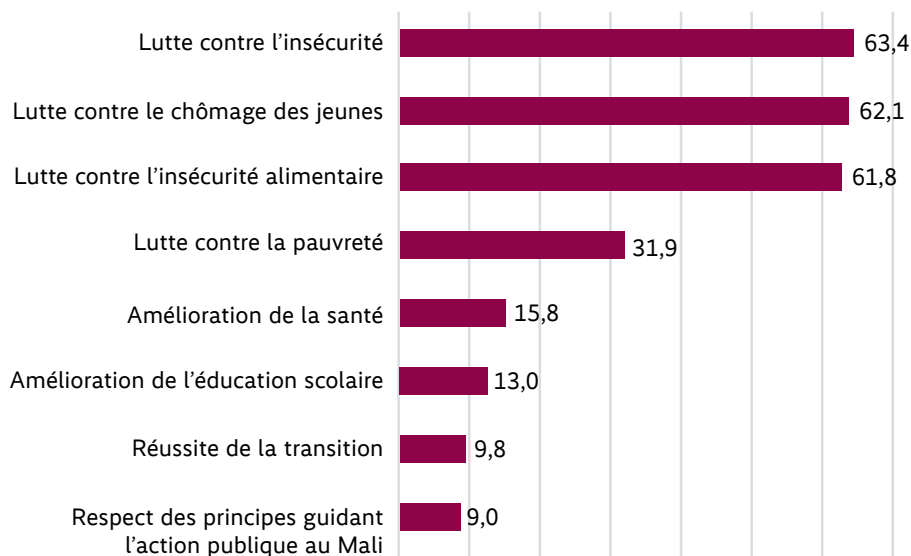
## Attentes par rapport aux partenaires internationaux

Les principales attentes des citoyen.ne.s vis-à-vis des partenaires internationaux sont : la lutte contre l'insécurité (63,4%), la lutte contre le chômage des jeunes (62,1%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (61,8%). Dans une

moindre proportion, certains ont mentionné la lutte contre la pauvreté (31,9%), l'amélioration du système sanitaire (15,8%) et l'amélioration de l'éducation scolaire (13,0%) (figure 41).

### Attentes des Malien.ne.s des partenaires internationaux

Fig. 41



S4Q01. Quelles sont vos attentes par rapport aux partenaires internationaux ? Réponses > 9 %, n = 2220

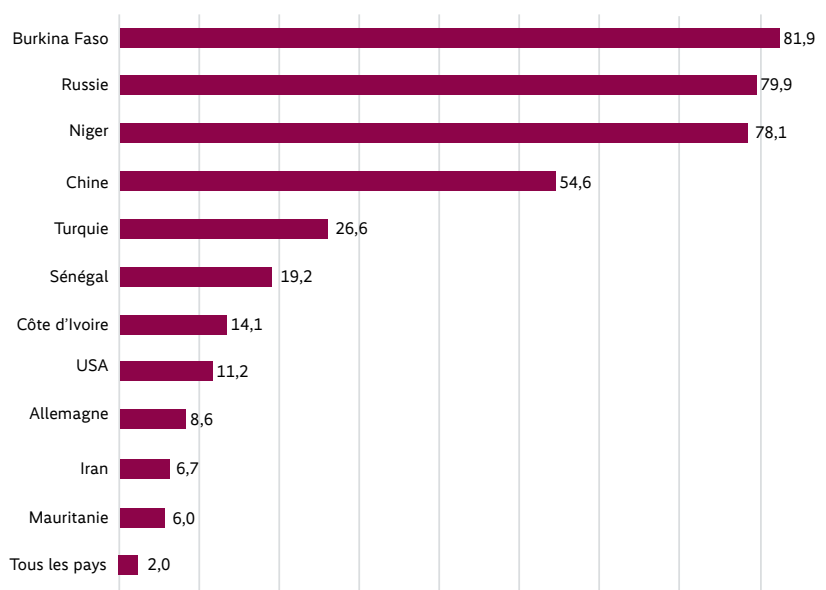
## Pays avec lesquels le Mali doit avoir une bonne relation

Les principaux pays avec lesquels le Mali devrait avoir une bonne relation sont le Burkina Faso (81,9%) et le Niger (78,1%). Ils sont suivis du Sénégal (19,2%) et de la Côte d'Ivoire (14,1%).

Par ailleurs, la Russie reste le premier pays avec lequel le Mali doit avoir une bonne relation hors du continent, cité par près de quatre Malien.ne.s sur dix (79,9%). Ce pays est suivi de la Chine (54,6%), de la Turquie (26,6%), des Etats-Unis (11,2%) (figure 42).

### Bonnes relations du Mali

Fig. 42



S4Q01AA. Quelles sont les pays avec lesquels le Mali doit avoir une bonne relation ? Réponses > 2 %, n = 2220

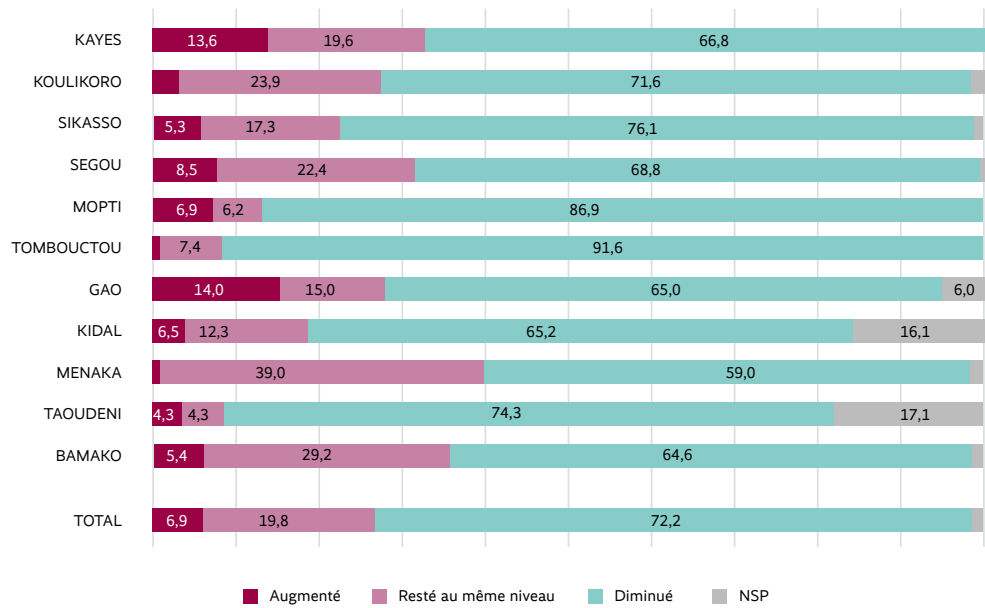
Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois

Il ressort des résultats de l'enquête que, dans l'ensemble des régions, le niveau d'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois. Dans la région de Tombouctou, plus de neuf personnes sur dix (91,6%) sont de cet avis. Ce sentiment est partagé par quatre personnes sur cinq dans la région de Mopti (86,9%) ; par plus de sept personnes sur dix

dans les régions de Koulikoro (71,6%), Sikasso (76,1%), Taoudenni (74,3%) et par plus de trois personnes sur cinq dans les régions de Kayes (66,8%), Ségou (68,8%), Gao (65,0%), Kidal (65,2%) et dans le District de Bamako (64,6%) (figure 43).

Fig. 43

Evolution du niveau de l'insécurité de la région



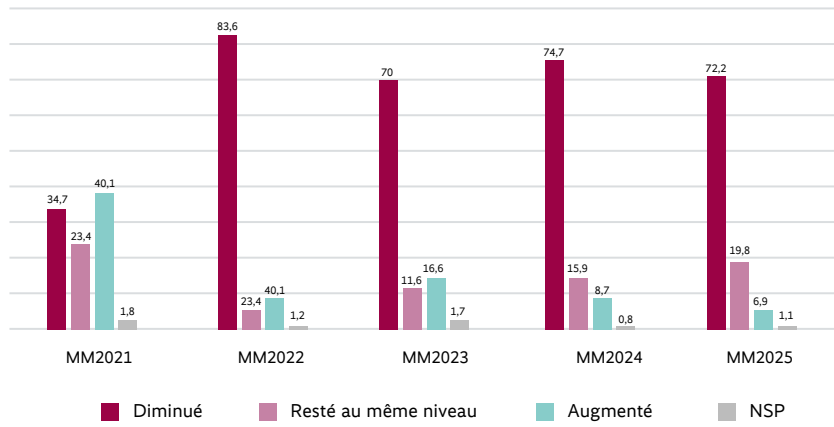
S4Q02. [Evolution du niveau de sécurité de la région] Selon vous, au cours des trois derniers mois, pensez-vous que le niveau d'insécurité dans votre région ait augmenté, soit resté au même niveau ou ait diminué ? Toutes les réponses, n = 2220

Dans la région de Ménaka, 59,0% de la population estime que le niveau d'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois et est resté au même niveau pour 39,0%.

La proportion de Malien.ne.s estimant une diminution du niveau d'insécurité a atteint 83,6% en 2022. Mais cette statistique a régressé ces dernières années pour atteindre 72,2% en 2025 contre 74,4% en 2024, soit une baisse de 2,5 points de pourcentage (figure 44).

Fig. 44

Evolution du niveau de l'insécurité de la région - Comparaison



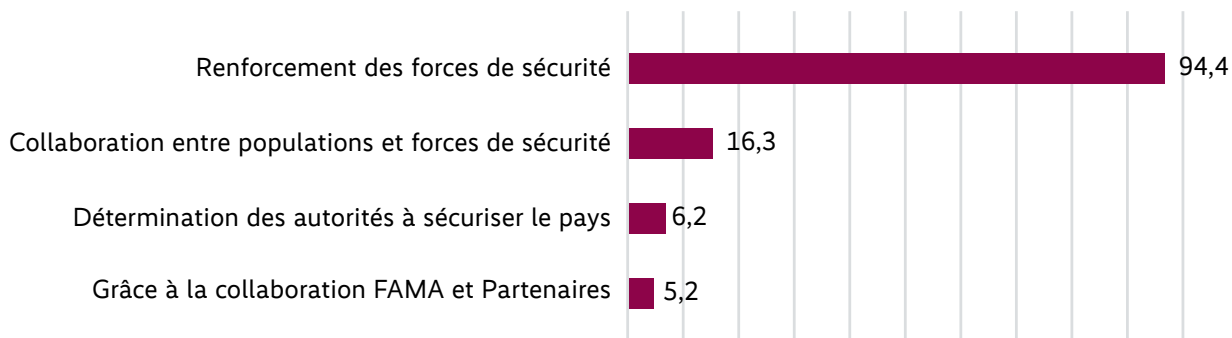
S4Q02. [Evolution du niveau de sécurité de la région] Selon vous, au cours des trois derniers mois, pensez-vous que le niveau d'insécurité dans votre région ait augmenté, soit resté au même niveau ou ait diminué ? Comparaison Mali-Mètre 2021-2025.

Les principales raisons évoquées par ceux/celles qui soutiennent une diminution du niveau d'insécurité au cours des trois derniers mois sont : le renforcement des forces de

sécurité (94,4%) et la collaboration entre forces de sécurité et populations (16,3%) (figure 45).

### Causes de la diminution du niveau d'insécurité

Fig. 45



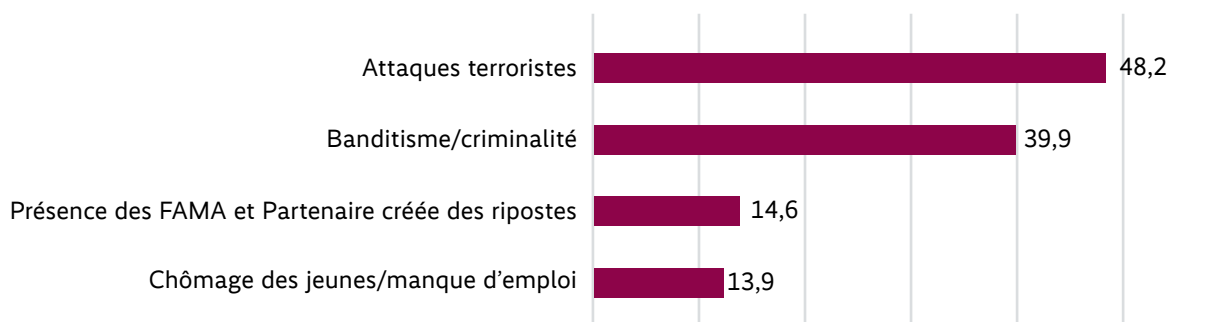
S4Q04. Selon vous, quelle sont les causes de cette diminution d'insécurité ? Réponses > 5 %, n = 1604

A l'opposé, ceux/celles pour qui l'insécurité a augmenté dans leur région au cours des trois derniers mois évoquent principalement les attaques terroristes (48,2%), le bandit-

isme ou la criminalité (39,9%), la présence des FAMAs et des partenaires (14,6%), le chômage des jeunes (13,9%) (figure 46).

### Causes de l'augmentation du niveau d'insécurité

Fig. 46



S4Q03. Selon vous, quelle sont les causes de cette augmentation d'insécurité ? Réponses > 13 %, n = 153

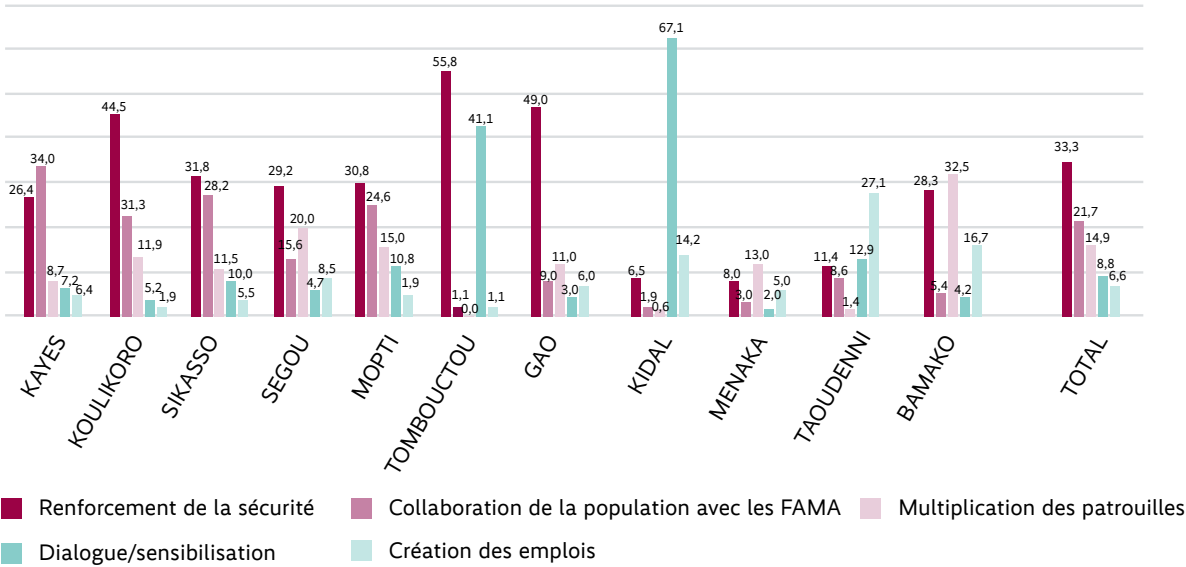
### Proposition de solutions de sortie de la situation d'insécurité

Afin de lutter efficacement contre l'insécurité dans les régions, les populations proposent principalement : le renforcement de la sécurité (33,3%), une étroite collaboration

entre les FAMAs et les populations (21,7%), la multiplication des patrouilles (14,9%) (figure 47).

Fig. 47

### Propositions de sortie de l'insécurité par région



S4Q05. Selon vous quel est la meilleure solution pour résoudre définitivement le problème d'insécurité dans votre région ?  
Toutes les réponses, n = 2220

Les mêmes solutions sont proposées dans la plupart des régions. Toutefois, à Kidal et Tombouctou, le dialogue ou la sensibilisation sont privilégiés comme solution pérenne à

la lutte contre l'insécurité, selon respectivement 61,7% et 41,1% des populations.

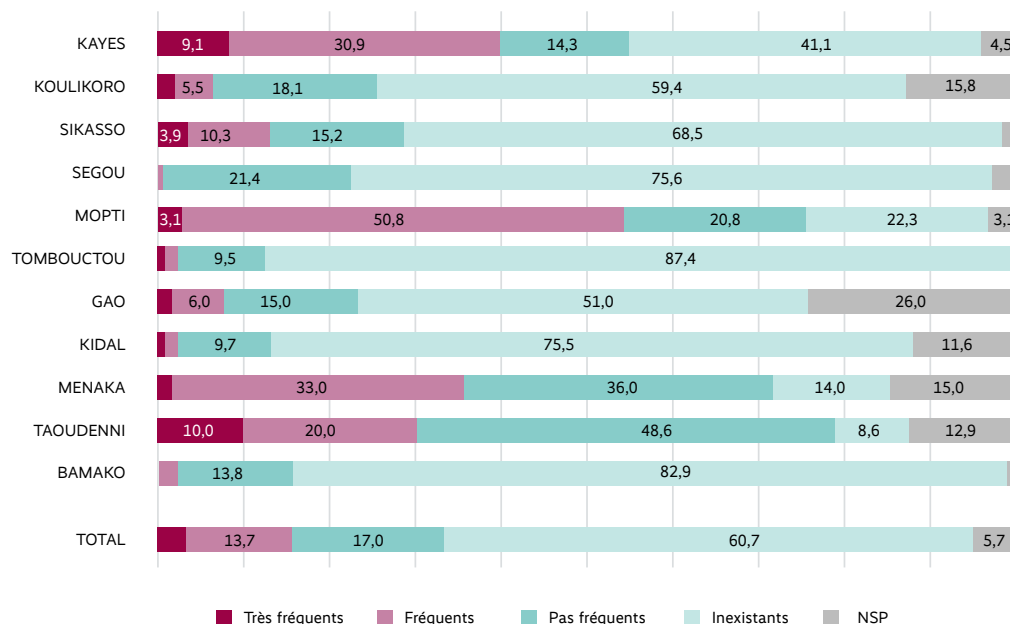
## Fréquence des conflits inter et intracommunautaires

Dans les régions de Tombouctou (87,4%) et Bamako (82,9%), plus de quatre personnes sur cinq estiment que les conflits inter et intracommunautaires sont inexistants. Cet avis est partagé par trois personnes sur quatre dans les régions de Ségou (75,6%) et Kidal (75,5%).

Cependant, une personne sur deux (50,8%) estime que les conflits inter et intracommunautaires sont fréquents dans la région de Mopti. Cette statistique est de 33,0% à Ménaka et de 20,0% à Taoudenni (figure 48).

### Fréquence des conflits inter- ou intracommunautaires

Fig. 48



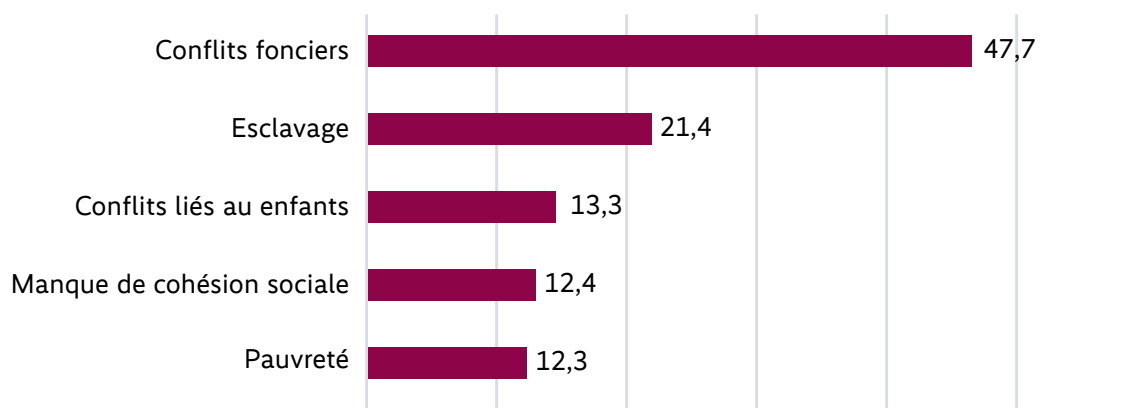
S4Q06. [Fréquence des conflits inter ou intracommunautaires] Pensez-vous que les conflits inter ou intracommunautaires sont Très fréquents, Fréquents, Pas fréquents ou Inexistants ? Toutes les réponses, n = 2220

Bien que moins fréquents, les principales raisons qui justifient l'existence des conflits inter et intracommunautaires (figure 49) dans certaines régions sont : les conflits fonciers

(47,7%), les disputes liées aux enfants (13,3%), le manque de cohésion sociale (12,4%) ou encore la pauvreté (12,3%).

### Principales raisons des conflits inter- et intracommunautaires

Fig. 49



S4Q07. [Principales raisons des conflits] Selon vous, quelles sont les deux principales raisons des conflits inter et intracommunautaires ? Réponses > 12 %, n = 744

L'esclavage est l'une des principales causes des conflits inter et intracommunautaires dans la région de Kayes où elle

est mentionnée par plus de huit personnes sur dix (88,2%).

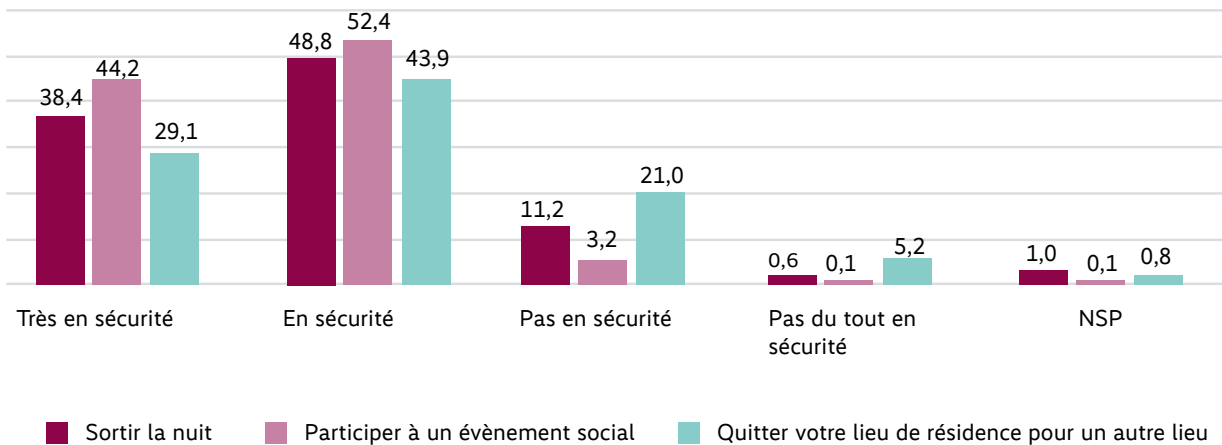
2.4.6. Sentiment de sécurité en sortant seul(e) la nuit

Dans l'ensemble, plus de quatre Malien.ne.s sur cinq (87,2%) se sentent en sécurité en sortant seul.e.s la nuit (38,4% très en sécurité et 48,8% plutôt en sécurité) contre 11,8% de la population qui ne partagent pas cette perception (figure 50).

Ce sentiment de sécurité est beaucoup plus partagé par les populations des régions de Kayes (92,8%), Sikasso (93,9%), Ségou (92,2%), Mopti (95,4%), Tombouctou (98,9%), Kidal (98,1%), Ménaka (91,0%).

Appréciation de la sécurité “sortir seul.e la nuit”

Fig. 50



S4Qo8A. [Sortir seul la nuit] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ? Toutes les réponses, n = 2220

Cependant, dans la région de Taoudenni, trois personnes sur cinq (60,0%) ne se sentent en sécurité en sortant seules

la nuit. Il en est de même pour 31,0% à Gao et 24,2% à Koulikoro.

Sentiment de sécurité en participant à un événement social

L'analyse des résultats montre que plus de neuf Malien.ne.s sur dix se sentent en sécurité (44,2% très en sécurité et 52,4% en sécurité) en participant à des événements sociaux. On observe la même tendance dans l'ensemble des

régions.

Aussi, on ne note pas de différence significative suivant l'âge ni le niveau d'instruction.

## Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu

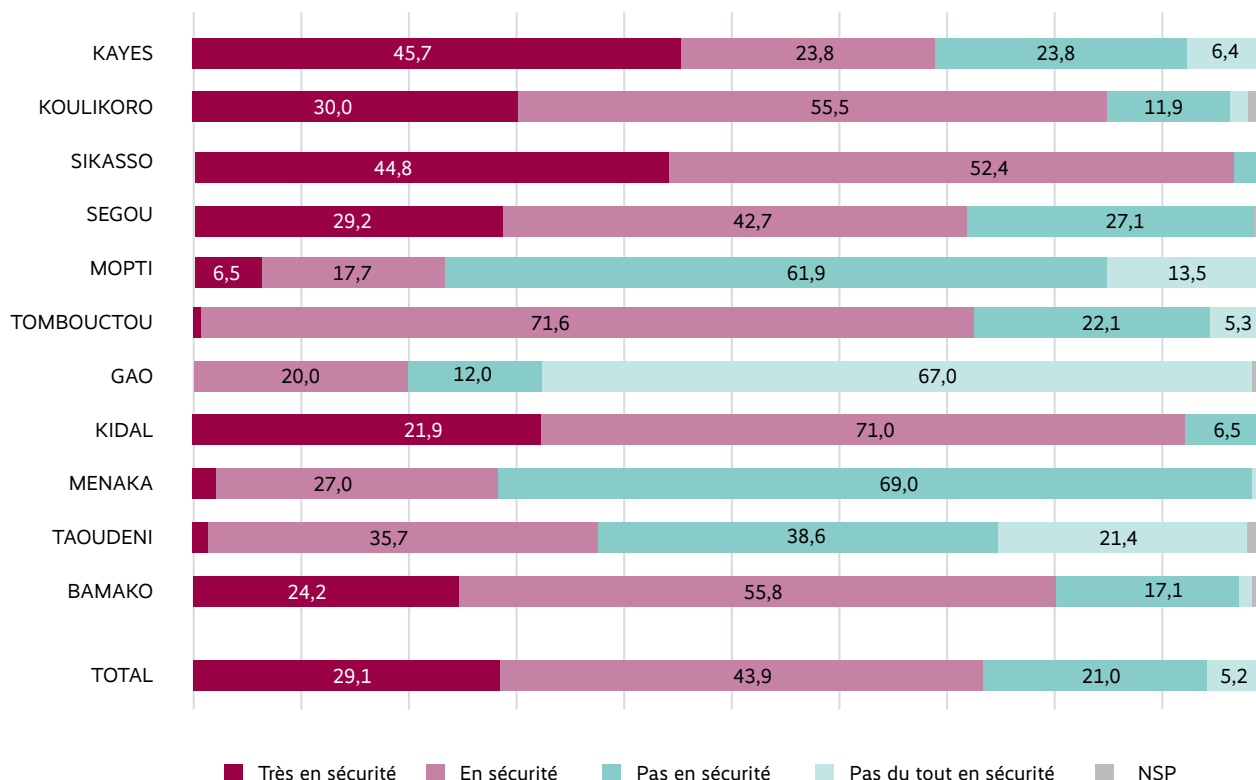
Les résultats révèlent que plus de sept Maliens sur dix (29,1% très en sécurité et 43,9% en sécurité) se sentent en sécurité en quittant leur domicile pour se rendre à un autre lieu (figure 51). Ce même sentiment de sécurité est répandu dans les régions de Koulikoro (85,5%), Sikasso (97,3%),

Ségou (71,9%), Kidal (92,9%) et Bamako (80,0%).

A l'opposé, dans les régions de Mopti (75,4%), Gao (79,0%), Ménaka (71,0%), plus de sept personnes sur dix ne se sentent pas en sécurité en quittant leur lieu de résidence pour un autre lieu. Ce sentiment d'insécurité est de 60% pour Taoudenni et de 30,2% pour Kayes.

## Appréciation de la sécurité "Quitter son lieu de résidence pour un autre lieu"

Fig. 51



S4Qo8C. [Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ? Toutes les réponses, n = 2220

On ne note pas de différence significative suivant le sexe.  
ni le niveau d'instruction.

## 2.

## Principaux résultats de l'étude

### 2.5.

## Acteurs de la sécurité

Le départ de la MINUSMA est jugé positif dans toutes les régions, excepté Gao et Kidal. Les forces de défense et de sécurité bénéficient d'un taux de satisfaction plus faible dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Les Malien.ne.s les considèrent comme une source de fierté, leurs protectrices ou le symbole de l'unité nationale, à l'exception de Kidal où elles inspirent de la peur. Cependant, pour la sécurisation de leurs régions, les personnes enquêtées pensent d'abord aux militaires ou l'armée malienne, la gendarmerie nationale, la police nationale, la garde nationale. Elles sont suivies de loin par les partenaires russes et la société civile.

## Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA

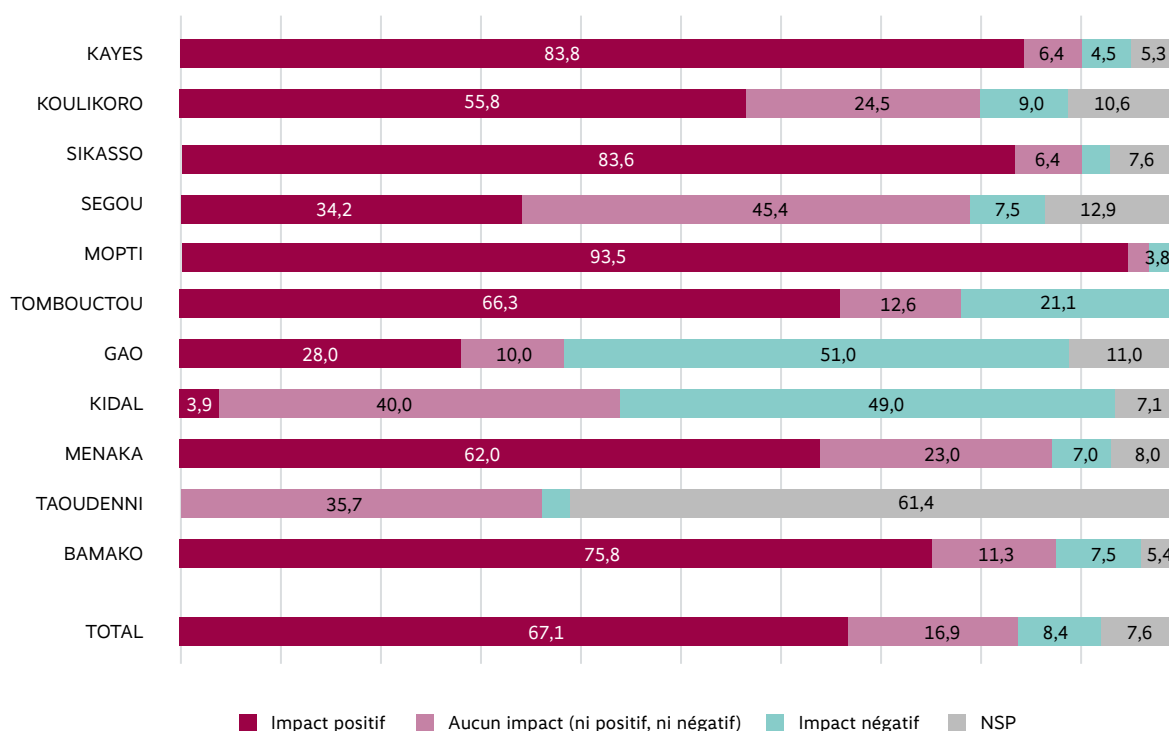
L'analyse des résultats montre que pour deux Maliens sur trois (67,1%) pensent que le départ de la MINUSMA a un impact positif contre 8,4% qui y voient un impact négatif. Pour 16,9% de citoyens, le départ de la MINUSMA n'a aucun effet (ni positif, ni négatif).

Dans la région de Ségou, plus de neuf personnes sur dix (93,5%) estiment que le départ de la MINUSMA a un impact positif. Cette opinion est partagée par plus de quatre

personnes sur cinq dans les régions de Kayes (83,8%), Sikasso (83,6%) et par trois quarts des Bamakois.e.s (75,8%). A contrario, 49,0% et 51,0% des populations respectives des régions de Kidal et Gao estiment que le départ de la MINUSMA a un impact négatif ; 40,0% des populations de Kidal, trouvent que le départ de la MINUSMA n'a aucun impact. Ce taux est de 45,4% à Ségou, 35,7% à Taoudenni et 23% à Ménaka (figure 52).

Fig. 52

### Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA par région



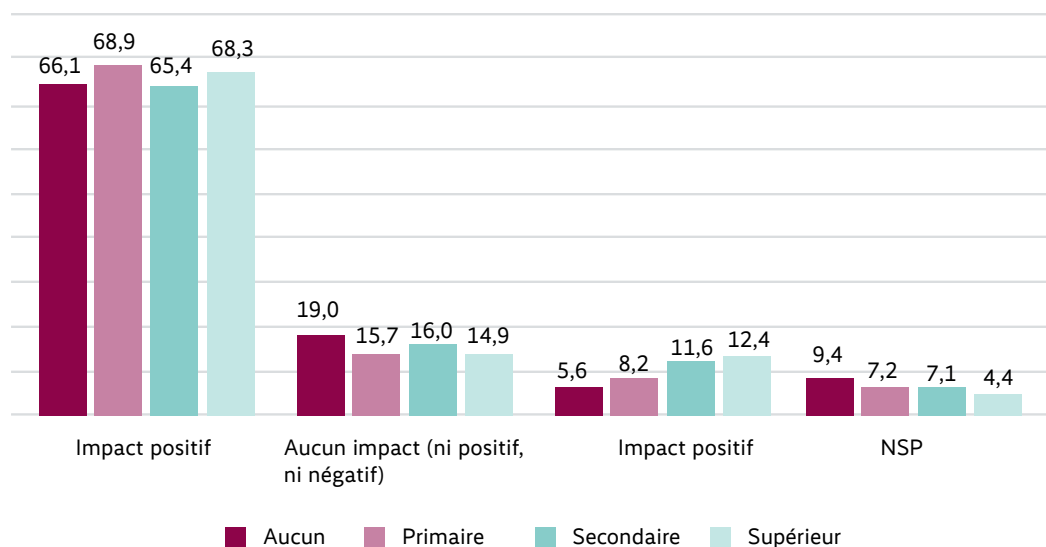
S5Q01. Pensez-vous que le retrait de la MINUSMA aura un impact positif ou négatif ? Toutes les réponses, n = 2220

Les proportions de Malien.ne.s déclarant un impact positif du départ de la MINUSMA évoluent avec le niveau d'in-

struction : aucun (66,1%), primaire (68,9%), secondaire (65,4%), supérieur (68,3%) (figure 53).

### Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA par niveau d'instruction

Fig. 53



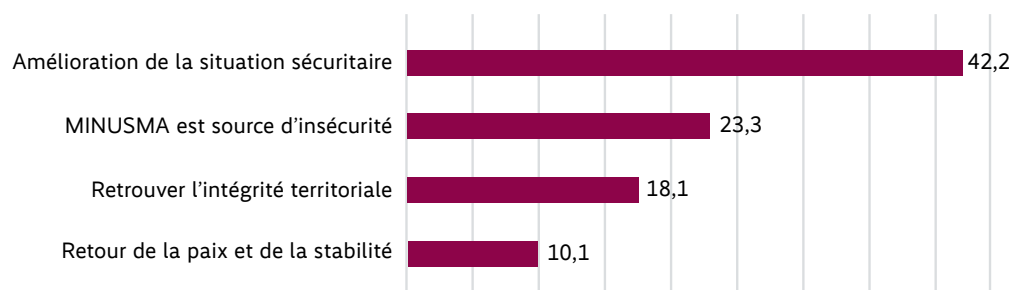
S5Q01. Pensez-vous que le retrait de la MINUSMA aura un impact positif ou négatif ? Toutes les réponses, n = 2220

Les Malien.ne.s estimant que le départ de la MINUSMA aura un impact positif évoquent principalement les raisons suivantes (figure 54) : l'amélioration de la situation sécuri-

taire (42,2%) ; la MINUSMA est source d'insécurité (23,3%) ; la restauration de l'intégrité territoriale (18,1%) ; le retour de la paix et la stabilité (10,1%).

### Raisons de l'impact positif du retrait de la MINUSMA

Fig. 54



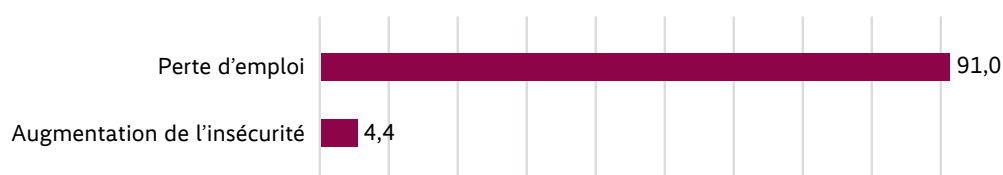
S5Q02A. Quel impact positif peut avoir le départ de la MINUSMA ? Réponses > 10 %, n = 1489

En revanche, pour les personnes estimant que le départ de la MINUSMA aura un impact négatif, les raisons justifica-

tives sont (figure 55) : la perte d'emploi (91,0%) et, dans une faible proportion, l'augmentation de l'insécurité (4,4%).

### Raisons de l'impact négatif du départ de la MINUSMA

Fig. 55



S5Q02B. Quel impact négatif peut avoir le départ de la MINUSMA ? Réponses > 4 %, n = 187

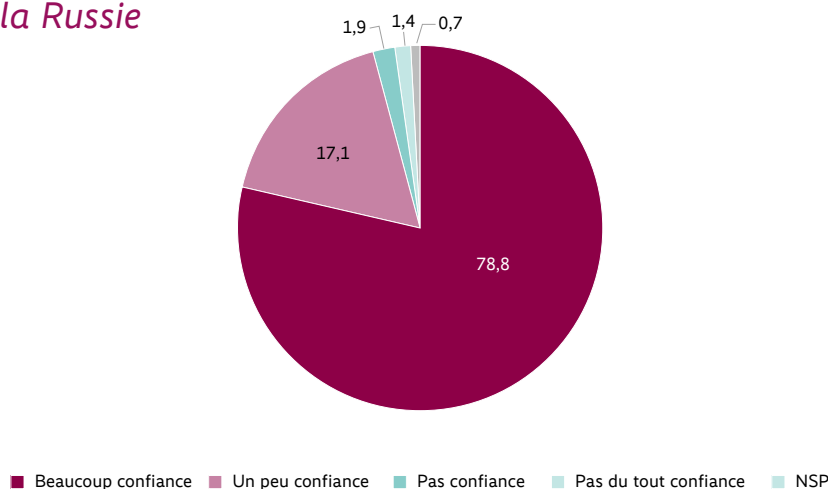
## Niveau de confiance en la Russie pour aider le Mali à retrouver l'intégrité territoriale

Plus de neuf personnes sur dix ont confiance (78,8% beaucoup confiance et 17,1% peu confiance) en la Russie pour

aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale (figure 56).

### Confiance en la Russie

Fig. 56



S5Q03. Faites-vous confiance à la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale ? Toutes les réponses, n = 2220

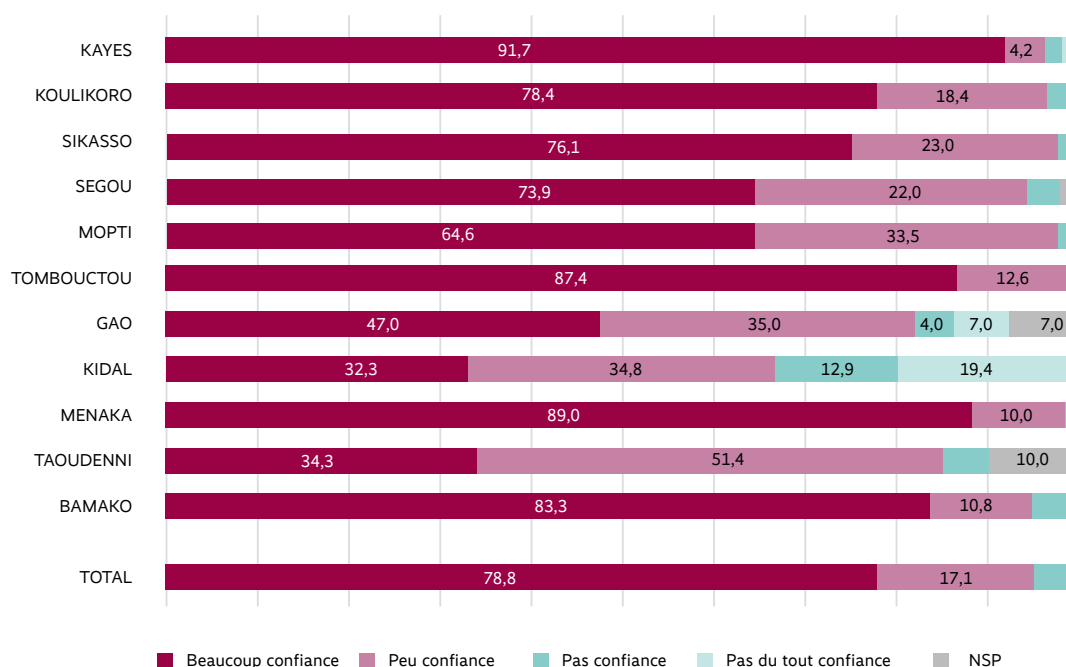
Dans la région de Tombouctou, la quasi-totalité des citoyens ont confiance en la Russie pour aider le Mali à retrouver l'intégrité territoriale. Cet avis est partagé par plus de neuf personnes sur dix dans les régions de Kayes (95,8%), Koulikoro (96,8%), Sikasso (98,5%), Ségou (95,9%), Mopti (98,1%) et Bamako (94,2%). Cette statistique est de 82,0% et de 85,7% dans les régions de Gao et de Kidal, re-

spectivement (figure 57).

Cependant, dans la région de Kidal, deux tiers (67,1%) de la population ont confiance en la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale contre 32,3% qui n'adhèrent pas à cette thèse.

### Confiance en la Russie par région

Fig. 57



S5Q03. Faites-vous confiance à la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale ? Toutes les réponses, n = 2220

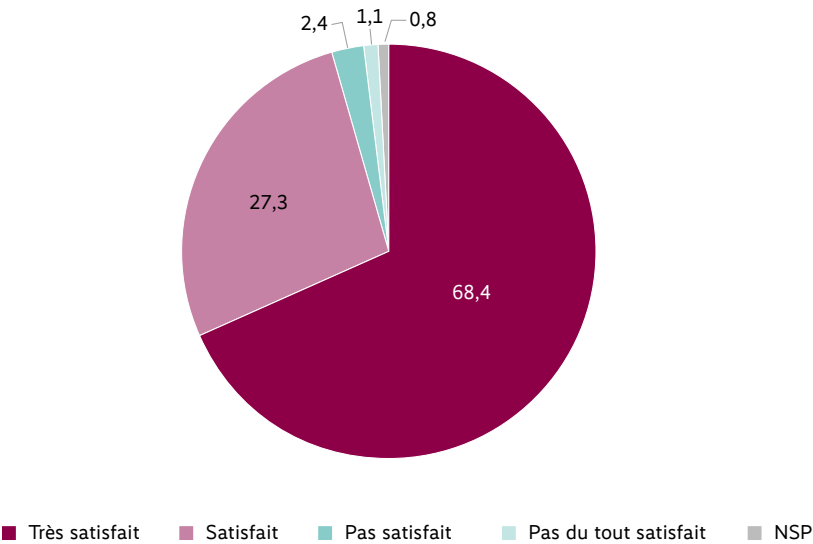
On ne note pas de différence significative suivant le niveau d'instruction ni le sexe.

Niveau de satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie

L'analyse des résultats montre que plus de neuf citoyens (95,7%) sont satisfait.e.s de la coopération entre le Mali et la Russie (68,4% très satisfaits et 27,3% plutôt satisfaits) (figure 58).

Fig. 58

Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie



S5Q04. [Satisfaction de coopération entre le Mali et la Russie] A quel niveau, êtes-vous satisfait de la coopération entre le Mali et la Russie pour la sécurisation du pays ? Toutes les réponses, n = 2220

On observe les mêmes forts niveaux de satisfaction dans presque toutes les régions, excepté Kidal et Taoudenni où les taux sont plus faibles : plus de sept personnes sur dix (77,1%) à Taoudenni et deux tiers de la population à Kidal (tableau 4).

Tab. 4

Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie par région

|                       | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO  | KIDAL | MENAKA | TAOUDENNI | BAMAKO | TOTAL |
|-----------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|------|-------|--------|-----------|--------|-------|
| Très satisfait        | 90,6  | 61,0      | 76,4    | 64,1  | 46,2  | 85,3       | 21,0 | 32,9  | 71,0   | 27,1      | 72,9   | 68,4  |
| Satisfait             | 5,7   | 36,5      | 22,1    | 32,9  | 50,4  | 14,7       | 57,0 | 33,5  | 28,0   | 50,0      | 19,2   | 27,3  |
| Pas satisfait         | 2,3   | 1,9       | 0,9     | 2,0   | 3,1   |            | 10,0 | 7,1   | 1,0    | 1,4       | 4,2    | 2,4   |
| Pas du tout satisfait | 1,5   |           | 0,3     | 0,3   | 0,4   |            | 2,0  | 25,2  |        |           | 3,3    | 1,1   |
| NSP                   |       | 0,6       | 0,3     | 0,3   |       |            | 10,0 | 1,3   |        | 21,4      | 0,4    | 0,8   |

S5Q04. [Satisfaction de coopération entre le Mali et la Russie] A quel niveau, êtes-vous satisfait de la coopération entre le Mali et la Russie pour la sécurisation du pays ? Toutes les réponses, n = 2220

On ne note pas de différence significative suivant le sexe.

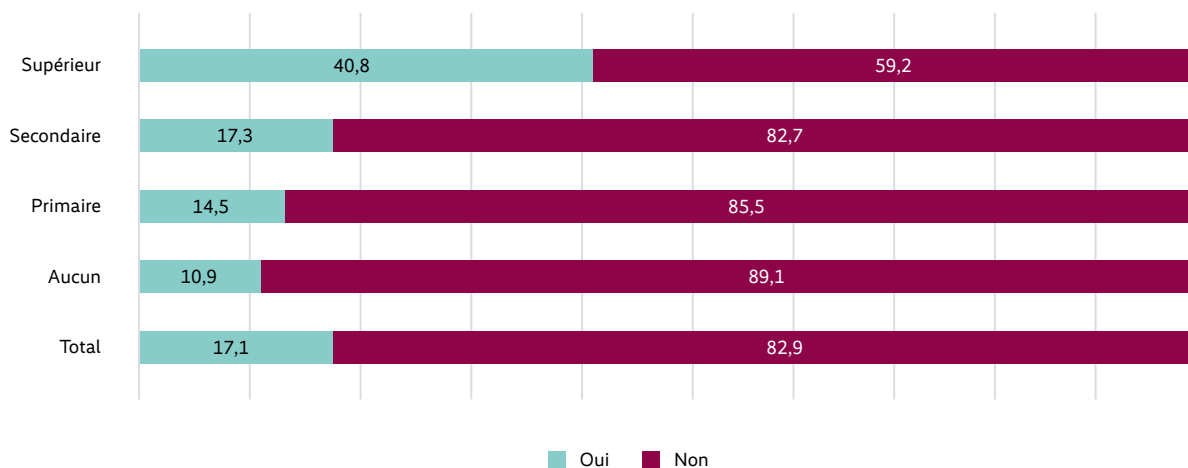
## Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali

Les résultats montrent que plus de quatre citoyens ne s'en sont pas entendus parler d'EUCAP Sahel Mali. Toutefois, 30,0% des populations de Ménaka et 28,4% de celles de Tombouctou en ont connaissance. Cette proportion est de 27,1% dans la région de Koulikoro.

La connaissance d'EUCAP évolue positivement avec le niveau d'instruction, passant de 10,9% dans le groupe de Malien.ne.s n'ayant aucun niveau à 40,8% de ceux/celles ayant le niveau supérieur. Pour les niveaux primaire et secondaire, la connaissance se situe à respectivement 14,5% et 17,3% des personnes enquêtées (figure 59).

### Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali

Fig. 59



S5Q05. Aviez-vous déjà entendu parler d'EUCAP Sahel Mali ? Toutes les réponses, n = 2220

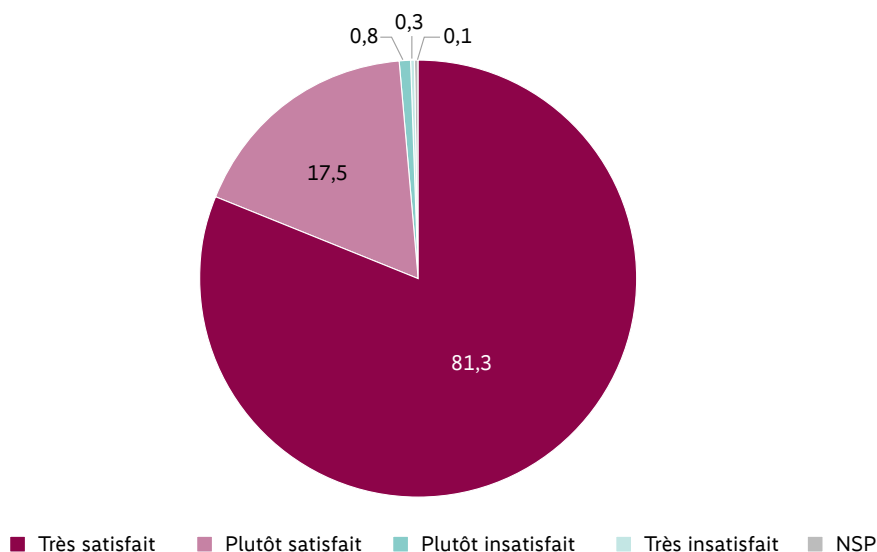
## Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité

Les résultats montrent que plus de neuf Maliens sur dix sont satisfaits des forces de défense et de sécurité (81,3%

très satisfaits et 17,5% plutôt satisfaits (figure 60).

### Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité

Fig. 60



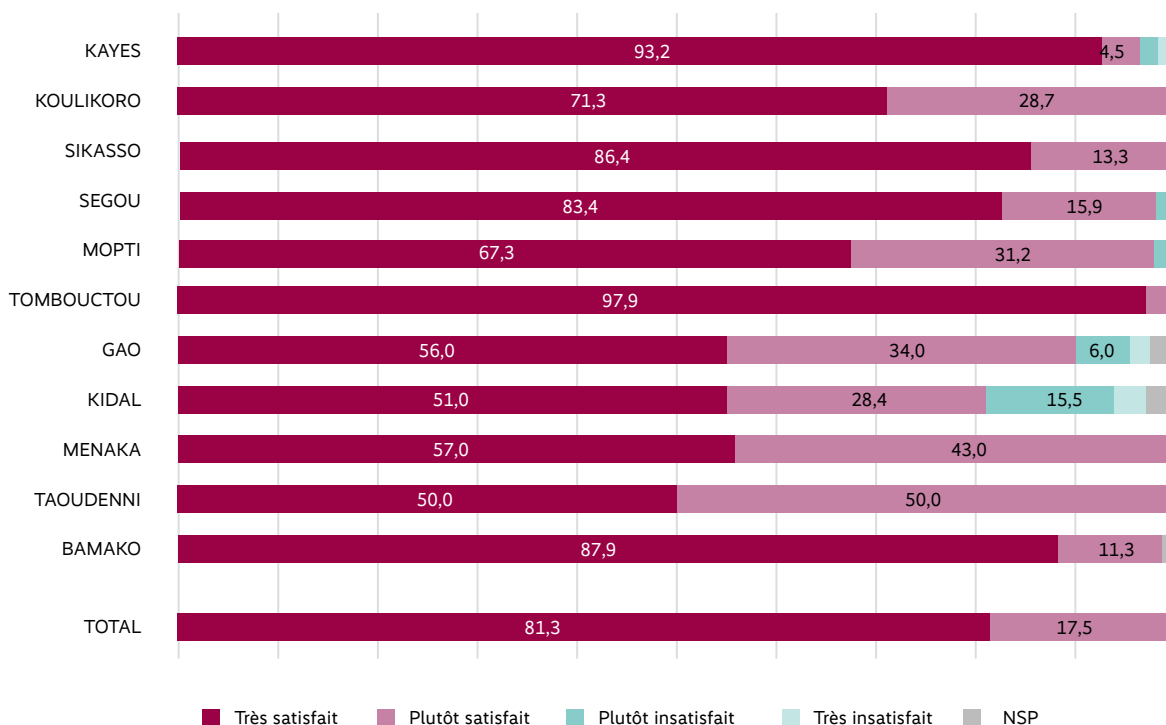
S5Q06. [Satisfaction des forces de défense] Quel est votre niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité ? Toutes les réponses, n = 2220

On observe le même niveau élevé de satisfaction dans presque toutes les régions, hormis Kidal où le taux de satisfaction n'atteint pas celui des autres régions ( 79,4%) ;

18,1% de ces personnes ne sont pas satisfait.e.s du travail des forces de défense et de sécurité (figure 61).

Fig. 61

## Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité par région



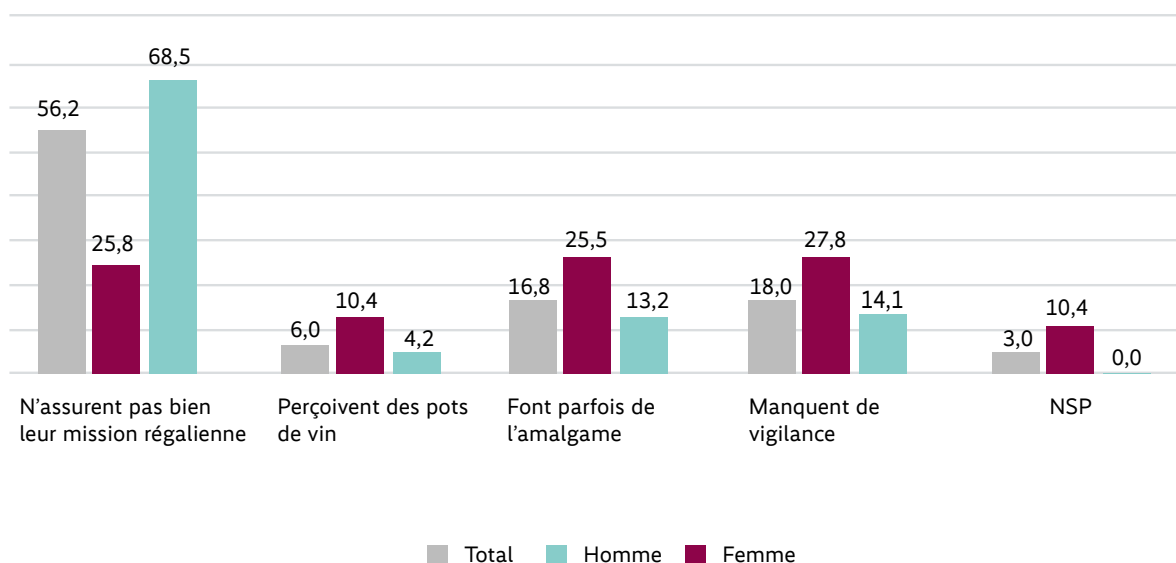
S5Q06. [Satisfaction des forces de défense] Quel est votre niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité ?  
Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse suivant le sexe ne montre pas de différence significative : 98,2% pour les hommes et 99,3% pour les femmes. De même, aucune différence significative n'est observée suivant la tranche d'âge.

Les quelques citoyen.ne.s (50 personnes) qui ne sont pas satisfait(e)s du travail des forces de défense et de sécurité, leur reprochent principalement : Faire parfois de l'amalgame (23 personnes sur 50) ; ne pas bien assurer leur fonction régalienne (20 personnes sur 50) (figure 62).

Fig. 62

## Reproches aux forces de défenses et de sécurité



S5Q07. Quel reproche feriez-vous principalement aux forces de défenses et de sécurité du Mali ? Toutes les réponses, n = 25

## Regard des Malien.ne.s sur les forces de défense et de sécurité

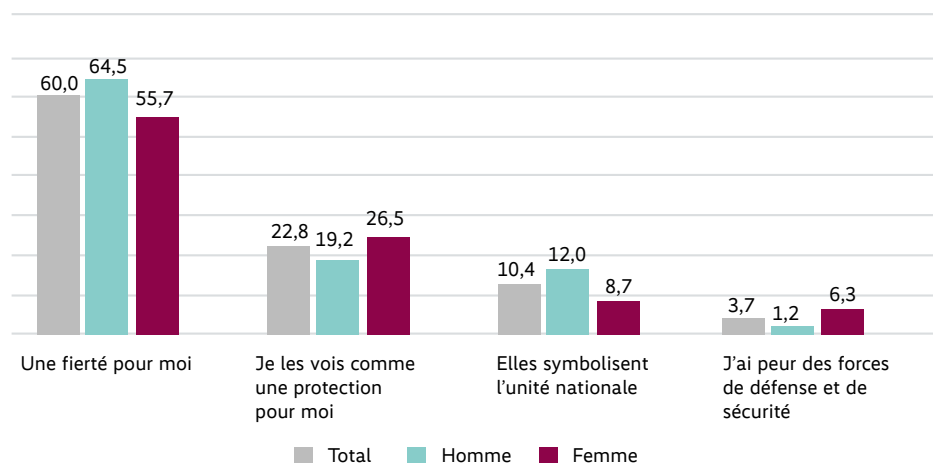
Pour les Malien.ne.s, les forces de défense et de sécurité sont une source de fierté (60,0%) ou voient en elles leurs protectrices (22,8%) et 10,4% elles symbolisent l'unité nationale.

Les forces de défense et de sécurité sont une source de fi-

erté (64,5%) ou voient en elles leurs protectrices (19,8%) et symbole d'unité nationale pour 12,0% des hommes. De même, plus de la moitié des femmes (55,7%) portent un regard de fierté sur les forces de défense et de sécurité et pour 26,5%, et 8,7% des femmes, elles représentent une force protectrice ou un symbole d'unité nationale (figure 63).

Fig. 63

### Regard des Malien.ne.s sur les forces de défense et de sécurité suivant le sexe



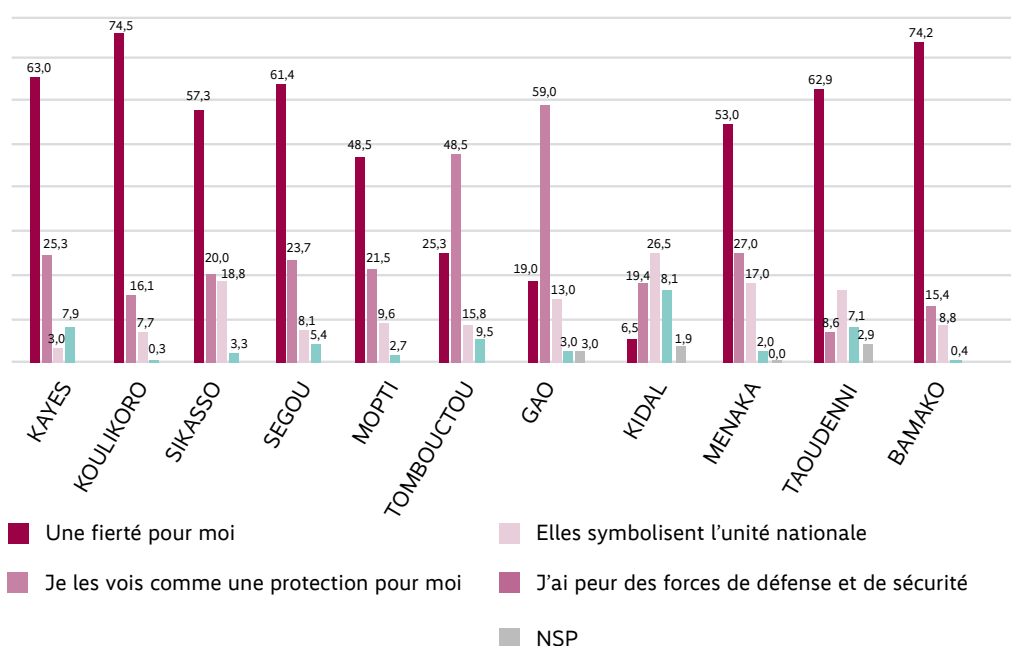
S5Q08. Quel regard principal portez-vous sur les forces de défense et de sécurité ? Réponses > total 3 %, n = 2220

Par région, Tombouctou et Gao voient en elles une protection avec respectivement 48,4% et 59,0% tandis qu'elles représentent une fierté pour la majorité des populations

des autres régions, excepté Kidal où pratiquement autant de personnes les voient comme une protection et ont en même temps peur d'elles (figure 64).

Fig. 64

### Regard des Malien.ne.s sur les forces de défense et de sécurité par région



S5Q08. Quel regard principal portez-vous sur les forces de défense et de sécurité ? Toutes les réponses, n = 2220

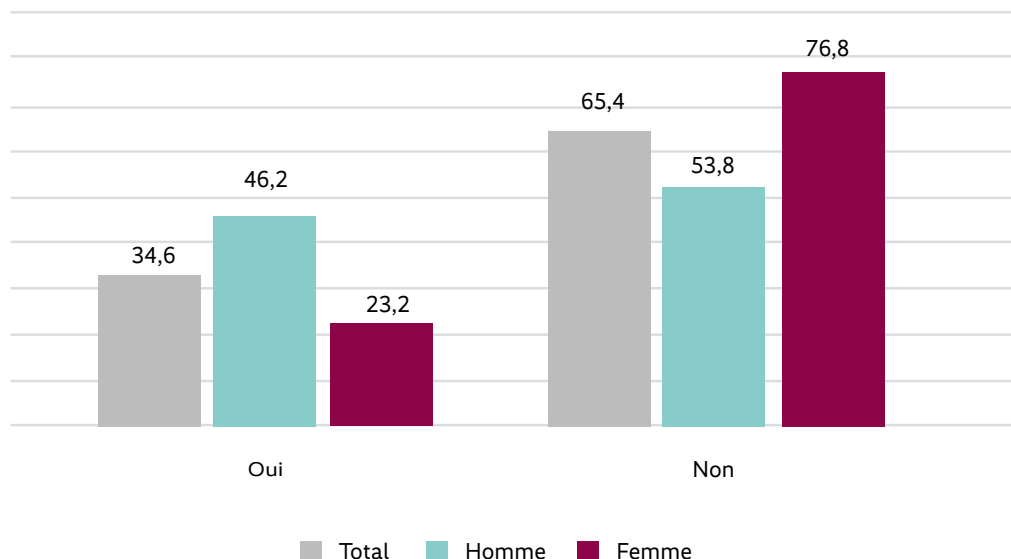
## Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité

Les réformes en cours dans le secteur de la sécurité sont connues par près d'un tiers des Malien.ne.s. Cependant, les

hommes sont mieux informés de ces réformes (46,2%) que les femmes (23,2%) (figure 65).

### Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité par sexe

Fig. 65



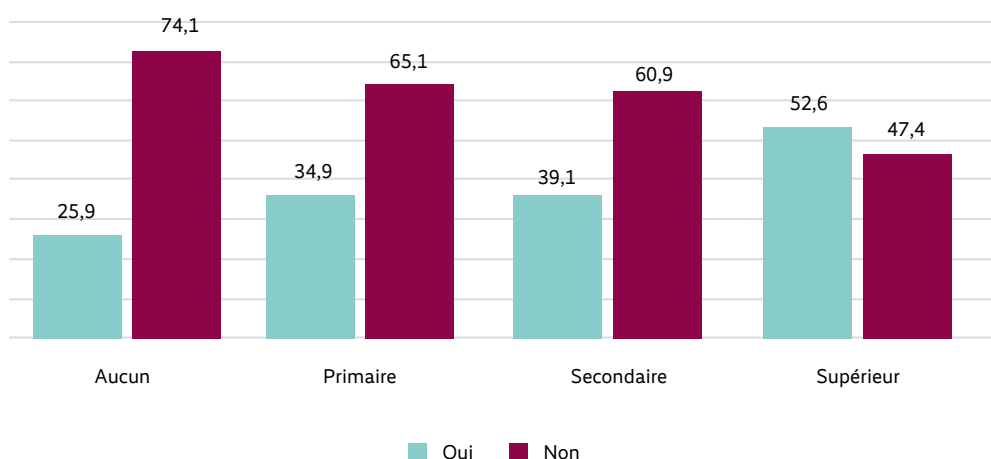
S5Q09. [Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité] Savez-vous qu'il y a eu une réforme du secteur de la sécurité en cours au niveau national ? Toutes les réponses, n = 2220

Les résultats montrent que le niveau de connaissance des réformes en cours dans le secteur de la sécurité évolue positivement avec le niveau d'instruction : aucun (25,9%), pri-

maire (34,9%), secondaire (39,1%), supérieur (52,6%) (figure 66).

### Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité par niveau d'instruction

Fig. 66



S5Q09. [Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité] Savez-vous qu'il y a eu une réforme du secteur de la sécurité en cours au niveau national ? Toutes les réponses, n = 2220

L'acquisition de matériels (38,2%), la militarisation (34,0%), l'augmentation des salaires et prime (20,0%) sont les trois principales réformes citées par ceux/celles ayant connaissance des réformes en cours dans le secteur de la sécurité.

A celles-ci s'ajoutent la prise en charge des familles des militaires et le recrutement au sein de l'armée cités par 18,6% et 17,3% des citoyen.ne.s.

Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité

Il ressort de l'analyse des résultats que la société civile peut être impliquée dans la réforme de la sécurité avec les missions suivantes : rapprocher les forces de défense et de sécurité (97,6%), protéger les forces de défense et de sécurité (97,1%), veiller à la transparence et à la redevabilité des politiques et mesures de sécurité (87,8%), pouvoir influencer les décisions politiques (85,1%).

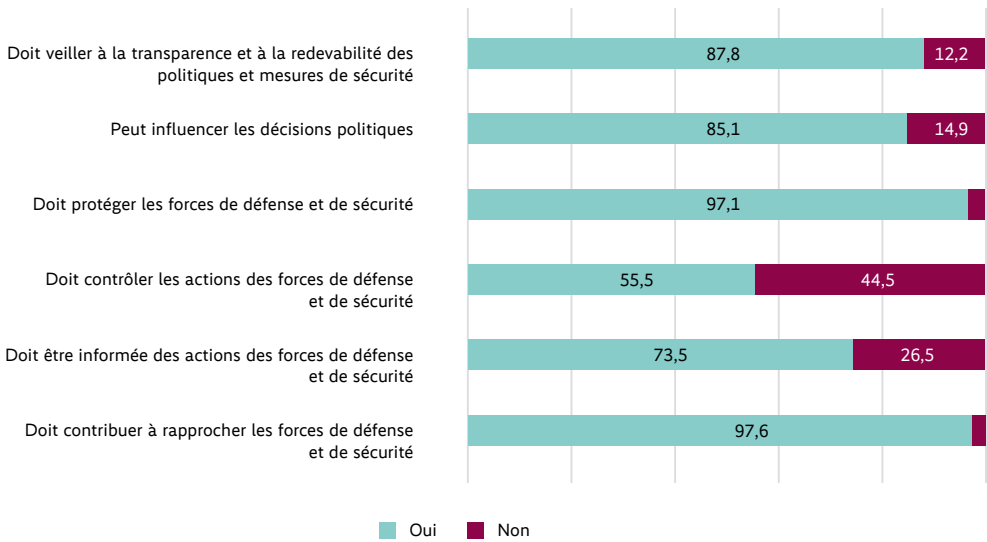
De plus, plus de sept Malien.ne.s sur dix (73,5%) estiment que la société civile doit être informée et plus de la moitié (55,5%) pensent que la société civile doit contrôler les actions des forces de défense et de sécurité (figure 67).

En comparaison avec l'année dernière, on a une augmentation des proportions de Malien.ne.s pour qui la société civile peut contribuer à rapprocher les forces de défense et de sécurité (90,8% en 2024 et 97,6% en 2025) ; doit protéger les forces de défense et de sécurité (90,4% en 2024 et 97,1% en 2025) ; doit pouvoir influencer les décisions politiques (78,9% en 2024 et 87,8% en 2025).

Par contre, on note une diminution des proportions de Malien.ne.s qui estiment que la société civile doit être informée des actions des forces de défense et de sécurité (64,5% en 2024 et 55,5% en 2025), soit une baisse de neuf points de pourcentage.

Implication de la société civile dans la RSS

Fig. 67



S5Q11A-F. Selon vous, comment la société civile peut être impliquée dans la RSS ? Pour réponse « oui » S5Q10, n = 769

## Acteurs en qui les Malien.ne.s ont confiance pour la sécurisation de leur région

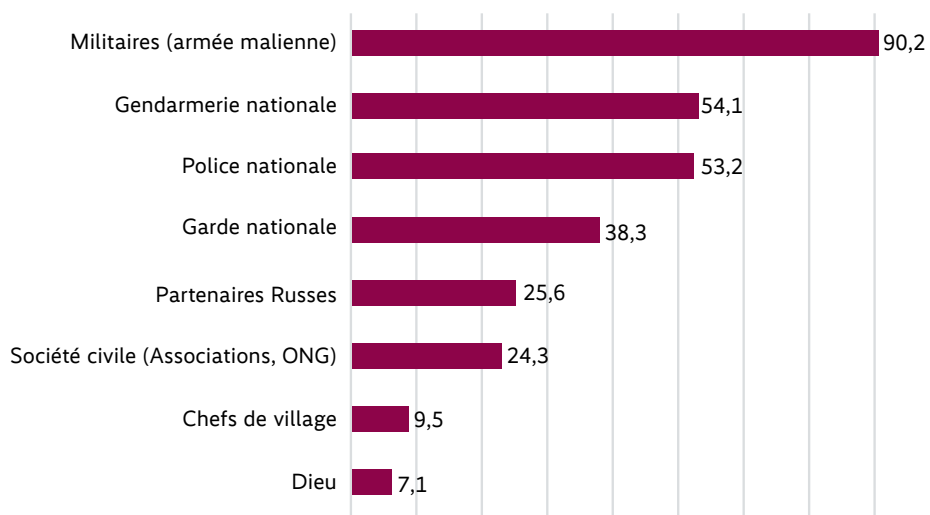
Les principaux acteurs en qui les citoyen.ne.s ont confiance pour la sécurisation de leur région sont : les militaires ou l'armée malienne (90,2%), la gendarmerie nationale

(54,1%), la police nationale (53,3%), la garde nationale (38,3%) (figure 68).

Toutefois, un quart des Malien.ne.s fait confiance aux partenaires russes pour sécuriser leur région et 24,3% à la société civile.

### Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région

Fig. 68



S5Q12. Quel sont les acteurs, en qui vous avez confiance pour la sécurisation de votre région ? Réponses > 7 %, n = 2220

Au niveau des régions, l'armée malienne est le principal acteur en qui plus de neuf personnes sur dix ont confiance pour sécuriser leurs régions, excepté Bamako où plus de sept Bamakois.e.s sur dix (74,2%) font confiance à la police nationale pour sécuriser la ville, suivie de l'armée malienne (61,7%), de la garde nationale (60,8%).

L'analyse suivant le niveau d'instruction montre que l'armée malienne reste le principal acteur en qui les Malien.ne.s en confiance pour la sécurisation de leur région. Elle est suivie de la police nationale pour 53,3% de ceux/celles n'ayant aucun et de la gendarmerie nationale pour ceux ayant le niveau primaire (53,8%), secondaire (59,1%) et supérieur (56,8%).

## 2.

### Principaux résultats de l'étude

## 2.6.

# Justice et bonne gouvernance

Le capital de confiance en la justice a augmenté ces dernières années. Mais le domaine de la justice et de la bonne gouvernance se caractérise encore par la corruption, l'impunité et des dysfonctionnements liés, entre autres, à la longueur et à la complexité des procédures de la justice, à la distance et au coût.

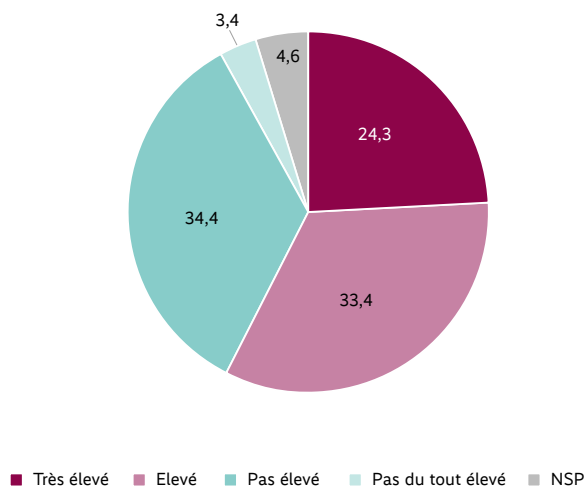
## Appréciation du niveau de corruption au Mali

Plus de la moitié de la population malienne (figure 69) pense que le niveau de corruption est élevé au Mali (24,3% très élevé et 33,4% plutôt élevé) contre 37,8% de ceux/

celles qui pensent le contraire (34,4% pas élevé et 3,4% pas du tout élevé).

### Appréciation du niveau de corruption

Fig. 69



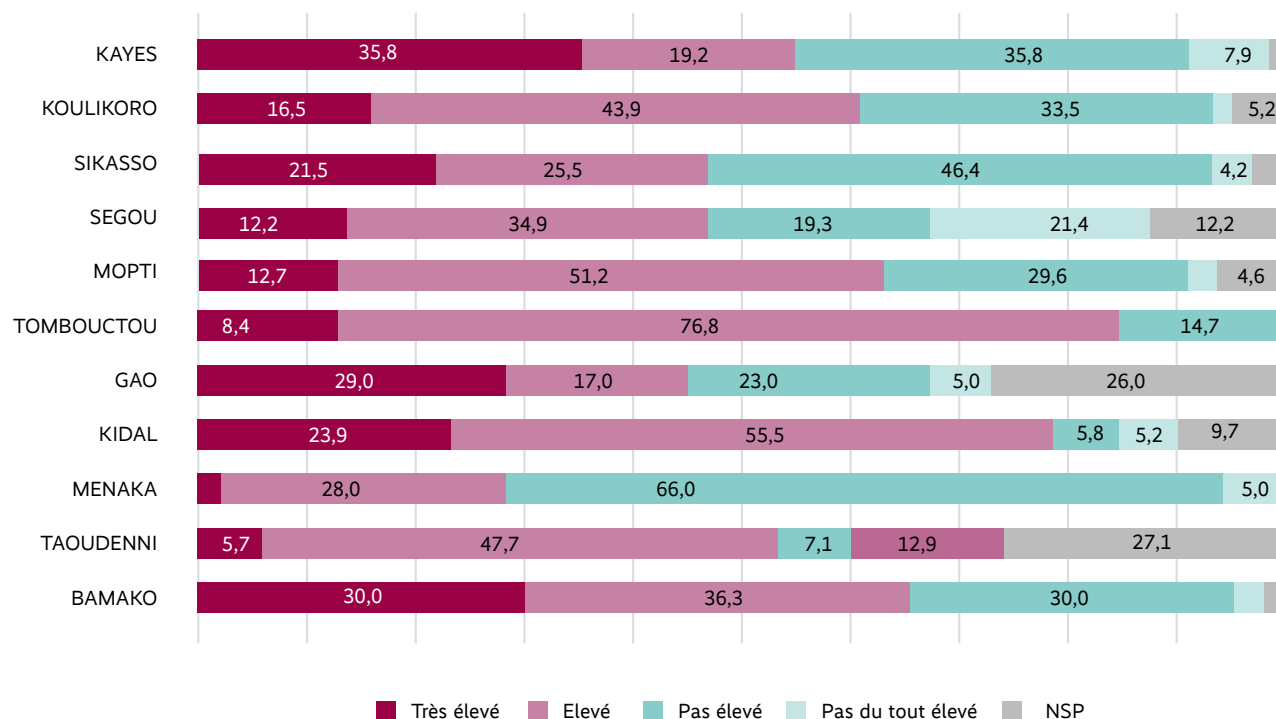
S6Q01. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit Très élevé, Elevé, Pas élevé, Pas du tout élevé ? Toutes les réponses, n = 2220

Le niveau de la corruption est diversement apprécié selon les régions. Toutefois, dans la région de Ménaka, plus de

sept personnes sur dix (71,0%) pensent que la corruption n'est pas élevée au Mali (figure 70).

### Appréciation du niveau de corruption par région

Fig. 70



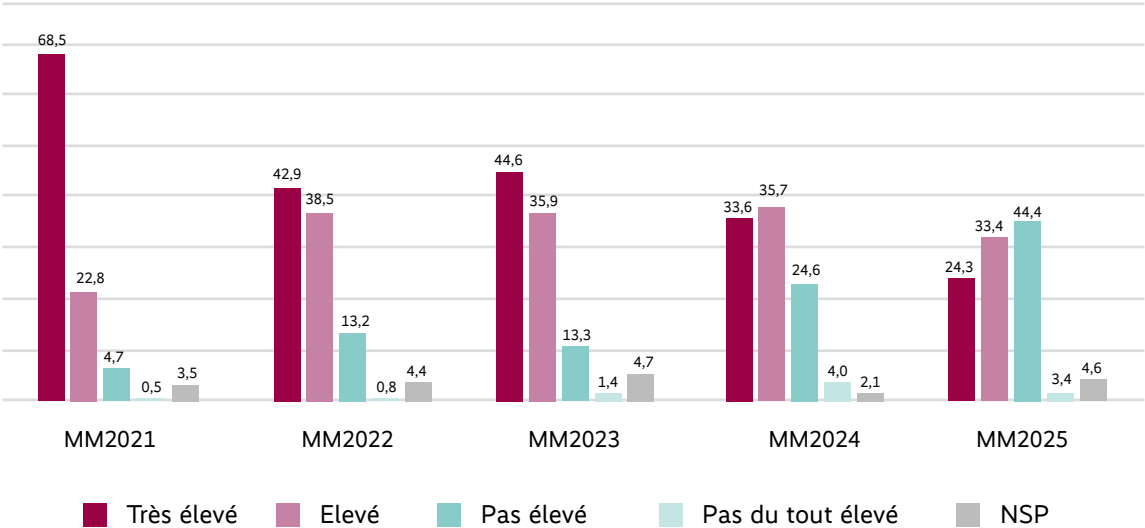
S6Q01. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit Très élevé, Elevé, Pas élevé, Pas du tout élevé ? Toutes les réponses, n = 2220

Le niveau de corruption au Mali connaît une évolution décroissante depuis 2021 (figure 71). En effet, la proportion de Malien.ne.s trouvant le niveau de corruption élevé au Mali est passé de 91,2% en 2021 à 80,5% en 2023 et 70% en

2024 pour atteindre une perception de 57,5% en 2025, soit une baisse de 33,7 points de pourcentage sur la période 2021-2025.

Appréciation du niveau de corruption - Comparaison

Fig. 71



S6Q01. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit Très élevé, Elevé, Pas élevé, Pas du tout élevé ? Comparaison Mali-Mètre 2021-2025.

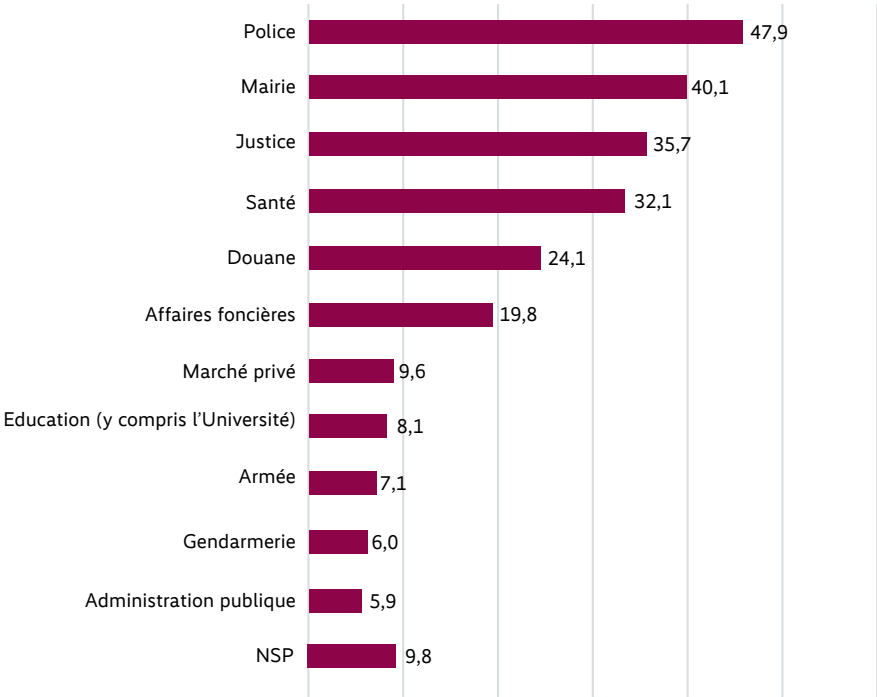
### Domaines concernés par la corruption

Pour les Malien.ne.s interrogées, les principaux domaines touchés par la corruption (figure 72) sont : la police (47,9%),

la Mairie (40,1%), la justice (35,7%), la santé (32,1%), la douane (24,1%), les affaires foncières (19,8%).

Domaines concernés par la corruption

Fig. 72



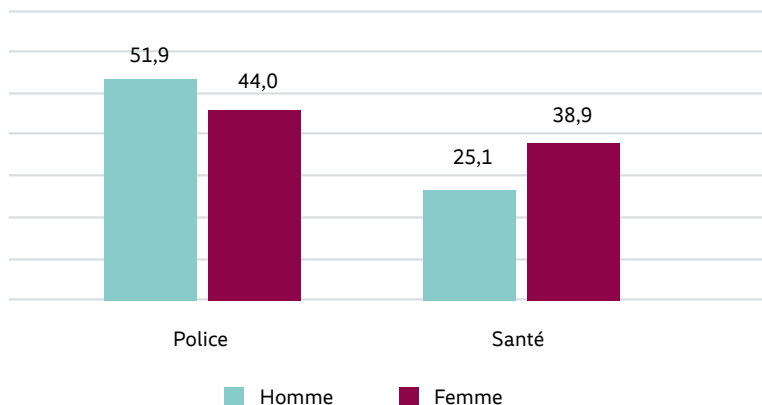
S6Q02. [Domaines concernés par la corruption] Selon vous, quel est le domaine le plus corrompu au Mali ? Quel est le deuxième domaine le plus corrompu ? Quelle est le troisième domaine? Réponses > 5 % , n = 2220

L'analyse suivant le sexe montre que les trois premiers domaines les plus touchés par la corruption restent la police (citée par 51,9% des hommes et 44,0% des femmes), la mairie (citée par 39,7% des hommes et 40,6% des femmes) et le secteur de la justice (citée par 37,4% des hommes et 34,0% des femmes).

Les femmes ont une perception d'un secteur de la santé plus corrompu que les hommes. En revanche, les hommes sont plus nombreux que les femmes à penser à un niveau élevé de la corruption à la police (figure 73).

## Niveau de corruption dans la police et le secteur de la santé par sexe

Fig. 73



S6Q02. [Domaines concernés par la corruption] Selon vous, quel est le domaine le plus corrompu au Mali ? Quel est le deuxième domaine le plus corrompu ? Quelle est le troisième domaine ? Réponses pour "police" et "Santé", n = 2220

Suivant le niveau d'instruction, la police est le premier domaine touché par la corruption, suivie de la justice pour ceux ayant le niveau supérieur (44,2%). Pour les autres

niveaux, la mairie représente le deuxième domaine le plus touché par la corruption.

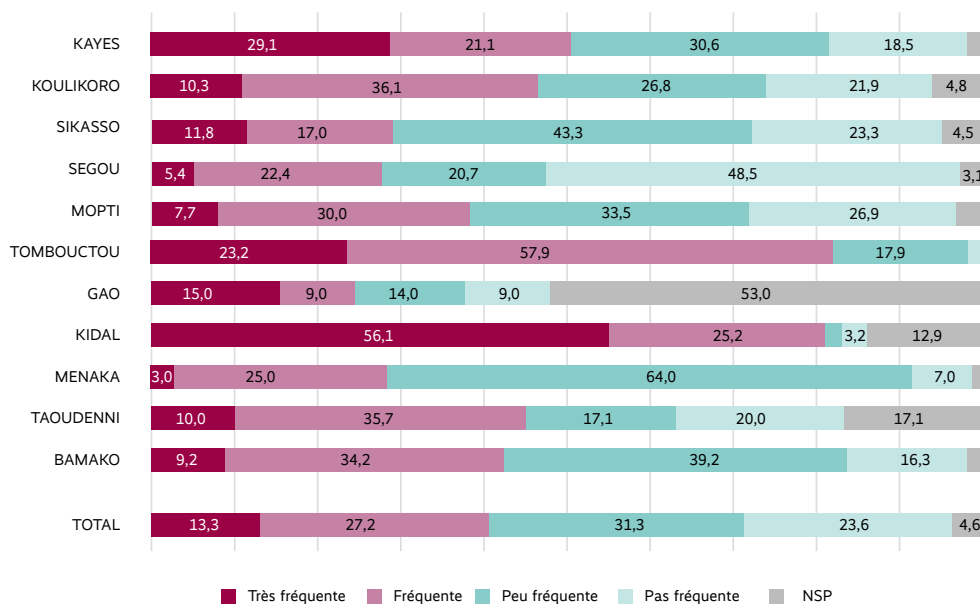
## Fréquence de l'impunité au Mali

Plus de la moitié des citoyen.ne.s pensent que l'impunité n'est pas fréquente au Mali (peu fréquente pour 31,3% et pas fréquente pour 23,6%) contre 40,5% qui pensent le contraire (très fréquente pour 13,3% et fréquente pour 27,2%).

La proportion de Malien.ne.s qui soutient que l'impunité est fréquente au Mali est plus élevée dans les régions de Tombouctou (81,1%) et de Kidal (81,3%) (figure 74).

## Fréquence d'impunité par région

Fig. 74



S6Q03. [Fréquence de l'impunité] Concernant maintenant l'impunité au Mali, pensez-vous que l'impunité soit Très fréquente, Fréquente, Peu fréquente ou Pas fréquente) au Mali ? Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse suivant le niveau d'instruction montre que 39,2% des personnes enquêtées sans aucun niveau et 39,4% de celles ayant le niveau primaire estiment que l'impunité est

fréquente au Mali. Cette statistique est de 43,6% et de 41,9% pour les niveaux secondaire et supérieur.

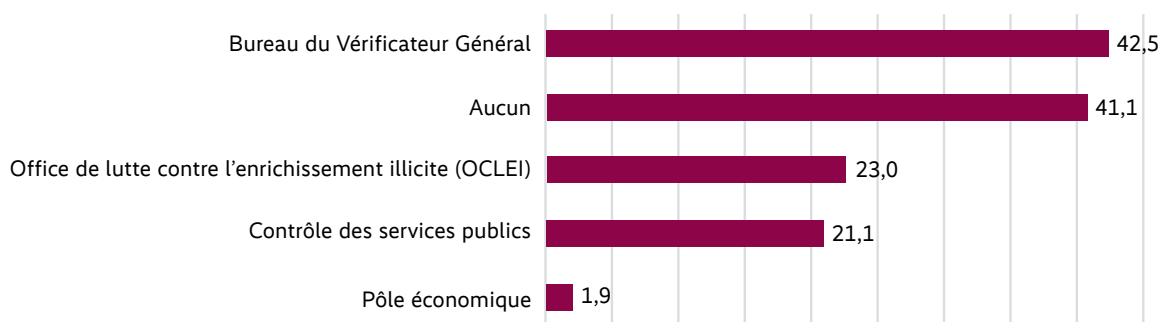
## Connaissance des institutions et services de lutte contre la corruption

Le Bureau du Vérificateur Général est l'institution ou le service en charge de lutter contre la corruption au Mali le plus cité par 42,5% des citoyen.ne.s. Il est suivi de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) avec 23,0%, le contrôle des services publics avec 21,2% .

En revanche, 41% des personnes demandées ne connaissent aucune institution ou service de lutte contre la corruption (figure 75).

### Connaissance des institutions et services de lutte contre la corruption

Fig. 75



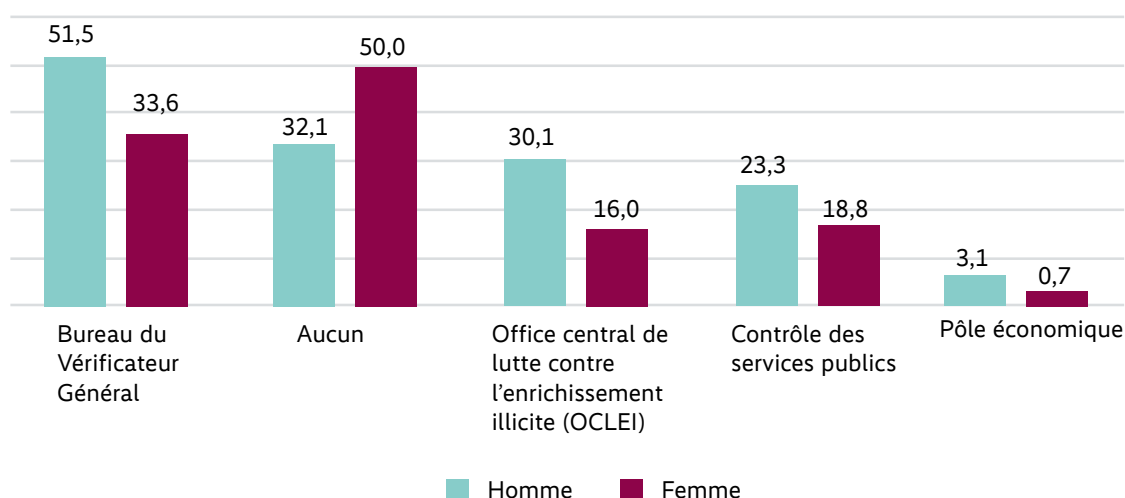
S6Q04. Quelles sont les institutions et services de lutte contre la corruption que vous connaissez ou vous avez entendu parler ? Toutes les réponses, n = 2220

Suivant le sexe, les hommes sont mieux informés de ces organismes que les femmes. Par ailleurs, parmi les personnes ne disposant d'aucune connaissance des institu-

tions et services, le taux des femmes est largement supérieur à celui des hommes (figure 76).

### Connaissance des institutions et services contre la corruption par sexe

Fig. 76



S6Q04. Quelles sont les institutions et services de lutte contre la corruption que vous connaissez ou vous avez entendu parler ? Toutes les réponses, n = 2220

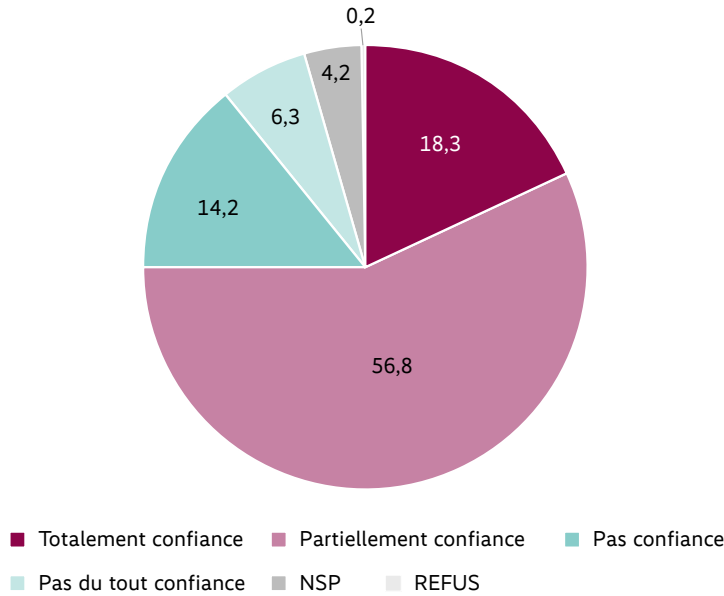
Niveau de confiance en la justice malienne

L'analyse des résultats montre que trois quarts des Maliens ont confiance en la justice malienne (18,3% totalement confiance et 56,8% partiellement confiance) contre deux

sur dix qui n'y font pas confiance (14,2% pas confiance et 6,3% pas du tout confiance) (figure 77).

Fig. 77

Confiance en la justice



S6Q05. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne ? Toutes les réponses, n = 2220

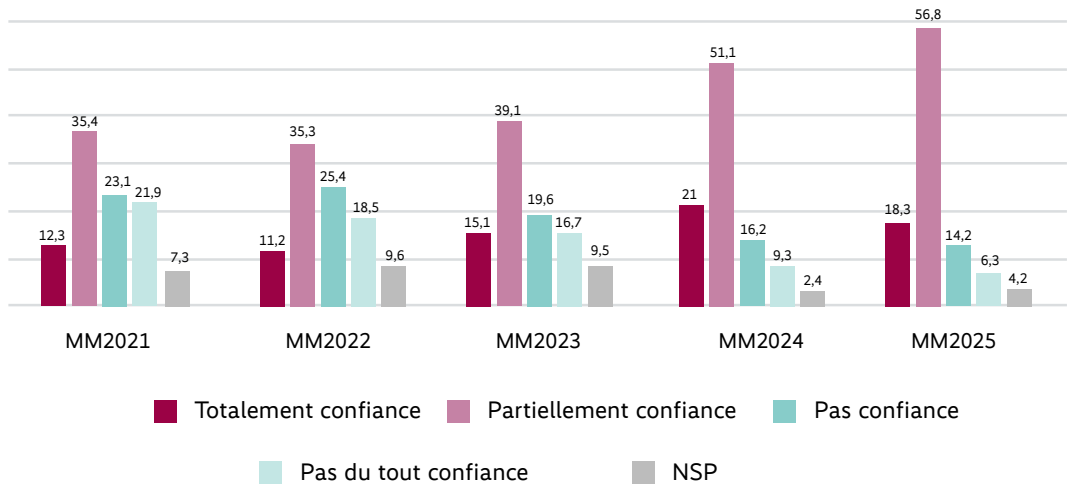
Le niveau de confiance en la justice malienne diminue avec le niveau d'instruction : aucun (77,1%), primaire (76,9%), secondaire (73,7%), supérieur (66,9%).

progression ces dernières années, passant de 47,7% en 2021 à 75,1% en 2025. Ce qui correspond à une hausse de 27,4 points de pourcentage sur ces cinq dernières années (figure 78).

Le niveau de confiance en la justice malienne est en nette

Fig. 78

Confiance en la justice - Comparaison



S6Q05. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne ? Comparaison Mali-Mètre 2021-2025

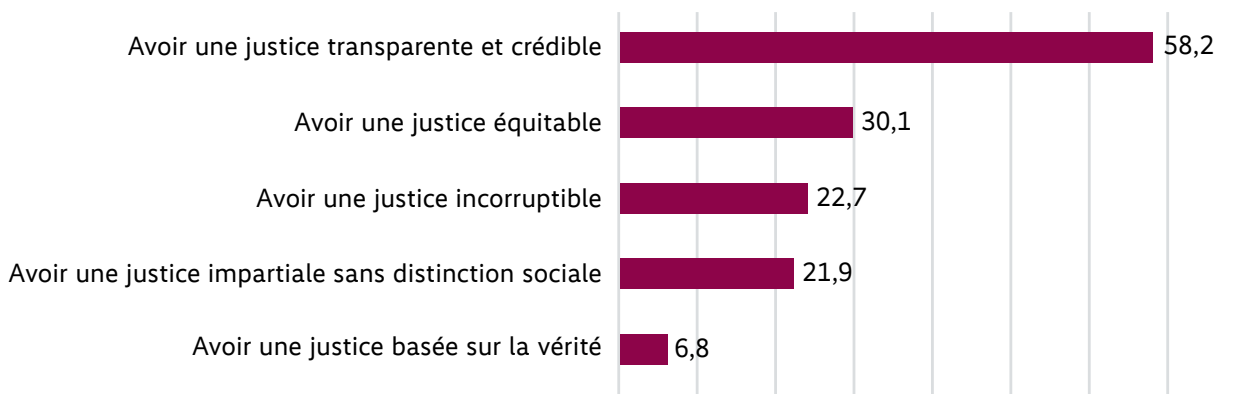
## Principales attentes par rapport à la justice malienne

Avoir une justice transparente et crédible est la principale attente des Maliens à l'égard de la justice mentionnée par 58,2% des personnes enquêtées. Elle est suivie d'une

justice équitable (30,1%), d'une justice incorruptible (22,7%), d'une justice impartiale sans distinction sociale (21,9%) (figure 79).

### Attentes par rapport à la justice

Fig. 79



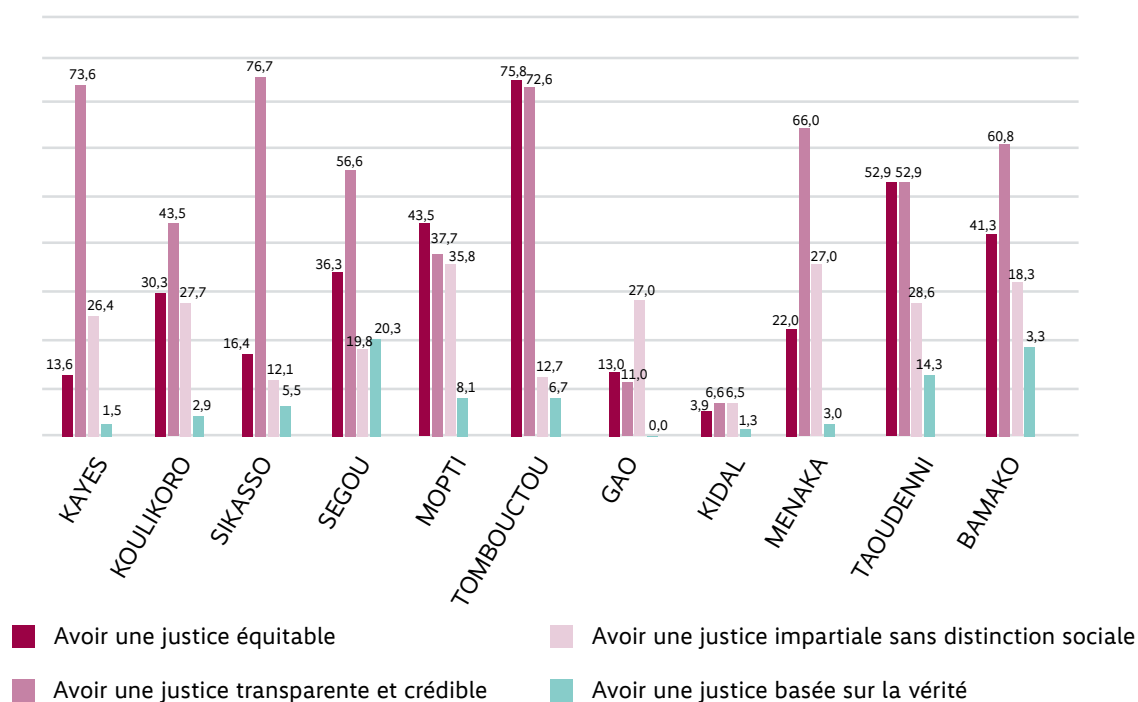
S6Q06. Quelles sont vos attentes par rapport à la justice ? Réponses > 6 %, n = 2220

Si avoir une justice transparente et crédible est la principale attente des populations dans la plupart des régions, avoir une justice incorruptible et une justice impartiale sans

distinction sociale sont les principales attentes des populations des régions de Kidal et de Gao avec respectivement par 68,4% et 27,0% des populations enquêtées (figure 80).

### Attentes par rapport à la justice par région

Fig. 80



S6Q06. Quelles sont vos attentes par rapport à la justice ? Réponses > 6 %, n = 2220

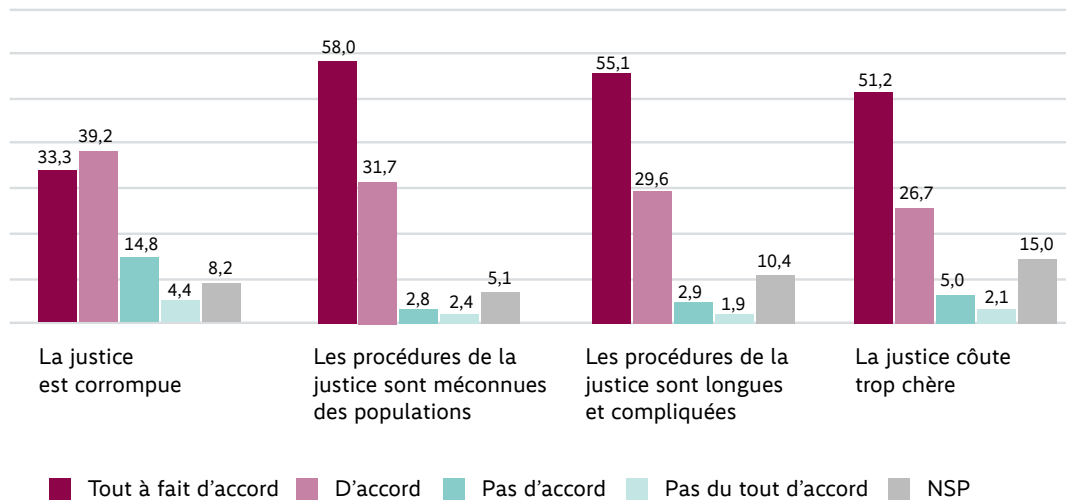
## Appréciation de la justice malienne

Pour près de neuf Maliens sur dix les procédures de la justice sont méconnues des populations (58,0% tout à fait d'accord et 31,7% d'accord) ; plus de huit personnes sur dix trouvent que les procédures de la justice sont longues et compliquées (55,1% tout à fait d'accord et 29,6% d'accord).

Enfin, plus de sept personnes sur dix estiment que la justice malienne est corrompue (33,3% tout à fait d'accord et 39,2% d'accord) ou que la justice malienne coûte cher (51,2% tout à fait d'accord et 26,7% d'accord) (figure 81).

Fig. 81

### Opinions sur le système judiciaire



S6Q07A-D. Je vais affirmer des choses, dites-moi si vous êtes : Tout à fait d'accord ; D'accord ; Pas d'accord ou Pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes. Toutes les réponses, n = 2220

## 2.

## Principaux résultats de l'étude

### 2.7.

## Perspectives

Nonobstant les défis multiformes auxquels sont confrontées les populations, les Malien.ne.s restent optimistes et confiant.e.s en l'avenir ; ils/elles renouvellent leurs intentions de vote aux prochaines élections. Leurs souhaits pour le Mali restent tributaires du retour de la paix et de la sécurité, de l'emploi pour les jeunes, de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire.

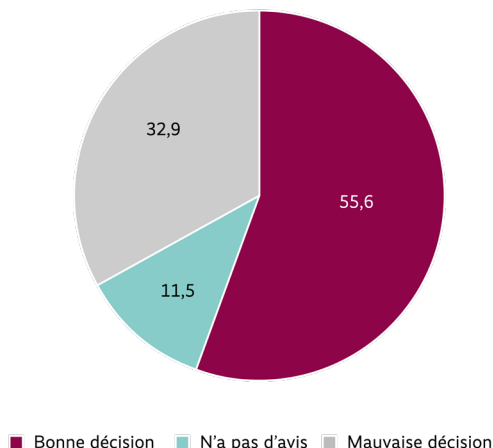
## Appréciation de la décision du report des élections

L'analyse des résultats montre que, pour plus de la moitié (55,6%) des Maliens, le maintien des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement est une bonne

décision ; toutefois, cet avis n'est pas partagé par un tiers (32,9%) des personnes enquêtées. Le taux des personnes sans avis sur la question est de 11,5% (figure 82).

Fig. 82

### Opinion sur l'inscription des élections dans la feuille de route



S7Q01. A quel niveau apprécierez-vous l'inscription des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2220

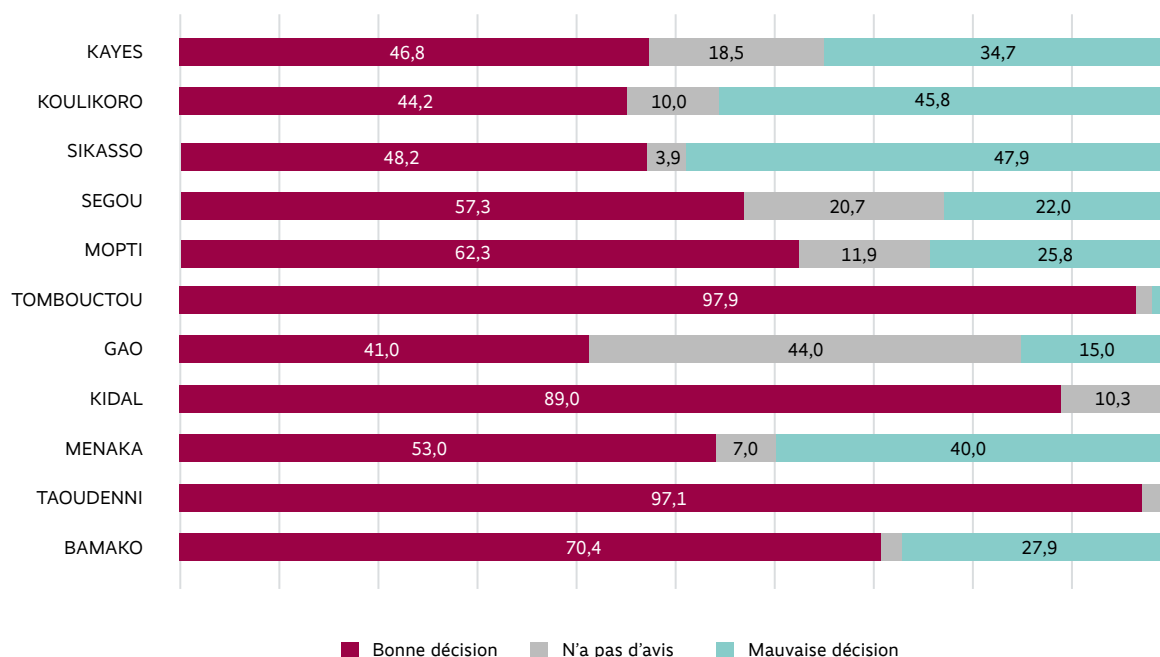
Le niveau d'acceptation de cette décision du maintien des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement est très variable selon les régions.

On note une tendance particulière à Tombouctou (97,9%) et Taoudenni (97,1%) où la quasi-totalité de la population

apprécie cette décision. Les régions de Koulikoro (45,8%), Sikasso (47,8%) et Ménaka (40%) sont celles où le maintien des élections dans la feuille de route n'est pas considéré comme une bonne décision (figure 83).

Fig. 83

### Opinion sur l'inscription des élections dans la feuille de route par région



S7Q01. A quel niveau apprécierez-vous l'inscription des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2220

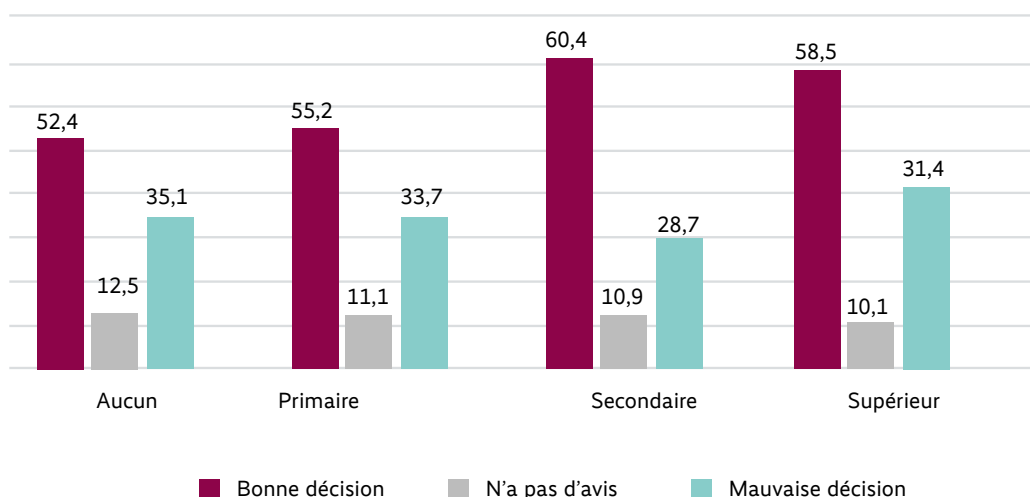
Toutes les catégories d'âge apprécient, dans leur majorité, cette décision du maintien des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement. Ce sont les personnes âgées de plus de 56 ans qui, à 36%, ne soutiennent pas cette décision contre environ 32% des autres catégories d'âge.

Si l'appréciation de la décision du maintien des élections

dans la feuille de route du nouveau gouvernement reste l'avis majoritaire quel que soit le niveau d'étude, la tendance de cette appréciation augmente aussi avec le niveau d'étude : près de 3 sur 5 personnes ayant au moins le niveau secondaire sont de cet avis contre respectivement 55 et 52% pour le niveau primaire et aucun niveau d'étude (figure 84).

## Opinion sur l'inscription des élections dans la feuille de route par niveau d'instruction

Fig. 84



S7Q01. A quel niveau appréciez-vous l'inscription des élections dans la feuille de route du nouveau gouvernement au Mali ?  
Toutes les réponses, n = 2220

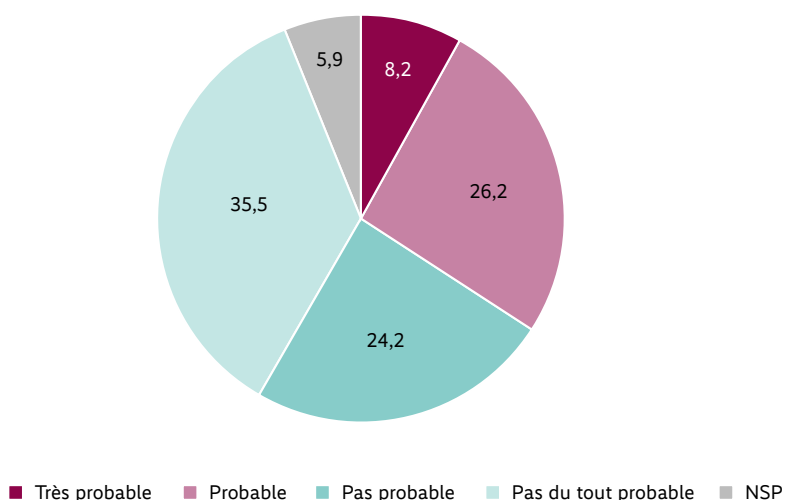
## Intention de la tenue des élections en 2025

Quant à la tenue des élections en 2025 (figure 85), trois Malien.ne.s sur cinq pensent que cela soit improbable (24,2% pas probable et 35,5% pas du tout probable). En re-

vanche, un peu plus d'un tiers (34,4%) d'entre eux/elles pensent que les élections se tiendront effectivement en 2025 (8% très probable et 26% probable).

## Probabilité des élections en 2025

Fig. 85



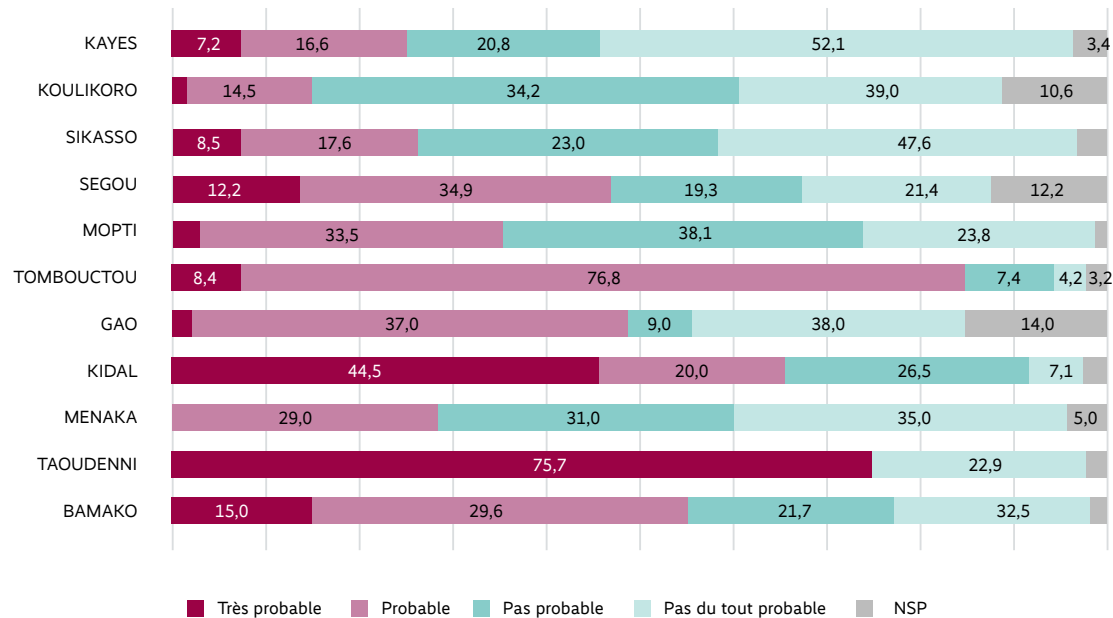
S7Q02. Indépendamment de votre souhait, à quel degré, pensez-vous qu'il soit probable que le gouvernement organise les élections en 2025 ?  
Toutes les réponses, n = 2220

Les avis sur cette question sont très partagés selon les régions (figure 86). Alors que près de neuf sur dix personnes à Tombouctou et Taoudenni pensent que les élections se tiendront en 2025, seulement 16% à Koulikoro, 23,7% à

Kayes et 26% à Sikasso sont de cet avis. Cette probabilité de tenue des élections en 2025 est aussi relativement élevée à Kidal (64,7%) et, dans une moindre mesure, à Ségou (47%) et Bamako (44,5%).

Fig. 86

### Probabilité des élections en 2025 par région



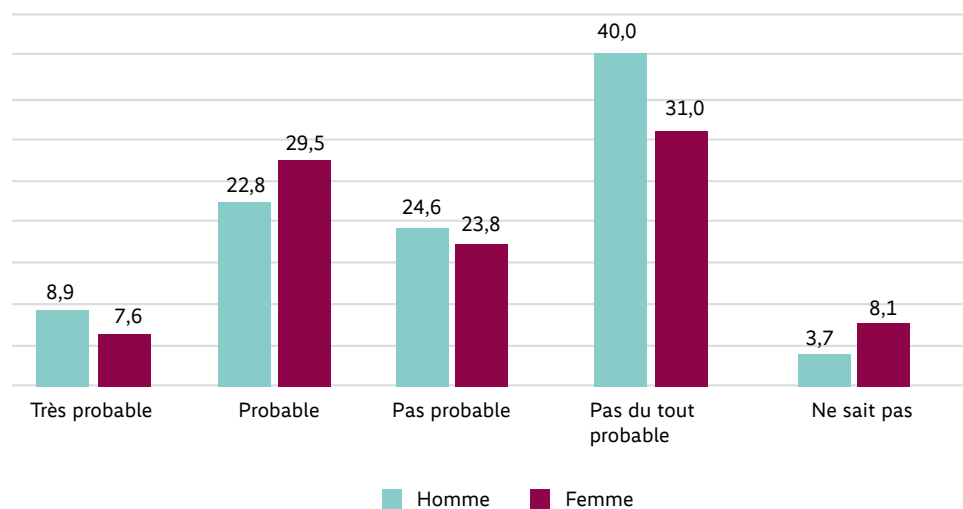
S7Q02. Indépendamment de votre souhait, à quel degré, pensez-vous qu'il soit probable que le gouvernement organise les élections en 2025 ?  
Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse de cette question par sexe montre que les femmes sont relativement plus optimistes (37% avec 7,6% très probable et 29,5% probable) que les hommes (31% avec 8,9% très probable et 22,8% probable) quant à l'organisation des élections en 2025.

Il faut noter tout de même que les femmes sont plus nombreuses à déclarer ne pas avoir d'avis sur la question : 8% des femmes contre 3,7% des hommes (figure 87).

Fig. 87

### Probabilité des élections en 2025 par sexe



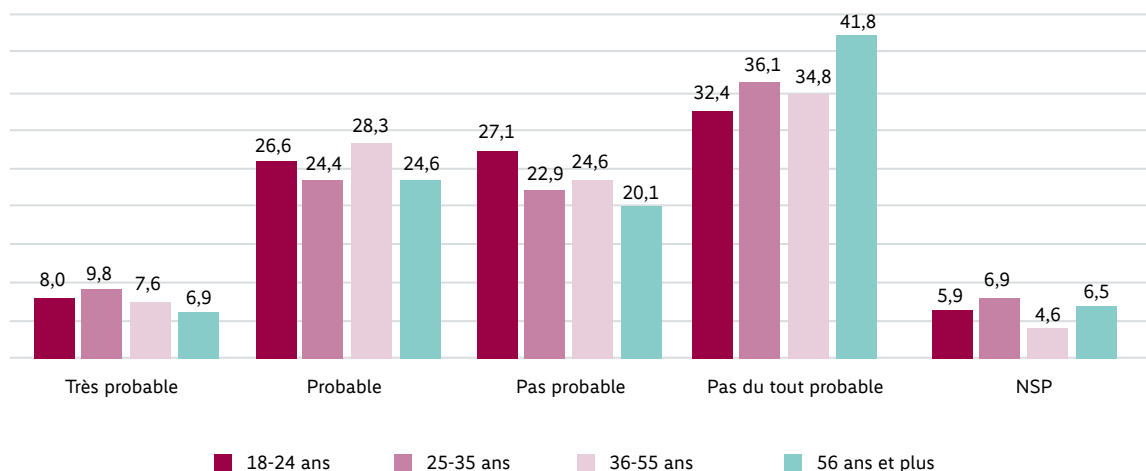
S7Q02. Indépendamment de votre souhait, à quel degré, pensez-vous qu'il soit probable que le gouvernement organise les élections en 2025 ?  
Toutes les réponses, n = 2220

Toutes les catégories d'âge sont, dans leur majorité, d'avis que les élections n'auront pas lieu en 2025. On note une relative augmentation de cette tendance pour les per-

sonnes âgées de plus 56 ans. En effet, 62% de ces dernières sont d'avis que les élections ne se tiendront pas en 2025 contre 59% pour les autres catégories d'âge (figure 88).

### Probabilité des élections en 2025 par âge

Fig. 88



S7Q02. Indépendamment de votre souhait, à quel degré, pensez-vous qu'il soit probable que le gouvernement organise les élections en 2025 ? Toutes les réponses, n = 2220

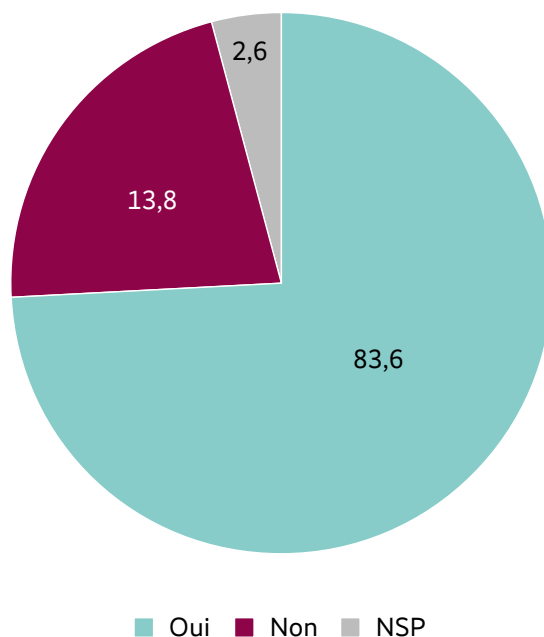
### Intention de vote aux prochaines élections

Sur les intentions de vote en cas des élections, la majorité des Malien.ne.s affirment qu'ils/elles participeront au vote :

83,6% ont l'intention de voter si les élections sont organisées contre 13,8% qui n'ont pas cette intention (figure 89).

### Intention de voter aux prochaines élections

Fig. 89



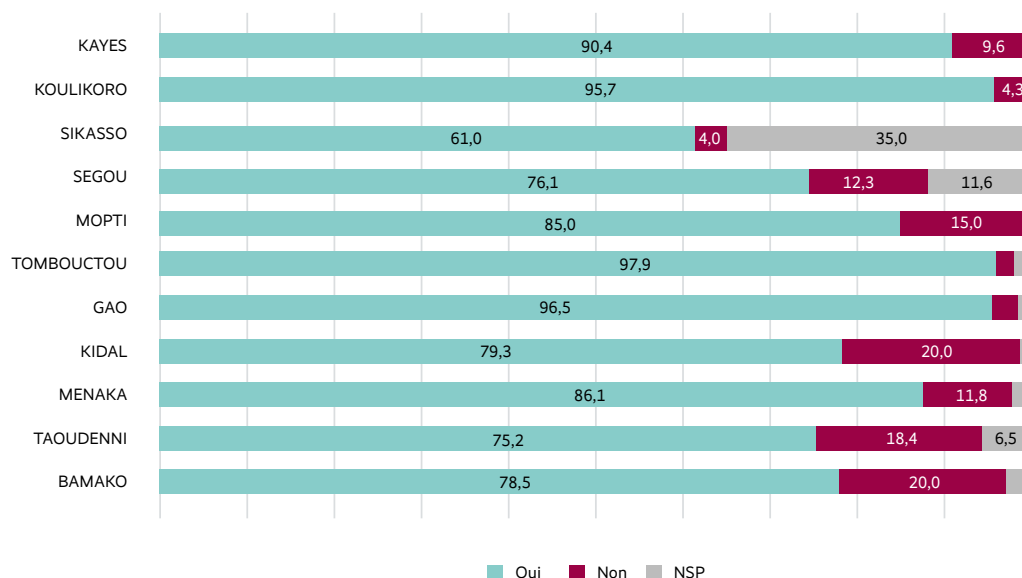
S7Q03. Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ? Toutes les réponses, n = 2220

L'analyse par région montre que, dans toutes les régions, la majorité de la population a l'intention de se mobiliser pour les élections. Cependant, Ménaka enregistre le plus faible taux d'intention avec 61% de la population qui ont déclaré

leur intention de vote aux prochaines échéances électorales. Dans cette région, un nombre élevé des personnes (35%) ne se sont pas prononcées sur cette question (figure 90).

### Intention de voter aux prochaines élections par région

Fig. 90



S7Q03. Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ? Toutes les réponses, n = 2220

Par sexe, les résultats montrent que l'intention de vote est légèrement plus élevée chez les hommes (84,6%) que les femmes (82,6%).

Quant à l'analyse par âge, les personnes âgées de 36 à 55 ans ont plus l'intention de se mobiliser pour les élections que les autres catégories d'âge : 88% de cette tranche d'âge contre 82,7% pour les personnes âgées de 56 ans et plus.

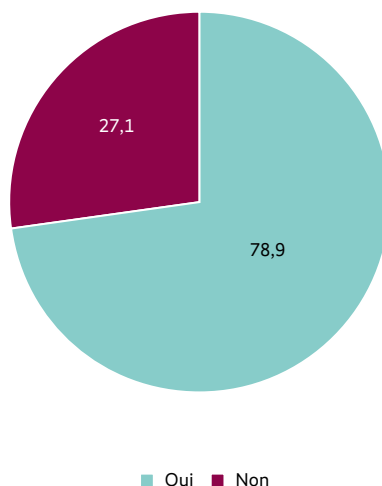
### Possession d'une carte NINA ou d'une carte biométrique

L'enquête a révélé que plus de sept Maliens sur dix (72,9%) possèdent une carte Nina ou une carte biométrique

contre 27% qui n'en possèdent pas (figure 91).

### Possession d'une carte NINA ou d'une carte biométrique

Fig. 91



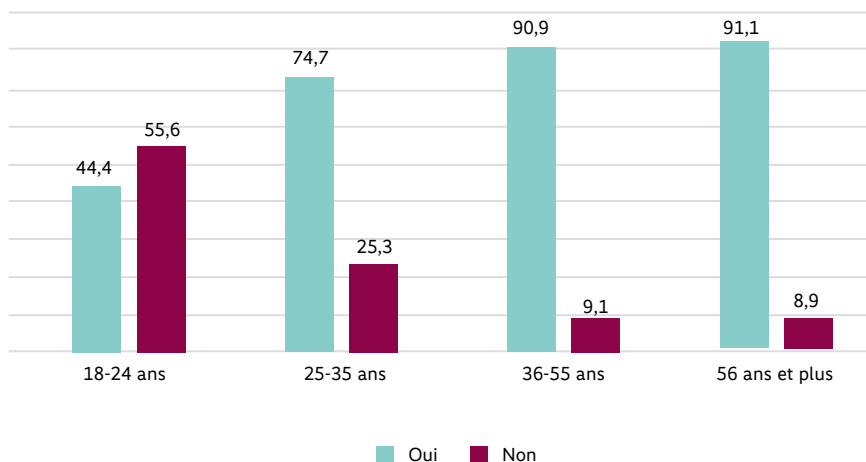
S7Q04. Est-ce que vous avez une carte NINA ou une carte biométrique ? Toutes les réponses, n = 2220

Le taux de possession des cartes Nina ou cartes biométriques évolue fortement en fonction de l'âge. Moins de la moitié (44,4%) des jeunes de 18 à 24 ans possèdent une

carte Nina ou une carte biométrique contre 74,7% pour ceux de 25 à 35 ans et 91% pour plus de 35 ans (figure 92).

### Possession d'une carte NINA ou d'une carte biométrique par âge

Fig. 92



S7Q04. Est-ce que vous avez une carte NINA ou une carte biométrique ? Toutes les réponses, n = 2220

Le taux de possession de cartes Nina ou carte biométrique est évalué à 83,9% pour les personnes du niveau supérieur contre 61,4% pour celles du niveau secondaire. Pour les au-

tres niveaux, 79,1% des personnes n'ayant aucun niveau d'étude possèdent une carte Nina ou une carte biométrique contre 68,2% de celles ayant le niveau primaire.

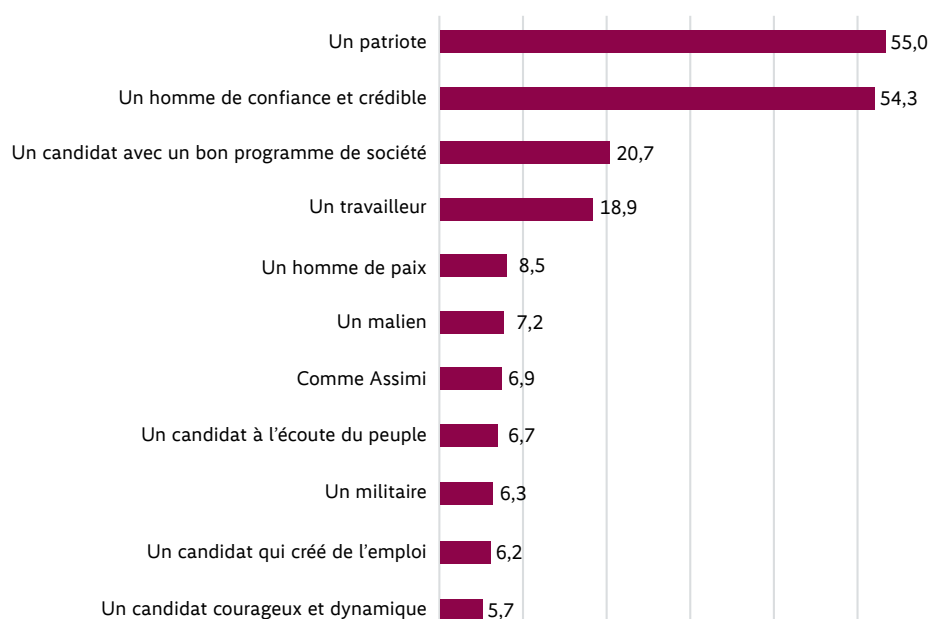
### Principaux critères pour le choix d'un candidat ou une candidate à l'élection présidentielle

Pour le choix d'un candidat à la prochaine présidentielle, les principaux critères que les Malien.ne.s jugent importants sont : un patriote (55%) ; la confiance et la crédibilité

du candidat (54,3%) ; le programme de développement proposé par le candidat (25 %) et un candidat travailleur (18%) (figure 93).

### Critères de choix d'un.e candidat.e

Fig. 93



S7Q05. Selon vous, pour l'élection présidentielle à venir, quels doivent être les trois principaux critères qui détermineront votre choix de vote pour un candidat ou une candidate ? Réponses > 5 %, n = 2220

Par région, à Bamako, Ségou et Mopti, plus de deux tiers de la population choisiraient le candidat le plus patriote, environ 9 sur 10 (89,5%) des citoyen.ne.s résident.e.s de Tombouctou exigeraient un candidat de confiance et crédible. Ce critère est aussi valable pour plus de la moitié des

résident.e.s de Kayes (61,9%) ; Koulikoro (54,5%), Sikasso (58,5%), Ségou (56,3%) et Mopti (55,4%). A Bamako (36,7%) et à Gao (35%), plus d'un tiers de la population choisirait le candidat selon son programme de développement (tableau 5).

### Critères de choix d'un.e candidat.e par région

Tab. 5

|                                                    | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO  | KIDAL | MENAKA | TAOUDENNI | BAMAKO |
|----------------------------------------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|------|-------|--------|-----------|--------|
| Un patriote                                        | 51,3  | 48,7      | 47,9    | 66,1  | 76,2  | 25,3       | 23,0 | 13,5  | 61,0   | 18,6      | 71,3   |
| Un homme de confiance et crédible                  | 61,9  | 54,5      | 58,5    | 56,3  | 55,4  | 89,5       | 9,0  | 1,9   | 21,0   | 37,1      | 44,2   |
| Un candidat avec un bon programme de développement | 5,7   | 14,2      | 28,8    | 15,3  | 21,9  | 20,0       | 35,0 | 13,5  | 22,0   | 28,6      | 36,7   |
| Un travailleur                                     | 13,6  | 18,1      | 20,0    | 30,5  | 18,5  | 26,3       | 8,0  | 0,6   | 25,0   | 10,0      | 12,9   |
| Un homme de paix                                   | 0,4   | 5,8       | 10,0    | 16,9  | 16,5  | 7,4        | 8,0  | 18,1  | 29,0   | 44,3      | 0,4    |
| Un malien                                          | 6,0   | 11,3      | 7,0     | 6,4   | 1,9   | 8,4        | 2,0  | 58,7  | 7,0    | 0         | 5,8    |
| Comme Assimi                                       | 12,8  | 13,2      | 3,6     | 1,4   | 15,4  | 0          | 0    | 0     | 0      | 0         | 2,5    |
| Un candidat à l'écoute du peuple                   | 12,5  | 2,9       | 5,5     | 11,9  | 4,6   | 7,4        | 12,0 | 1,3   | 3,0    | 1,4       | 2,1    |
| Un militaire                                       | 15,1  | 6,5       | 6,1     | 4,4   | 3,8   | 0          | 4,0  | 0,6   | 4,0    | 5,7       | 4,2    |
| Un candidat qui crée de l'emploi                   | 1,5   | 7,1       | 9,7     | 10,5  | 2,7   | 0          | 18,0 | 7,1   | 16,0   | 12,9      | 0,4    |
| Un candidat courageux et dynamique                 | 1,5   | 0,6       | 12,4    | 8,8   | 1,5   | 17,9       | 0    | 4,5   | 5,0    | 10,0      | 4,2    |

S7Q05. Selon vous, pour l'élection présidentielle à venir, quels doivent être les trois principaux critères qui détermineront votre choix de vote pour un candidat ou une candidate ? Toutes les réponses, n = 2220

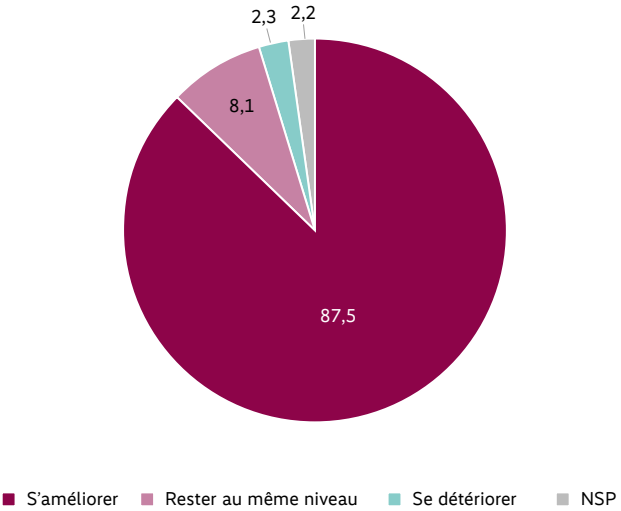
### Projection du Mali dans les six prochains mois

En ce qui concerne la projection dans le futur, près de neuf Malien.ne.s sur 10 (87,5%) pensent que la situation du pays va s'améliorer au cours des six prochains mois contre 8%

qui pensent que la situation restera la même et 2,2% qui projettent une détérioration de la situation générale du pays (figure 94).

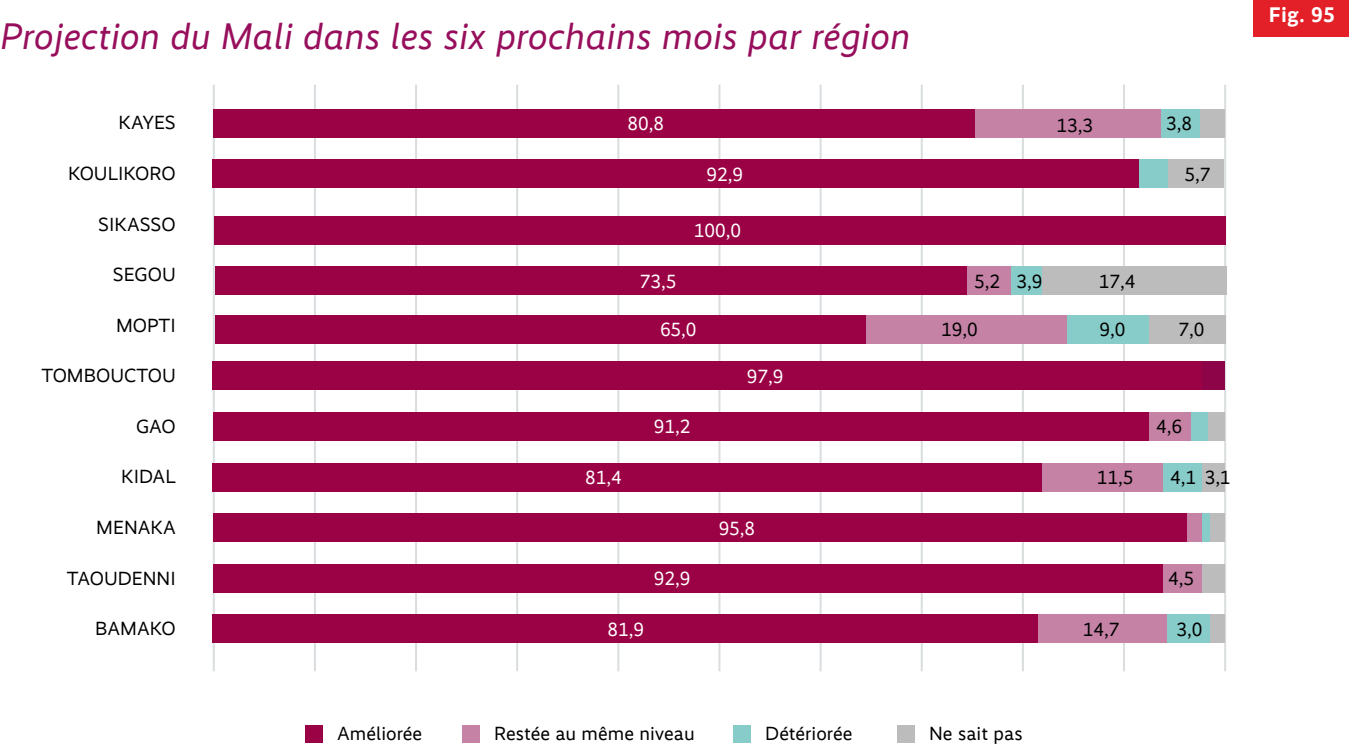
### Projection du Mali dans 6 mois

Fig. 94



S7Q06. [Projection Mali dans 6 mois] Prenons le Mali dans son ensemble : diriez-vous qu'au cours des 6 prochains mois la situation générale du Mali va-t-elle s'améliorer, Rester au même niveau ou se détériorer ? Toutes les réponses, n = 2220

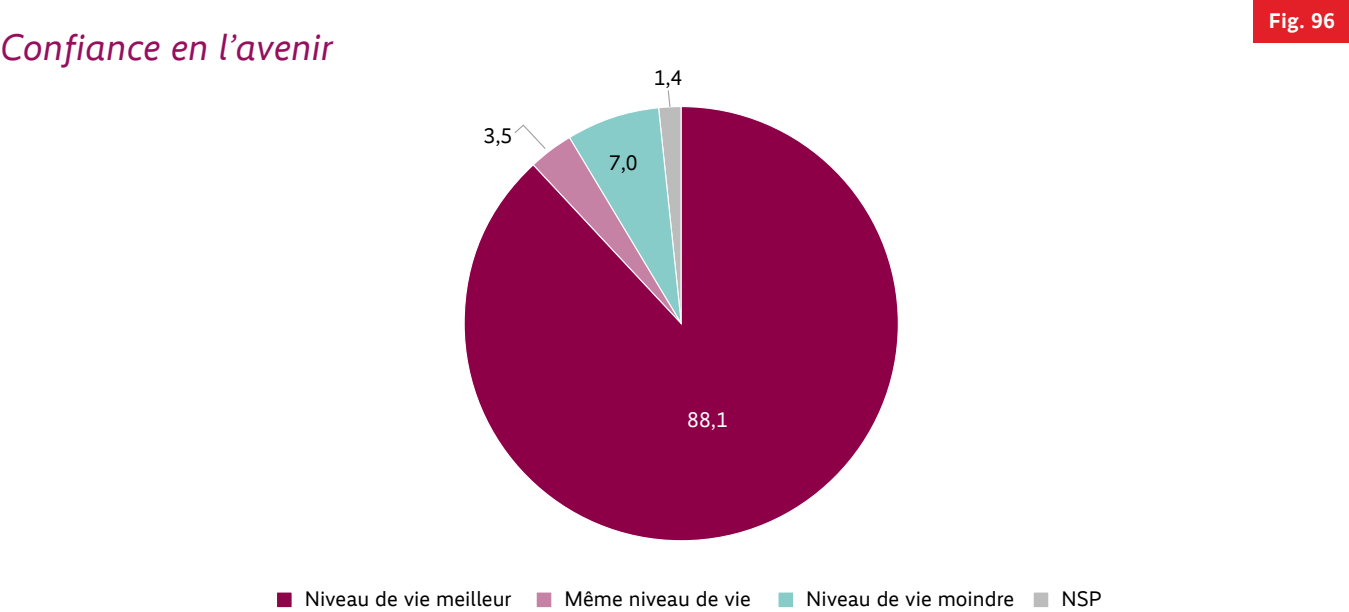
Une amélioration de la situation du pays reste l'avis majoritaire dans toutes les régions. Toutefois, les populations de
 Gao (65%) et Kidal (73,5%) semblent moins optimistes (figure 95).



S7Q06. [Projection Mali dans 6 mois] Prenons le Mali dans son ensemble : diriez-vous qu'au cours des 6 prochains mois la situation générale du Mali va-t-elle s'améliorer, Rester au même niveau ou se détériorer ? Toutes les réponses, n = 2220

### Perception du niveau de vie des enfants dans l'avenir

Près de neuf Malien.ne.s sur 10 (88,1%) ont confiance en un avenir meilleur pour leurs enfants contre 7% qui pensent le
 contraire et 3,5% qui projettent que le niveau de vie sera le même dans le futur (figure 96).



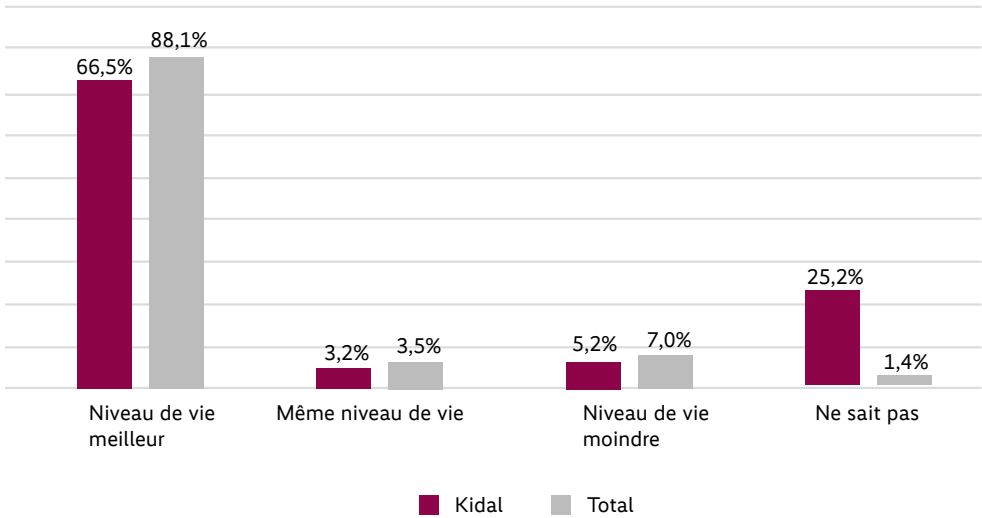
S7Q07. [Confiance en l'avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ? Toutes les réponses, n = 2220

Dans toutes les régions, la majorité des citoyen.ne.s projettent un niveau de vie meilleur dans l'avenir avec les plus

basses proportions enregistrées à Kidal (66,5%) et Gao (56%) (figure 97).

Fig. 97

Confiance en l'avenir à Kidal



S7Q07. [Confiance en l'avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ? Toutes les réponses, n = 19

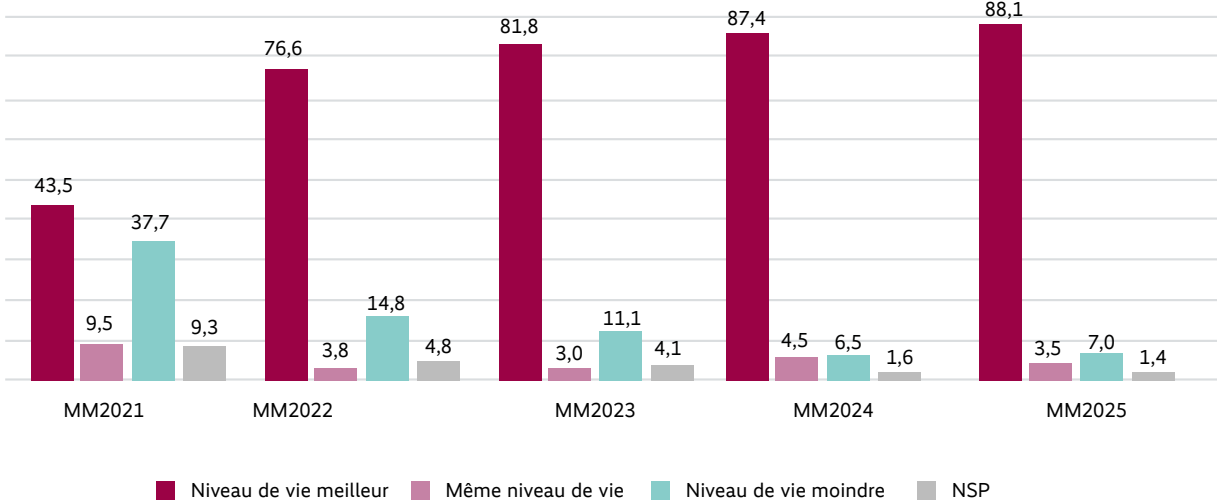
Sur cette question de confiance en l'avenir, les femmes sont plus optimistes que les hommes : 90% des femmes contre 86% des hommes.

On ne note pas de différence significative par rapport à

l'année dernière (87,4% en 2024 et 88,1% en 2025). La proportion de parents qui pensent que leurs enfants auront un meilleur niveau de vie est passé de 43,5% en 2021 à 88,1% en 2025, soit une progression de 44,6 points de pourcentage (figure 98).

Fig. 98

Confiance en l'avenir - Comparaison



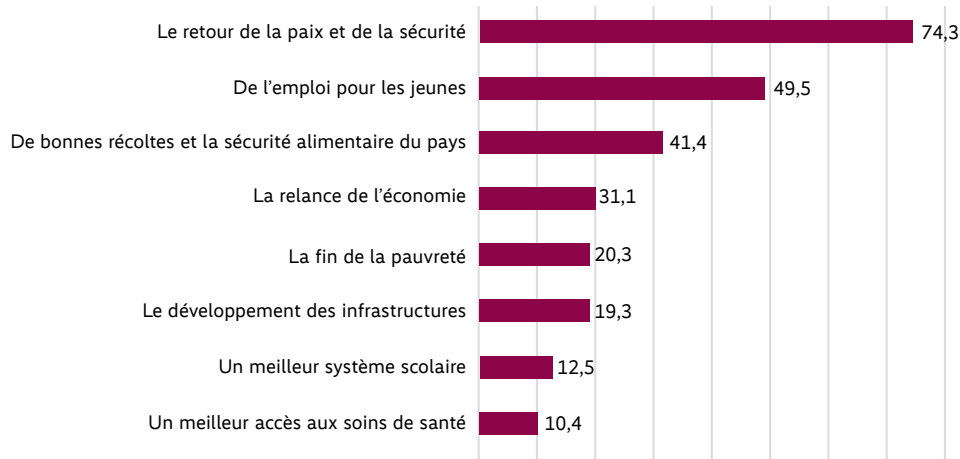
S7Q07. [Confiance en l'avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ? Comparaison Mali-Mètre 2021-2025.

Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir

Les souhaits des Malien.ne.s sont relatifs au retour de la paix et de la sécurité (73%) ; à l'emploi pour les jeunes (49,5 %) ; à de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire dans le pays (41,4%) ; à la relance de l'économie (31%) ; à la fin de la pauvreté (20,3%) et le développement des infra-structures (19%) (figure 99).

Les grand souhaits pour le Mali dans l'avenir

Fig. 99



S7Qo8. [Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir] J'aimerais savoir quel est votre plus grand souhait pour le Mali pour l'avenir ? Réponses > 10 %, n = 2220

L'analyse de cette question par région montre que le retour de la paix et de la sécurité est le premier souhait dans toutes les régions (plus de 60%). Cette proportion est plus élevée dans les régions dites du Nord, notamment Ménaka (100%) ; Taoudéni (95,7%) ; Tombouctou (96,8%) et Kidal (97%) (tableau 6).

Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir par région

Tab. 6

|                                                      | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO  | KIDAL | MENAKA | TAOUDENNI | BAMAKO |
|------------------------------------------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|------|-------|--------|-----------|--------|
| Un meilleur accès aux soins de santé                 | 7,9   | 11,0      | 17,3    | 7,8   | 10,0  | 12,6       | 1,0  | 1,9   | 18,0   | 14,3      | 7,5    |
| Un meilleur système scolaire                         | 14,0  | 13,5      | 18,8    | 12,2  | 9,2   | 12,6       | 7,0  | 2,6   | 9,0    | 1,4       | 5,8    |
| Le développement des infrastructures                 | 28,3  | 19,0      | 19,4    | 10,8  | 15,8  | 7,4        | 21,0 | 14,8  | 16,0   | 11,4      | 25,8   |
| La fin de la pauvreté                                | 14,3  | 24,5      | 21,8    | 19,3  | 18,5  | 47,4       | 33,0 | 32,9  | 3,0    | 25,7      | 10,4   |
| La relance de l'économie                             | 19,6  | 44,2      | 17,9    | 49,5  | 42,3  | 21,1       | 6,0  | 32,3  | 33,0   | 14,3      | 26,7   |
| De bonne recoltes et la sécurité alimentaire du pays | 61,5  | 30,3      | 47,6    | 41,7  | 37,3  | 9,5        | 19,0 | 21,9  | 17,0   | 15,7      | 48,8   |
| De l'emploi pour les jeunes                          | 54,7  | 58,1      | 39,4    | 62,7  | 30,4  | 46,3       | 52,0 | 31,6  | 36,0   | 58,6      | 47,9   |
| Le retour de la paix et de la sécurité               | 72,1  | 61,6      | 65,2    | 70,2  | 89,6  | 96,8       | 87,0 | 97,4  | 100,0  | 95,7      | 84,6   |

S7Qo8. [Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir] J'aimerais savoir quel est votre plus grand souhait pour le Mali pour l'avenir ? Toutes les réponses, n = 2220

Le retour de la paix et de la sécurité est le premier souhait pour le Mali selon toutes les catégories d'âge. On note que plus l'âge augmente, plus le retour de la sécurité et de la paix est cité comme le premier souhait pour le Mali. De

même, la relance économique apparaît plus comme souhait pour le Mali chez les jeunes que chez les personnes âgées.

### 3.

## Approche méthodologique

### Population et technique d'échantillonnage

#### Population cible et échantillonnage

La population cible est l'ensemble des personnes âgées de 18 ans ou plus qui se trouvent dans les capitales régionales, y compris le District de Bamako au moment de l'enquête.

Le sondage est donc représentatif au niveau des capitales régionales et du District de Bamako. Dans l'interprétation des données, « la population, les citoyen(ne)s ou les Malien.ne.s » font référence à l'ensemble de la population des capitales régionales et du District de Bamako.

La taille de l'échantillon est fixée suivant la formule d'estimation d'une proportion. Cependant, la taille finale de l'échantillon tient compte de deux autres aspects :

- l'ajustement des régions à faible poids : Certaines régions comme Ménaka et Taoudenni auront des tailles un peu trop faibles lorsqu'on applique une répartition proportionnelle de l'échantillon entre les régions ; il faut donc un ajustement positif en faveur des régions à faible poids ;
- l'anticipation de la non-réponse : Un des aspects importants des enquêtes par sondage est l'anticipation de la non-réponse. A titre d'exemple, si nous partons exactement sur la base de 1000 personnes à enquêter, il est probable

qu'à la fin des opérations de terrain qu'on ait moins de 1000 questionnaires (questionnaires incomplets, questionnaires mal remplis, etc.) Pour éviter cela, nous avons procédé à une majoration d'environ 5% de la taille de l'échantillon initial.

La formule de la taille de l'échantillon pour l'estimation d'une proportion se présente comme suit :

$$n = \frac{p(1-p)t_{\alpha}^2}{d^2}$$

où :

$p$  : est la proportion de la principale variable recherchée. Eu égard à la formule précédente, fixer le  $P$  à 50% correspond à la taille maximale de l'échantillon que l'on doit tirer ;

$t_{\alpha}$  : est égale à 2.326 pour  $\alpha$  fixé avec un seuil de 98% (test bilatéral) ;

$d$  : niveau de précision de  $P$ , ici fixé à 2.85%.

Ceci donne une taille initiale de 1 666 personnes à enquêter. La taille finale de l'échantillon est fixée à 1990 (exactement 1989). Cette taille tient compte de l'ensemble des préoccupations soulignées pour la répartition de l'échantillon (tableau 1).

### Répartition de l'échantillon entre les régions

Tab. 1'

| Région     | Population | Région % | Taille initiale | Taille ajustée | Taille +non réponse |
|------------|------------|----------|-----------------|----------------|---------------------|
| Bamako     | 2 899 672  | 12,95%   | 216             | 216            | 238                 |
| Gao        | 727 516    | 3,25%    | 54              | 75             | 80                  |
| Kayes      | 3 200 061  | 14,29%   | 238             | 238            | 252                 |
| Koulikoro  | 4 737 164  | 21,15%   | 352             | 352            | 378                 |
| Mopti      | 2 019 352  | 9,02%    | 150             | 150            | 168                 |
| Ségou      | 3 256 488  | 14,54%   | 242             | 242            | 266                 |
| Sikasso    | 4 078 570  | 18,21%   | 303             | 303            | 322                 |
| Tombouctou | 957 139    | 4,35%    | 73              | 75             | 80                  |
| Kidal      | 83 192     | 0,37%    | 6               | 75             | 80                  |
| Ménaka     | 318 876    | 1,42%    | 24              | 75             | 80                  |
| Taoudenni  | 99 499     | 0,44%    | 7               | 75             | 80                  |
| Ensemble   | 22 395 489 | 1        | 1666            | 1876           | 2024                |

Le Partage des 1 666 personnes entre les 11 strates donne moins de 30 personnes à enquêter pour chacune des régions de Kidal, Ménaka et Taoudenni. Ces tailles sont trop faibles pour estimer des indicateurs par région. Nous avons fixé le nombre minimal de personnes à 75 par région. Donc, les régions ayant moins de 75 personnes ont été amenées à 75.

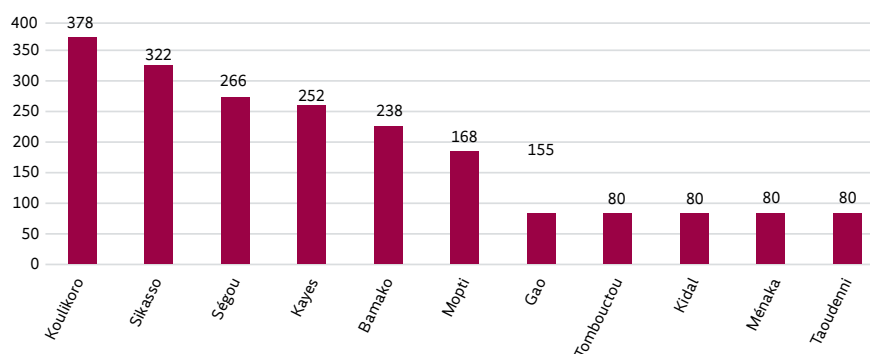
Après cet ajustement, la taille à enquêter est de 1 876 per-

sonnes, avec un seuil minimal de 75 personnes par région. On pourra donc enquêter au moins 30 hommes et 30 femmes par région (30 est la taille minimale pour pouvoir appliquer la loi des grands nombres).

Nous avons ensuite appliqué un taux de non-réponse d'au moins 5% à l'échantillon ajusté, ce qui donne une taille finale d'environ 2 024. Le graphique suivant représente la répartition de l'échantillon entre les 11 strates (graphique 1).

## Répartition de l'échantillon entre les 11 strates

Fig. 1'



### Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon

Dans la répartition proportionnelle, nous avons vu que la taille de l'échantillon devrait être moins de 8 personnes dans la région de Taoudenni. Alors que dans la répartition raisonnée (pour pouvoir sortir des résultats par région), on prévoit d'interroger environ 80 personnes dans la région en question. Ceci n'est pas sans conséquences statistiques sur le calcul des indicateurs au niveau de l'ensemble des zones. En effet, c'est comme si on attribuait à Taoudenni un poids qu'elle ne méritait réellement pas. Statistiquement lors de l'analyse, un coefficient de redressement permet de donner à chaque strate son véritable poids.

Formule de calcul du coefficient de redressement : En considérant une zone  $i$  (par exemple la région de Ménaka), le coefficient de redressement de cette zone est calculé par la formule :

$$\pi_i = \frac{\mu_i}{\alpha_i}$$

$\pi_i$  : est le coefficient de redressement de la zone ;

$\mu_i$  : est la taille qui devrait être enquêtée en cas de répartition proportionnelle ;

$\alpha_i$  : est la taille qui a été enquêtée avec une répartition raisonnée.

### Procédure de tirage de l'échantillon

Le tirage de l'échantillon est fait de sorte à assurer la représentativité de la population vis-à-vis de sa structure démographique. Pour cela, nous avons utilisé la méthode des quotas avec le sexe, l'âge et le niveau d'instruction comme variables de quota. Le plan d'échantillonnage adopté garantit une répartition égalitaire entre les deux sexes (donc 50% de l'échantillon enquêté sont des femmes). Pour plus de rigueur, cette méthode a été complétée par une procédure de tirage d'un ménage avant de tirer l'individu respectant le critère de quota. Pour cela, nous avons d'abord partagé l'échantillon entre les quartiers de la capitale régionale considérée avant de choisir des ménages dans les quartiers.

Une fois dans le ménage, nous avons tenu compte des critères de quotas pour le choix des personnes à enquêter. L'enquêteur explique l'objet de sa visite et demande s'il y a un individu qui répond à son critère de quota afin de l'enquêter. Cependant, les cas suivants peuvent survenir :

Aucun membre du ménage ne répond au critère de quota : dans ce cas, l'enquêteur/trice sort de ce ménage et choisit le ménage immédiatement contigu au ménage précédent (vers sa gauche).

Plusieurs personnes répondent au quota : si plusieurs personnes répondent au quota, un.e répondant.e sera choisi.e de manière aléatoire. La procédure de tirage aléatoire a été automatisée sur les tablettes.

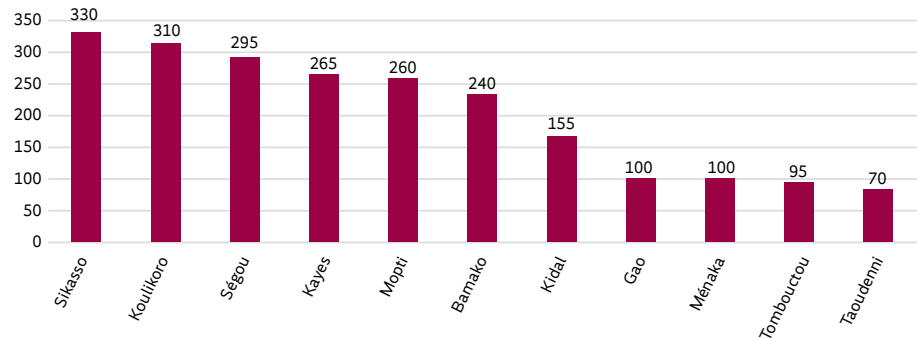
Echantillon réellement enquêté

Au total, 2 220 personnes âgées de 18 et plus ont été interrogées. Les enquêteurs/trices ont fait des questionnaires supplémentaires afin d'éviter des retours sur terrain (cas de

reprise) en cas d'invalidation de leurs questionnaires. Le coefficient de redressement a été calculé sur les 2 220 individus enquêtés. La répartition de l'échantillon réellement enquêté par région est donnée par le graphique suivant (graphique 2) :

Répartition de l'échantillon enquêté par région

Fig. 2'



Source : Données Mali-Mètre, édition 2025

**Particularité pour Taoudenni :** contrairement aux autres capitales régionales, Taoudenni présente la particularité de ne pas avoir encore de capitale régionale. En effet, cette région recouvre une zone désertique très sous-peuplée et composée principalement de la commune de Salam. Ainsi, selon les autorités (rapprochées par l'équipe de terrain et comme pour les enquêtes antérieures), la cartographie de la région est au niveau conceptuel et la capitale régionale n'est pas définitivement choisie. Il a été question alors de choisir des grands villages dans la région.

Mobilisation et formation des enquêteurs

Le recrutement des enquêteurs a été fait sur la base de l'expérience, de la connaissance du terrain et des langues locales de la zone d'enquête. La collecte de données a mobilisé 35 enquêteurs/trices réparti.e.s en deux groupes. Le premier groupe est constitué des enquêteurs/trices des villes dites du Sud et du Centre et le District de Bamako et le second groupe des enquêteurs/trices des villes dites du Nord, à savoir Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Taoudenni. La formation s'est déroulée entre les 04-09 janvier 2025.

Par ailleurs, les interviews ont été réalisées en langues locales. Pour une bonne compréhension du questionnaire dans la langue locale, d'une part, celui-ci a été traduit par

des experts dans quatre langues pratiquées au Mali, notamment le bamanakan, le songoy, le tamasheq et le peul ; d'autre part, la formation des enquêteurs/trices est assurée en français et dans ces langues. La collecte de données s'est déroulée du 11 janvier au 22 janvier 2025.

Contrôle qualité et apurement des données

Le contrôle de la qualité des données collectées est basé sur l'expérience de l'ensemble de l'équipe (enquêteurs et superviseurs) en matière de collecte des données, la connaissance de la zone d'enquête, en particulier une maîtrise de la situation récente de la zone d'enquête, le suivi, le contrôle et les vérifications des questionnaires assurés par les superviseurs sur le terrain. En plus, les assistant.e.s (statisticien.ne.s et informaticien.ne.s) s'assurent de la cohérence et de la qualité du remplissage de la totalité des données collectées.

Le masque de saisie a été réalisé sur le logiciel CS pro. Il permet de réaliser une saisie efficace et un transfert des données dans le logiciel SPSS pour les analyses statistiques. Un programme d'apurement a été réalisé sous STATA, qui a permis de corriger quelques incohérences constatées. Les questions ouvertes ont été codifiées après l'enquête puis intégrées aux données à partir du programme d'apurement.



## Mali-Mètre 2025

- Forte intention de voter aux prochaines élections est l'expression d'une liberté de choix à préserver ;
- Défis socioéconomiques d'ordre structurel avec l'électricité s'y établissant comme défi à relever depuis 2 ans. L'insécurité est reléguée à la 3ème position des défis et des priorités ;
- Capital de confiance et de satisfaction du Président de la Transition plus élevé que celui des autres institutions ;
- Confiance en la coopération avec la Russie se confirme ;
- Exigence de plus de transparence et de redevabilité par la société civile dans le processus de réforme du secteur de la sécurité ;
- Progrès continus de la confiance en la justice ;
- Retour de la paix et de la sécurité reste un défi et un souhait.

Vous trouverez plus d'informations sur ce sujet sur : ➤ [fes.de](https://fes.de)